

2020 RAPPORT ANNUEL

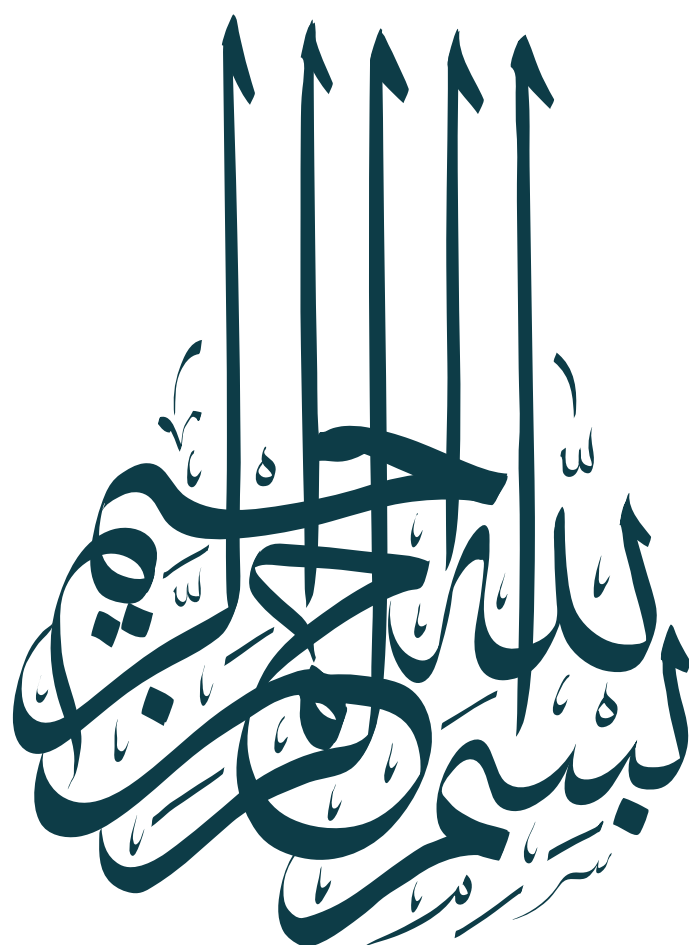
**RIPOSTE, RÉTABLISSEMENT
ET RELANCE :**
POUR UN APRÈS-COVID-19
DE RÉSILIENCE ET DE
PROSPÉRITÉ POUR TOUS

QUI SOMMES-NOUS

La Banque islamique de développement est une banque multilatérale de développement (BMD) qui œuvre pour améliorer les conditions de vie des populations qu'elle sert, en favorisant le développement socioéconomique des pays membres et des communautés musulmanes à travers le monde, et en produisant un impact à grande échelle.

Le présent rapport est l'un des deux volumes constituant le rapport annuel de la Banque islamique de développement. L'autre volume contient les états financiers vérifiés et est publié séparément, sous le titre Etats Financiers. Les deux volumes sont disponibles en ligne : www.isdb.org.





PROFIL

BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

CRÉATION

La Banque islamique de développement (BID) est une banque multilatérale de développement dont l'Accord constitutif a été signé le 21 radjab 1394 (12 août 1974) à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite. La réunion inaugurale du Conseil des Gouverneurs a été tenue au mois de radjab 1395 (juillet 1975) et la BID a officiellement démarré ses opérations le 15 chaoual 1395 (20 octobre 1975).

VISION

La Banque islamique de développement s'emploie à devenir une banque de développement de classe mondiale, qui s'inspire des principes de l'islam, et contribue à la transformation du paysage du développement humain dans le monde musulman et à la réaffirmation de la dignité de ce dernier.

MISSION

La mission de la Banque islamique de développement est de promouvoir le développement humain. Elle met l'accent sur des domaines prioritaires, à savoir la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé, la promotion de l'éducation, le renforcement de la gouvernance, et la prospérité des peuples.

MEMBRES

La BID compte cinquante-sept pays membres, répartis sur différentes régions dans le monde. Tout pays aspirant à devenir membre de la BID, doit être affilié à l'Organisation de coopération islamique, verser la première tranche de sa participation au capital, et accepter les termes et conditions fixés par le Conseil des Gouverneurs.

CAPITAL-ACTIONS

En sa quarante-cinquième réunion annuelle, le Conseil des Gouverneurs a approuvé par correspondance une sixième augmentation générale de capital de 5,5 milliards de dinars islamiques. À la clôture de 2020, le capital souscrit de la BID s'élevait à 50,6 milliards de dinars islamiques.

GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Le Groupe de la BID est composé de cinq membres : la Banque islamique de développement, l'Institut de la Banque islamique de développement, la Société islamique pour le développement du secteur privé, la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation et la Société internationale islamique de financement du commerce.

SIÈGE ET CENTRES RÉGIONAUX

La BID a son siège à Djeddah, Royaume d'Arabie saoudite. Elle a dix centres régionaux : Abuja (Nigeria), Almaty (Kazakhstan), Ankara (Turquie), Le Caire (Égypte), Dakar (Sénégal), Dhaka (Bangladesh), Jakarta (Indonésie), Kampala (Ouganda), Paramaribo (Suriname), Rabat (Maroc) et un centre d'excellence à Kuala Lumpur (Malaisie).

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de la BID correspondait à l'année lunaire de l'hégire, mais à partir du 1^{er} janvier 2016, il a été changé pour correspondre à l'année solaire de l'hégire, commençant le 11 capricorne (1^{er} janvier) et se terminant le 10 capricorne (31 décembre).

UNITÉ DE COMPTE

L'unité de compte de la BID est le dinar islamique qui équivaut à un droit de tirage spécial du Fonds monétaire international.

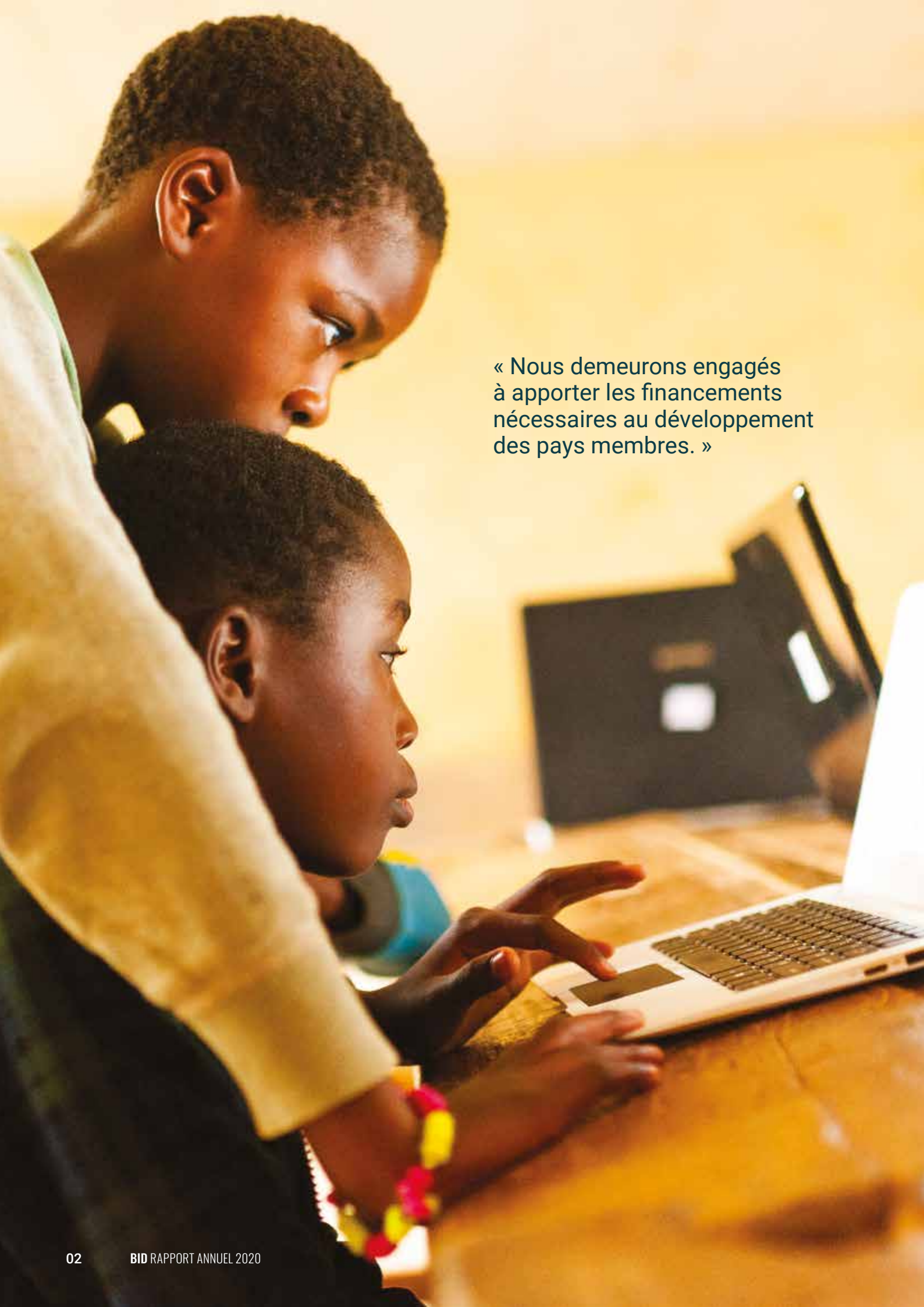
LANGUE

La langue officielle de la BID est l'arabe. L'anglais et le français lui servent également de langues de travail.



2020 RAPPORT ANNUEL

**RIPOSTE, RÉTABLISSEMENT
ET RELANCE :**
POUR UN APRÈS-COVID-19
DE RÉSILIANCE ET DE
PROSPÉRITÉ POUR TOUS

A photograph of two young girls with dark skin and short, curly hair. They are sitting at a wooden desk, looking intently at a laptop screen. The girl in the foreground is wearing a white long-sleeved shirt and a colorful beaded necklace. The girl behind her is wearing a green top. The background is a warm, yellowish-orange wall. The text is overlaid on the right side of the image.

« Nous demeurons engagés
à apporter les financements
nécessaires au développement
des pays membres. »

TABLE DES MATIÈRES



INTRODUCTION

ABRÉVIATIONS	6
REMERCIEMENTS	7
LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT	8
MESSAGE DU PRÉSIDENT	9
PRINCIPAUX RÉSULTATS DE 2020	12
IMPACTS DE DÉVELOPPEMENT	14
DIRECTEURS EXÉCUTIFS DE LA BID	16
RÉSUMÉ	18
2020 EN CHIFFRES	24
1395H (1975)-2020 APPROBATIONS EN CHIFFRES	26

CHAPITRE 1 APERÇU DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT

1.1 Résultats des opérations	30
1.2 Initiatives majeures	34
1.2.1 Résultats du Programme quinquennal du Président et du nouveau modèle d'entreprise	34
1.2.2 Stratégie de partenariat avec les pays membres	35
1.2.3 Programmes stratégique de préparation et de riposte	36
1.2.4 Science, Technologie et Innovation	38
1.3 Résumé des résultats du Groupe de la BID	38
1.3.1 Principales opérations de développement : Ressources ordinaires en capital de la BID	38
1.3.2 Appui au développement du secteur privé	39
1.3.3 Renforcement du financement du commerce	40
1.3.4 Assurances des risques de crédit et des risques de pays	42
1.3.5 Renforcement de la solidarité pour la réduction de la pauvreté	43
1.3.6 Diffusion des connaissances en économie et finance islamiques	44
1.3.7 Appui à la finance islamique pour la réalisation des objectifs de développement	44
1.3.8 Les awqaf au service du développement	44
1.3.9 Partage des solutions de développement	45

CHAPITRE 2 PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DANS LES PAYS MEMBRES

2.1 Financement de projets de développement socio-économique	48
2.1.1 Développement du capital humain	48
2.1.2 Financement des infrastructures	49
2.1.3 Renforcement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire	50
2.2 Partenariats pour un développement durable	52
2.2.1 Renforcement et développement des partenariats	52
2.2.2 Partenariat reverse linkage avec le secteur privé	53
2.3 Autres activités de développement	55
2.3.1 Autonomisation des femmes et des jeunes	55
2.3.2 Changements climatiques	56
2.3.3 Programme d'aide aux communautés	56
2.3.4 Programme de bourses d'études de la BID	56
2.3.5 Autonomisation économique pour des moyens de subsistance durables	61

CHAPITRE 3 RIPOSTE À LA COVID-19

3.1 Fer de lance de la coordination mondiale	64
3.2 Solutions innovantes	67
3.3 Prise de décision motivée par les faits	68
3.4 Financement dans le cadre du Programme stratégique de préparation et de riposte	70
3.5 Accélération des processus de travail	73
3.6 Suivi-évaluation	73

CHAPITRE 4 RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE ET DE DÉVELOPPEMENT

4.1 Conseil des Gouverneurs	76
4.2 Conseil des Directeurs exécutifs	78
4.3 Renforcement des activités d'audit interne	79
4.4 Gestion des risques pour un profil financier et de crédit solide	79
4.5 Connaissances et apprentissage	80
4.6 Évaluation des opérations	82
4.7 Amélioration de l'efficacité du développement	82
4.8 Impacts de développement des financements de la BID	83
4.9 Amélioration de la gestion des ressources humaines pour une performance optimale	84
4.10 Renforcement des technologies de l'information pour plus d'efficacité	85
4.11 Autres services de soutien administratif	85

ANNEXES ANNEXES 1—5B ANNEXES 6A—9B

111

ABRÉVIATIONS

BID : Banque islamique de développement
BMD : banque multilatérale de développement
CDE : Conseil des Directeurs exécutifs
CVM : chaîne de valeur mondiale
DI : dinar islamique
FMI : Fonds monétaire international
IBID : Institut de la Banque islamique de développement
MGC : Mécanisme de garantie Covid-19
ODD : Objectifs de développement durable
ROC : Ressources ordinaires en capital
PCT : Programme de coopération technique
PME : petites et moyennes entreprises
PSPR : Programme stratégique de préparation et de riposte
SIACE : Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation
SID : Société islamique pour le développement du secteur privé
SIFC : Société internationale islamique de financement du commerce
SPPM : Stratégie de partenariat avec les pays membres
STI : science, technologie et innovation
USD : dollar des Etats-Unis

REMERCIEMENTS



Le rapport annuel 2020 de la Banque islamique de développement a été préparé par **l'Institut de la Banque islamique de développement**, avec les orientations générales du **Conseil des Directeurs exécutifs**

SOUS LA SUPERVISION

du Vice-Président des Programme de Pays et du Directeur général de l'IIRF et Économiste en chef

AVEC LA CONTRIBUTION DE

Plusieurs départements et membres affiliés au Groupe de la BID

COORDINATEUR DU RAPPORT : Musa IBRAHIM JEGA

ÉQUIPE CHARGÉE DE LA COLLECTE DES DONNÉES : Abu CAMARA, Mohamed EL-GOUSI, Ali RASHED et Novia BUDI PARVANTO

EQUIPE DE TRADUCTION : Division des Services linguistiques du Secrétariat général

AFFAIRES DU CONSEIL : Mohamed CHATOUANI

EQUIPE DES FINANCES : Khondamir NUSRATKHUJAEV et Aboubacar S. KANTE

SECRÉTAIRE : Syed ABDURRAHMAN

Au Nom d'Allah, Le Clément et Le Miséricordieux

S.E. le Président du Conseil des Gouverneurs de la Banque islamique de développement

Monsieur le Président,

Assalamou Alaikoum Warahmatoullahi Wabarakatouh

Conformément aux Articles 32(i), 32(iii) et 41(1) de l'Accord portant création de la Banque islamique de développement et à la Section 11 de son Règlement intérieur, j'ai l'honneur de soumettre au Conseil des Gouverneurs, au nom du Conseil des Directeurs exécutifs, le rapport annuel portant sur les opérations et activités de la Banque au titre de l'exercice 2020.

Conformément à la Section 13 du même Règlement intérieur, le rapport annuel comprend également les états financiers vérifiés de la Banque et du Fonds waqf.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma parfaite considération.



Dr Bandar M. H. Hajjar

Président de la Banque islamique
de développement et du Conseil des
Directeurs exécutifs



MESSAGE DU PRÉSIDENT

L'année 2020 a été agitée, marquée par des problèmes économiques et de développement sans précédent, des plus dévastateurs et envahissants, induits par la pandémie à coronavirus, laissant des séquelles sur une économie mondiale déjà en proie à un ralentissement profond et d'envergure. Les fermetures ont considérablement nui aux économies mondiales, accentué la pauvreté, augmenté le chômage, et aggravé l'insécurité alimentaire. Les projections indiquent que plus de 100 millions de personnes supplémentaires sont au bord de l'extrême pauvreté. Néanmoins, les perspectives ne sont pas entièrement sombres.

Dans le sillage de la pandémie et de ses effets ravageurs, les dirigeants de onze banques multilatérales de développement (BMD) et du Fonds monétaire international (FMI), en leurs réunions de 2020, que j'ai eu le privilège de présider, s'étaient collectivement engagés à dégager, d'ici la fin du deuxième trimestre de 2021, des financements de 230 milliards de dollars des États-Unis. Ces engagements se veulent le moyen de relever les problèmes qu'allait engendrer la pandémie et de renforcer la coordination mondiale pour surmonter les obstacles à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Sur notre proposition et à l'aube de la Décennie d'action, le groupe des BMD a également publié, pour la première fois, un rapport sur les contributions de ses membres à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 - un rapport que j'ai eu l'honneur de lancer en décembre 2020.

Dans sa réponse rapide au coronavirus, le Groupe de la BID a lancé le « Programme stratégique de préparation et de riposte - PSPR » d'une enveloppe de 2,3 milliards de dollars des États-Unis, axé sur le triptyque « Riposte, Rétablissement et Relance ». Le programme a été adopté pour aider les pays membres à prévenir, maîtriser, atténuer et se rétablir des effets de la pandémie. La BID a également lancé le Mécanisme de garantie Covid-19 (MGC), un véhicule innovant de 2 milliards de dollars conçu, pour aider le secteur privé à lutter contre la pandémie et à favoriser les investissements locaux et étrangers afin de soutenir les industries vitales.

La BID a également lancé le Mécanisme de garantie Covid-19 (MGC), un véhicule innovant de 2 milliards de dollars, conçu pour aider le secteur privé à lutter contre la pandémie et à favoriser les investissements locaux et étrangers afin de soutenir les industries vitales.



« Le Groupe de la BID a lancé le « Programme stratégique de préparation et de riposte - PSPR » d'une enveloppe de 2,3 milliards de dollars des États-Unis, axé sur le triptyque « Riposte, Rétablissement et Relance ». Le programme a été adopté pour aider les pays membres à prévenir, maîtriser, atténuer et se rétablir des effets de la pandémie. »

Dans la même veine, le Groupe de la BID a participé en 2020 au G20 sous la présidence de l'Arabie saoudite, afin de rallier des partenaires influents autour de plus de soutien aux pays membres et de participer aux discussions stratégiques mondiales. Au titre des piliers de « sensibilisation » et de « mise en lien » du Programme quinquennal du Président, le Groupe de la BID a pris part aux activités du G20 qui ont précédé le Sommet de Riyad. Fort de sa grande expertise dans le domaine du développement et de la finance islamique, le Groupe de la BID a contribué à faire avancer la réalisation du Programme de développement mondial.

Même avant la pandémie, nous avons déjà souligné la nécessité pour les pays membres de se préparer à un monde

Suite à la page 10

en évolution rapide, mû par l'innovation technologique, afin d'atteindre le niveau de compétitivité requis au moyen de la production axée sur la chaîne de valeur en tant que fondement du développement durable.

À cette fin, nous avons adopté des réformes transformationnelles de grande envergure et mis au point un nouveau modèle d'entreprise propres à aider les pays membres à tirer parti des avantages du marché mondial pour renforcer leurs capacités de production à valeur ajoutée et asseoir une croissance économique inclusive. Les leçons tirées de la pandémie ont rendu cette nouvelle réflexion stratégique plus nécessaire que jamais.

Malgré les événements difficiles de 2020, nous avons continué à mettre l'accent sur des stratégies de partenariat axées sur les chaînes de valeur mondiales, à fort impact, avec les pays membres, en tant qu'approche d'intervention auprès de ces derniers.

En 2020, la Banque a lancé des stratégies de partenariat axées sur les chaînes de valeur mondiales avec cinq pays membres (Guinée, Indonésie, Niger, Nigeria et Sénégal), tandis que celles du Royaume d'Arabie saoudite et de la Malaisie sont reportées à 2021. Les stratégies du Gabon, des Maldives, de la Turquie et du Maroc, entamées en 2019, ont été accélérées pour assurer leur achèvement en 2021.

Nous continuons de promouvoir la science, la technologie et l'innovation (STI) en tant que composante essentielle de nos initiatives de développement auprès des pays membres, d'autant plus que les problèmes émergents du coronavirus soulignent l'importance des capacités STI et de leur application face aux ramifications de la pandémie.

Nous restons au Groupe de la BID déterminés à apporter aux pays membres nos financements traditionnels, ainsi que notre aide au titre du PSPR et d'autres initiatives spéciales. En 2020, le total des approbations au titre des Ressources ordinaires en capital de la BID a atteint 1,14 milliard de dinars islamiques (1,58 milliards USD), tandis que le total des approbations du Groupe de la BID a atteint 4,77 milliards de dinars islamiques (6,8 milliards USD). Forts de notre nouveau modèle d'entreprise et malgré les défis de l'heure en matière de financement du développement, nous continuons de consolider nos réalisations dans le domaine de la finance islamique innovante, tissons de nouveaux partenariats, et mobilisons des financements de

sources non conventionnelles, sans compromettre notre note de crédit « AAA ».

Nous tenons à cet égard à saluer les membres du Conseil des Gouverneurs qui ont approuvé l'augmentation de 5,5 milliards de dinars islamiques (7,92 milliards USD) du capital-actions de la BID à la 45^e réunion annuelle qui s'est tenue par correspondance en raison des restrictions liées à la pandémie à coronavirus. Nous voudrions également exprimer nos remerciements aux pays membres de leur appui continu à l'approbation de l'augmentation.

À l'avenir, nous continuerons à pallier les faiblesses et combler les lacunes que la pandémie a révélées dans nos pays membres et systèmes économiques, sans perdre de vue la nécessité d'identifier les mesures appropriées à l'effort de reconstruction. En effet, la pandémie nous a appris que les défis mondiaux nécessitent une coopération mondiale, sans laquelle les inégalités entre pays se creuseront davantage.

Aussi important est le défi que posent les changements climatiques, surtout que les pays qui en sont les plus touchés sont les moins avancés à travers le monde. Les effets des changements climatiques ont engendré l'augmentation du nombre de personnes déplacées et de réfugiés dans les pays membres de la BID. Confrontés à une telle situation, nous avons émis, pour la première fois, des soukous verts.

En dépit de tous les défis actuels, nous demeurons proactifs afin de contribuer à façonner le développement économique. Pour ce faire, nous renforçons et mettons à profit notre savoir-faire, nos réseaux et nos ressources.

Alors que l'horizon 2030 pour la réalisation des ODD approche, notre engagement avec les partenaires de développement internationaux sera focalisé sur la finance islamique, l'autonomisation économique, le commerce international et les partenariats, afin d'aider nos pays membres à atteindre le développement socio-économique durable.



Dr Bandar M. H. Hajjar

Président de la Banque islamique de développement
et du Conseil des Directeurs exécutifs



« À l'avenir, nous continuerons à pallier les faiblesses et combler les lacunes que la pandémie a révélées dans nos pays membres et systèmes économiques, sans perdre de vue la nécessité d'identifier les mesures appropriées à l'effort de reconstruction. »



PRINCIPAUX RÉSULTATS DE 2020

SIXIÈME AUGMENTATION GÉNÉRALE DE CAPITAL

7,92 MD USD



APPROBATIONS DE LA BID :

1,58 MD USD

32 OPÉRATIONS AXÉES SUR LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN, LE FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE, DE L'AGRICULTURE ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



**88 M USD &
2,5 M USD**
DE REVERSE LINKAGE

80 M USD
POUR L'AUTONOMISATION
ÉCONOMIQUE
DU PEUPLE
PALESTINIEN

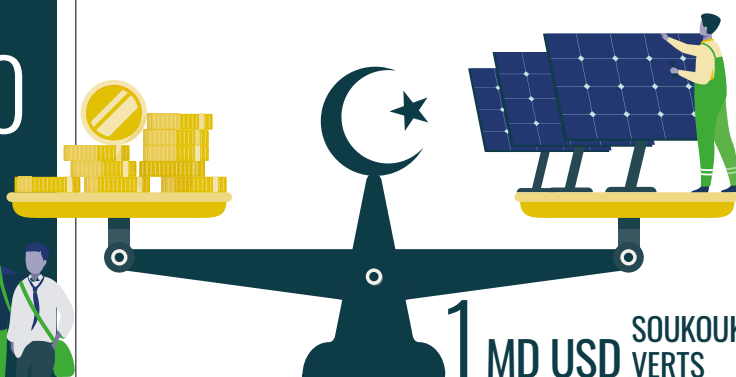


CRÉÉ
314.000
EMPLOIS GRÂCE À
L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE



ATTRIBUÉES
1.221
D'ÉTUDES

INSCRIT
91.000
ENFANTS
NON-SCOLARISÉS





RIPOSTE À LA COVID-19 :

2,3 MD USD

AU TITRE DU PROGRAMME STRATÉGIQUE DE PRÉPARATION ET DE RIPOSTE À LA PANDÉMIE

(PSPR)

ENVIRON

55 M

DE PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DE LA RIPOSTE À LA COVID-19

UN SOUTIEN FINANCIER SPÉCIAL A ÉTÉ FOURNI À ENVIRON 8.000 PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES POUR PRÉSERVER ENVIRON

60.000

EMPLOIS



DES MICROFINANCEMENTS ONT ÉTÉ FOURNIS À

12.000

AUTRES PERSONNES POUR PRÉSERVER LEURS MOYENS DE SUBSISTANCE



IMPACTS DE DÉVELOPPEMENT

ES OPÉRATIONS ACHEVÉES

PLUS DE

5.000

LOGEMENTS ONT
ÉTÉ CONSTRUITS



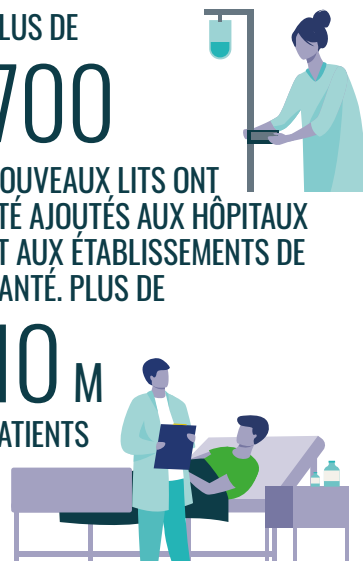
PLUS DE

700

NOUVEAUX LITS ONT
ÉTÉ AJOUTÉS AUX HÔPITAUX
ET AUX ÉTABLISSEMENTS DE
SANTÉ. PLUS DE

10 M

PATIENTS



ENVIRON

70

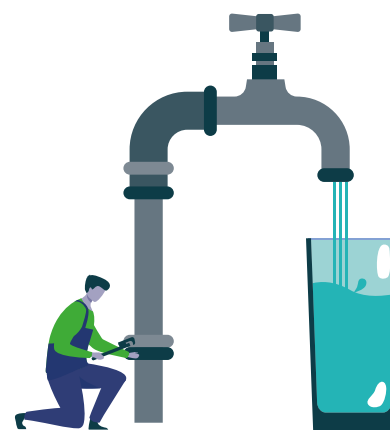
ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT, AVEC
ENVIRON

2.000

NOUVELLES SALLES DE CLASSE,
BÉNÉFICIAIRES À ENVIRON

90.000

ÉLÈVES, ONT ÉTÉ CONSTRUITS



70.000

MÉNAGES ONT ACCÈS À L'EAU
POTABLE ET ENVIRON

100.000

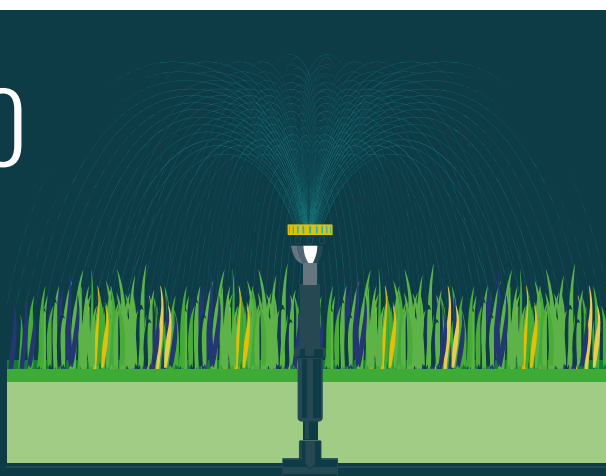
MÉNAGES À DES SERVICES
D'ASSAINISSEMENT AMÉLIORÉS



ENVIRON

24.000

HECTARES SONT
IRRIGUÉS





DES PORTS ONT ÉTÉ AGRANDIS,
CE QUI A PORTÉ LA CAPACITÉ
MARITIME ANNUELLE À

110.000 TONNES

150.000
PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ
D'EMPLOIS OU DE
POSSIBILITÉS D'EMPLOIS,
TANDIS QUE

150.000
AUTRES ONT REÇU
UNE FORMATION
PROFESSIONNELLE ET
FORMELLE



ENVIRON

20.000

ÉLÈVES ONT BÉNÉFICIÉ DE
L'APPRENTISSAGE EN LIGNE
GRÂCE À DES INSTALLATIONS
DÉDIÉES DANS DIVERSES ÉCOLES



PRÈS DE

800 KM

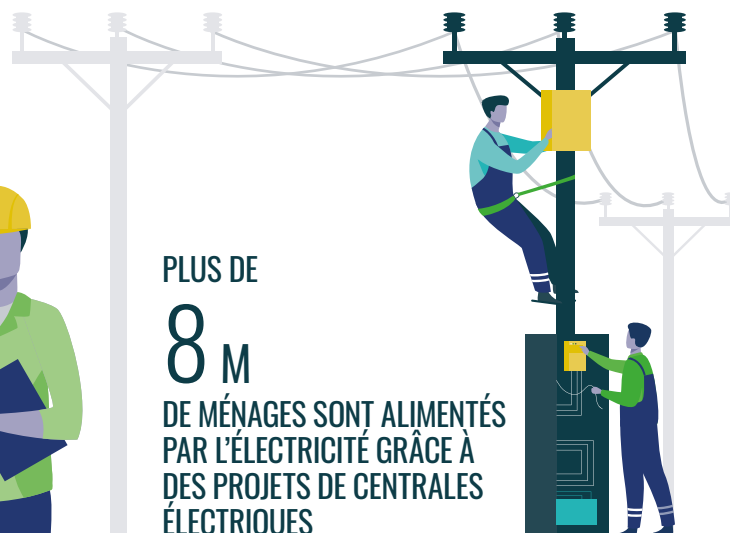
DE ROUTES, DONT 120 KM
D'AUTOROUTES, ONT ÉTÉ REVÊTUS



PLUS DE

8 M

DE MÉNAGES SONT ALIMENTÉS
PAR L'ÉLECTRICITÉ GRÂCE À
DES PROJETS DE CENTRALES
ÉLECTRIQUES



DIRECTEURS EXÉCUTIFS DE LA BID¹



H.E. Dr Bandar M. H. Hajjar

PRÉSIDENT DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE
DÉVELOPPEMENT
ET DU CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS



**M. Abdul Ghani Ahmad
Mohamed Al-Ftissi**

PAYS : LIBYE
PAYS REPRÉSENTÉ : LIBYE



M. Bülent AKSU

PAYS : TURQUIE
PAYS REPRÉSENTÉ : TURQUIE



M. Abbas Memar Nejad

PAYS : IRAN
PAYS REPRÉSENTÉ : IRAN



M. Abdulhaffar Al Awadhi

PAYS : KOWEÏT
PAYS REPRÉSENTÉ : KOWEÏT



**S.E Dr. Hamad Sulaiman
Al Bazai**

PAYS : ARABIE SAOUDITE
PAYS REPRÉSENTÉ : ARABIE
SAOUDITE



Mme. Nada Massoud

PAYS : ÉGYPTÉ
PAYS REPRÉSENTÉ : ÉGYPTÉ



M. Khalaf Sultan Al Dhaheri

PAYS : ÉMIRATS ARABES UNIS
PAYS REPRÉSENTÉ : ÉMIRATS
ARABES UNIS



M. Bader Ahmed Al Qayed

PAYS : QATAR
PAYS REPRÉSENTÉ : QATAR



M. Mohammed Gambo Shuaibu
PAYS : NIGERIA
PAYS REPRÉSENTÉ : NIGERIA



M. Fredrick Twesiime
PAYS : OUGANDA
PAYS REPRÉSENTÉ : OUGANDA, TCHAD, GABON, DJIBOUTI, COMORES, MOZAMBIQUE, SOMALIE



M. Abdoulie Jallow
PAYS : GAMBIE
PAYS REPRÉSENTÉ : SÉNÉGAL, BURKINA-FASO, NIGER, MALI, GAMBIE, TOGO



M. Péma Guilavogui
PAYS : GUINÉE
PAYS REPRÉSENTÉ : BÉNIN, GUINÉE, GUINÉE-BISSAU, SIERRA LEONE, CAMEROUN, CÔTE D'IVOIRE



Mme. Faouzia Zaaboul
PAYS : MAROC
PAYS REPRÉSENTÉ : ALGÉRIE, MAROC, MAURITANIE, TUNISIE



Mme. Zeina Toukan
PAYS : JORDANIE
PAYS REPRÉSENTÉ : JORDANIE, SYRIE, IRAQ, PALESTINE, LIBAN



M. Sami Mohamed Hameed
PAYS : BAHREÏN
PAYS REPRÉSENTÉ : YÉMEN, SOUDAN, OMAN, BAHREÏN



Mme. Fatima Yasmin
PAYS : BANGLADESH
PAYS REPRÉSENTÉ : AFGHANISTAN, PAKISTAN, BANGLADESH, MALDIVES



M. Ahmad Jefri Abd Rahman
PAYS : BRUNEI DARUSSALAM
PAYS REPRÉSENTÉ : INDONÉSIE, MALAISIE, BRUNEI, SURINAME, GUYANA



M. Bakhodir Alikhanov
PAYS : OUZBÉKISTAN
PAYS REPRÉSENTÉ : ZERBAÏDJAN, ALBANIE, OUZBÉKISTAN, TURKMÉNISTAN, TADJIKISTAN, KAZAKHSTAN, RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

¹ Membres de la 15^e session du Conseil des Directeurs exécutifs.

RÉSUMÉ

Les répercussions économiques de la pandémie à coronavirus ont fait de 2020 une année très difficile pour la communauté du développement mondiale. Les pays membres du Groupe de la Banque islamique de développement (BID) n'ont pas été épargnés par le ralentissement économique profond et synchronisé qui a exacerbé les problèmes de développement préexistants. Alors que l'économie mondiale s'est contractée de 3,3 % en 2020, l'économie des cinquante-sept pays membres de la BID a reculé de 1,7 %, soit une forte baisse par rapport à un taux de croissance de 2,6 % enregistré en 2019. Cette situation a rendu la nécessité d'appuyer les pays membres dans leurs efforts de développement plus impérieuse.

Conformément à sa mission et malgré les défis de l'année 2020, le Groupe de la BID a maintenu son soutien de longue date aux pays membres, afin d'atteindre le développement durable.

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE 2020

- Face aux défis qui ont caractérisé le paysage mondial du développement en 2020, la BID et les autres membres affiliés au Groupe de la BID ont maintenu leur financement des activités de développement en faveur des pays membres. La BID a en effet approuvé 1,58 milliard de dollars des États-Unis à partir de ses Ressources ordinaires en capital pour trente-deux opérations, ce qui représente une légère baisse par rapport au 1,69 milliard de dollars approuvé en 2019. Dans le contexte du paysage du financement du développement mondial précaire en raison du ralentissement économique mondial profond et synchronisé, induit par la pandémie à coronavirus, les

approbations reflètent l'engagement ferme à apporter aux pays membres le soutien nécessaire à leur développement. Le total des approbations du Groupe de la BID pour diverses opérations en appui aux efforts des pays membres pour la réalisation du développement durable, a atteint 4,77 milliards de dinars islamiques, soit 6,80 milliards de dollars des États-Unis.

- Les pays membres continuent de manifester leur soutien sans réserve à la BID ; ils ont approuvé une augmentation de 5,5 milliards de dinars islamiques (7,92 milliards USD) de son capital-actions pour mettre à sa disposition davantage de ressources devant lui permettre de financer plus de projets de développement et d'appuyer les pays membres dans leur quête du développement durable.
- Riposte globale à la pandémie - Le Programme stratégique de préparation et de riposte (PSPR) a été lancé pour mener des interventions spéciales auprès des pays membres, devant les aider à faire face et à surmonter les problèmes de développement induits par la pandémie. Le programme est doté d'une enveloppe d'engagements de 2,3 milliards de dollars des États-Unis, à laquelle tous les membres affiliés au Groupe de la BID participent. Il est destiné à soutenir les efforts des pays membres pour prévenir, contenir, atténuer et se remettre des effets de la pandémie.
- Grâce au PSPR, environ cinquante-cinq millions de personnes ont bénéficié de diverses interventions, notamment l'approvisionnement en denrées alimentaires, l'acquisition et la distribution de sept millions de kits de test et de 2,5 millions de kits d'équipement de protection individuelle aux agents de santé, l'installation de plus de 2.400 unités de soins, la création d'environ 1.700 centres de test, et la formation de 20.000 agents de santé pour mieux traiter les cas atteints. Par ailleurs, un soutien financier spécial a été fourni à environ 8.000 petites et moyennes entreprises pour préserver environ 60.000 emplois et des microfinancements ont été accordés à 12.000 personnes pour préserver leurs moyens de subsistance.
- La BID a accompli un nouveau résultat important avec le lancement des soukous de durabilité Covid-19. La première émission remonte à juin 2020 ; elle a permis de mobiliser 1,5 milliard de dollars des marchés de capitaux mondiaux pour financer des interventions au titre de la Covid-19 dans les pays membres. Ces soukous constituent la deuxième émission axée sur le Cadre de financement durable de la BID, après le lancement des soukous verts d'une valeur d'un milliard d'euros pour le financement de projets verts dans les pays membres. Le premier rapport d'impact sur le produit des soukous verts a également été publié à l'intention des investisseurs en décembre 2020. Il souligne l'allocation à 100 % du produit aux projets verts, ce qui réitère l'engagement de la Banque à intégrer la lutte



contre les changements climatiques dans les opérations relevant de son créneau principal.

- Axée sur la chaîne de valeur mondiale, la stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM) a été lancée pour cinq pays, à savoir la Guinée, l'Indonésie, le Niger, le Nigeria et le Sénégal, tandis que deux stratégies (Arabie saoudite et Malaisie) sur sept prévues en 2020 ont été renvoyées à 2021. Lancées en 2019, les SPPM de quatre pays membres (Gabon, Maldives, Maroc et Turquie) ont été accélérés pour assurer leur achèvement en 2021.
- La Banque a poursuivi ses diverses activités scientifique, technologique et d'innovation pour aider les pays membres à mettre à profit les STI dans la réalisation du développement durable. Ces activités ont porté en 2020 sur le Programme des techniciennes du solaire et entrepreneuses vivant dans le milieu rural, qui a permis de former quarante femmes en technologies solaires et de fournir des systèmes d'énergie solaire propres pour l'éclairage domestique à 1.897 foyers et 13.279 personnes dans les pays membres. De plus, le Fonds STI (Transform) de 500 millions de dollars, destiné à appuyer l'ensemble de l'écosystème de l'innovation, a permis de mettre au

« La Banque a poursuivi ses diverses activités scientifique, technologique et d'innovation pour aider les pays membres à mettre à profit les STI dans la réalisation du développement durable. »

point trente solutions innovantes face à la pandémie. Des subventions et des prises de participation de 7,33 millions de dollars ont été approuvées par le Fonds pour intégrer les solutions STI dans les interventions au titre du PSPR.

- La Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) a approuvé 4,72 milliards de dollars pour diverses activités liées au commerce. Elle a mobilisé 2,4 milliards de dollars auprès de sources extérieures pour couvrir vingt-six opérations syndiquées dans douze pays membres. Du montant mobilisé, 300 millions de dollars ont été initialement alloués dans le cadre de l'approbation de 604,7 millions de dollars que la société a approuvé en 2020 pour le financement d'urgence (Riposte ou « R1 ») au titre du PSPR, afin d'atténuer les risques socio-économiques auxquels les pays membres sont confrontés en raison de la pandémie. Un montant de 427 millions de dollars a été alloué à des lignes de financement accordées aux banques et aux institutions financières des pays membres, afin d'améliorer l'accès des petites et moyennes entreprises au financement et de financer d'autres activités du secteur privé liées au commerce.
- Les approbations de la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) ont atteint 306,6 millions de dollars en 2020, soit une amélioration significative par rapport aux 147,5 millions de dollars approuvés en 2019. Plus de la moitié des opérations de la SID ont bénéficié aux secteurs à fort impact, notamment dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Sur le total des approbations, 250 millions de dollars ont été consacrés aux plans de relance face à la pandémie, afin d'accorder des financements à court et moyen terme principalement à des petites et moyennes entreprises et pour d'autres activités du secteur privé dans les pays membres les plus vulnérables.
- La valeur totale des affaires assurées par la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) était de 9,86 milliards de dollars, les nouveaux engagements étant à 3,93 milliards de dollars. La SIACE a annoncé des engagements de 150 millions de dollars pour l'assurance de transactions essentielles, notamment l'importation de kits médicaux d'urgence et de denrées alimentaires. Plus de 496 millions de dollars de capacité d'assurance ont déjà été alloués pour appuyer l'importation de matériel médical, de denrées alimentaires essentielles et de produits énergétiques.
- Le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) a approuvé 43,67 millions de dollars pour des projets et programmes dans les secteurs de l'éducation et de la santé et des activités d'autonomisation économique. En raison des défis sanitaires exceptionnels de 2020,

« Dans le cadre du Programme d'aide aux communautés musulmanes établies dans des pays non-membres, la BID a approuvé treize projets, afin d'atténuer les effets de la pandémie et la mise en œuvre de onze de ces projets a été lancée. »

l'essentiel des interventions de développement du fonds était dans le secteur de la santé. Celles-ci ont pris la forme d'un soutien d'urgence visant à améliorer la préparation et la riposte des pays membres à la pandémie. Les approbations du FSID ont permis d'attirer des financements de 824,4 millions de dollars. Par ailleurs, le Fonds a approuvé en 2020 des subventions pour plusieurs pays membres de 13,63 millions de dollars.

- Du côté des connaissances, l'Institut de la Banque islamique de développement (IBID) a publié trois rapports majeurs, deux numéros du Journal des études économiques islamiques et trois livres. De même, une application de lecture de livres électroniques a été développée, un programme de subventions pour l'économie intelligente lancé, et un programme de solutions Fintech innovantes mis en place, le tout dans le but d'améliorer les activités de production et de diffusion des connaissances en tant que biens publics mondiaux. S'agissant de ses efforts de renforcement des capacités, l'IIRF a réouvert huit cours de formation sur la plateforme edX et dispensé trois cours personnalisés, en collaboration avec différents partenaires stratégiques dans les pays membres.
- Le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA) a participé à deux nouveaux investissements d'une valeur de 23,1 millions de dollars. Ainsi, le capital du Fonds est porté à 87,7 millions de dollars. Le FIBA bénéficie également d'une ligne de financement de 100 millions de dollars qui lui est accordée par la BID. Le capital autorisé du FIBA est passé de 100 à 500 millions de dollars en 2020.
- Quatorze opérations au titre du Programme de coopération technique, d'une valeur de 434.500 dollars, ont été approuvées pour financer la coopération technique à court terme entre les pays membres. Celles-ci ont porté sur cinq formations en cours d'emploi, d'une valeur de 121.500 dollars, cinq événements de partage de connaissances



pour un coût total de 179.300 dollars, et des services de conseil fournis par quatre experts moyennant 134.000 dollars. Ces interventions ont répondu aux besoins urgents de renforcement des capacités des pays membres en matière d'atténuation des effets de la pandémie, la priorité étant donnée aux pays membres les moins avancés.

- Une subvention de 2,3 millions de dollars a été approuvée pour diverses interventions au titre du mécanisme reverse linkage, dont quatre ont été intégrées dans les opérations ordinaires de la BID, tandis que sept ont été conçues comme des opérations autonomes. Les pays membres bénéficiaires étaient le Burkina-Faso, les Comores, la Jordanie, le Maroc, le Nigeria, l'Ouzbékistan, le Sénégal, la Somalie, le Soudan, le Tchad et le Yémen. Les interventions ont porté sur les secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'eau.
- Le programme reverse linkage a attiré une contribution de 88,6 millions de dollars du secteur privé pour aider les pays membres à bénéficier de l'analyse des mégadonnées et de l'intelligence artificielle dans leurs processus de planification et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant à atteindre le développement durable.
- En termes de partenariat pour le développement durable, le Groupe de coordination arabe a promis une contribution de 10 milliards de dollars pour aider les pays membres à atténuer les effets de la pandémie. Le montant sera utilisé pour appuyer les budgets des pays membres et couvrir la suspension du paiement du service de la dette, afin de soulager les pays membres de leurs obligations de service de dettes.
- Six subventions pour des organisations non-gouvernementales (ONG) au titre d'opérations destinées aux femmes et aux jeunes, d'un montant total de 910.000 dollars, ont été approuvées. L'un des volets importants de ces opérations était les activités qui encourageaient le secteur de la finance islamique à adopter des pratiques qui tiennent compte de l'égalité entre les sexes, afin de donner aux femmes l'accès à des services financiers. Aussi, un programme de subventions de 11,25 millions de dollars a-t-il été lancé pour renforcer la participation des femmes à travers des petites et moyennes entreprises dans la chaîne de valeur du riz. Du côté de la lutte contre les changements climatiques, la BID a entamé la mise en œuvre de l'assistance technique de 768.943 dollars mobilisés du Partenariat des contributions déterminées au niveau national pour appuyer les activités liées aux changements climatiques au Liban, au Nigeria et en Palestine.
- Dans le cadre du Programme d'aide aux communautés musulmanes établies dans des pays non-membres, la BID a approuvé treize projets, afin d'atténuer les effets de la

pandémie et la mise en œuvre de onze de ces projets a été lancée. De même, une contribution de 6 millions de riyals saoudiens (1,6 million USD) a été reçue d'une fondation philanthropique pour mettre en œuvre des projets pour les communautés en Thaïlande, au Cambodge et en Ouganda.

- S'agissant du Programme de bourses d'études de la BID, 15 millions de dollars ont été approuvés pour les diverses bourses attribuées à 1.221 étudiants et chercheurs de différentes catégories : 746 étudiants de premier cycle, 196 étudiants de maîtrise et 160 doctorants et post-doctorants. De plus, 119 étudiants de vingt pays membres les moins avancés (PMMA) ont reçu des bourses au titre du Programme de bourses BID-FSID dédié aux PMMA.
- S'agissant de l'autonomisation économique, la BID a approuvé 120 millions de dollars pour lancer le Programme de renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables (SERVE) dont l'objectif est d'atténuer les effets de la pandémie sur les groupes vulnérables. Le Programme apportera le financement aux micro, petites et moyennes entreprises pour faire face à l'incidence de la pandémie, assurer la continuité des activités, et préserver les emplois dans des conditions difficiles induites par les fermetures.

RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE ET DE DÉVELOPPEMENT

- Organe suprême de décision, le Conseil des Gouverneurs de la BID a maintenu son engagement à améliorer les processus de gouvernance de la Banque. En raison des restrictions liées à la pandémie, le Conseil des Gouverneurs a tenu sa quarante-cinquième réunion annuelle par correspondance. Des résolutions importantes, notamment sur l'augmentation générale du capital de 5,5 milliards de dinars islamiques (7,92 milliards USD), ont été approuvées à l'effet d'assurer le fonctionnement continu et amélioré de la BID. Le Conseil des Directeurs exécutifs a également poursuivi ses activités, malgré les circonstances difficiles.
- Les activités d'audit interne ont été adaptées et réalisées conformément aux normes stipulées. Des rapports périodiques sur les activités d'audit interne ont été soumis, notamment des informations sur les résultats d'audit, des comptes rendus trimestriels sur la mise en œuvre des plans d'action et des rapports au Comité d'Audit.
- Les fonctions de gestion des risques ont été renforcées grâce à la revue régulière par le Comité financier et de Gestion des Risques des activités de contrôle liées à la stratégie, aux politiques et aux directives de gestion des risques. En 2020, les trois grandes agences de notation de crédit (Standard & Poor's Global, Moody's et Fitch Ratings) et l'agence malaisienne de notation de crédit, MARC, ont

reconduit la note de crédit « AAA » de la BID, avec une perspective « stable », ce qui reflète la solidité financière de cette dernière.

- La BID continue d'intégrer les volets connaissance et apprentissage dans ses activités. C'est pourquoi elle a lancé une plateforme de transfert et de partage de connaissances, devant permettre de créer et relier les ressources de connaissances concernant le Groupe de la BID.
- Malgré les conditions difficiles dictées par la pandémie, l'évaluation de nombreux projets et programmes a été réalisée. Elle a porté sur la revue de la mise en œuvre de la stratégie de partenariat avec le Suriname, les projets de partenariats public-privé, le Programme de sécurité alimentaire du Groupe de la BID et dix autres projets dans neuf pays membres.
- Les processus de gestion des ressources humaines ont été adaptés aux besoins du télétravail, ce qui a permis d'assimiler d'autres moyens de gestion des ressources humaines, même au-delà de la pandémie. Cinquante-deux nouveaux recrutements ont été réalisés à l'aide d'outils numériques. La Banque a lancé et révisé diverses politiques en matière de ressources humaines pour relever le moral du personnel et améliorer la compétitivité de la BID parmi ses pairs au sein de la communauté internationale du développement.
- Vu que la nouvelle réalité requiert de travailler à distance, l'utilisation des nouvelles solutions informatiques est devenue nécessaire. C'est pourquoi, les services et l'appui informatiques ont été renforcés aussi bien au siège que dans les centres régionaux. Plusieurs solutions clés d'optimisation des processus de travail, avec des fonctionnalités de sécurité renforcées, ont été mises au point dans des domaines cruciaux.
- En termes de sécurité, des efforts ont été fournis pour apporter l'appui administratif nécessaire à la continuité des activités de la Banque. Face aux problèmes sans précédent induits par la pandémie, le Centre des services médicaux a mis l'accent sur la sécurité des membres du personnel et la continuité des services qui leur sont offerts. La gestion de la continuité des activités a été relancée et dotée d'une équipe de riposte inter-fonctionnelle. L'objectif est d'atténuer les risques de la pandémie et de couvrir tous les créneaux de travail du Groupe de la BID.

« En 2020, les trois grandes agences de notation de crédit (Standard & Poor's Global, Moody's et Fitch Ratings) et l'agence malaisienne de notation de crédit, MARC, ont reconduit la note de crédit « AAA » de la BID, avec une perspective « stable », ce qui reflète la solidité financière de cette dernière. »

Depuis sa création jusqu'à 2020, le Groupe de la BID a approuvé un montant total cumulé de 106,01 milliards de dinars islamique, soit 151,64 milliards de dollars, pour divers projets et programmes de développement dans les pays membres et les communautés musulmanes établies dans d'autres pays.

Du total des approbations cumulées, 35,3 % (53,54 milliards USD) ont été approuvés à partir des Ressources ordinaires en capital de la BID, 35,7 % (54,06 milliards USD) de la SIFC (financement du commerce), 3,7 % (5,62 milliards USD) de la Société islamique pour le développement du secteur privé (financement du secteur privé). Les 25,3 % restants (38,42 milliards USD) étaient venus de divers fonds spécialisés. La Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation a assuré des affaires cumulées de 73,51 milliards de dollars, ses nouveaux engagements étant à 50,23 milliards de dollars.

En termes d'impact de développement, les opérations achevées de la BID ont permis de construire plus de 5.000 logements, d'irriguer environ 24.000 hectares, de créer plus de 700 nouveaux lits d'hôpitaux, de réaliser environ 70 établissements d'éducation, de donner à quelque 70.000 ménages accès à l'eau potable et à environ 100.000 ménages accès à des services d'assainissement améliorés, d'alimenter plus de huit millions de ménages par l'électricité grâce à des projets de centrales électriques qui, ensemble, ont produit plus de 4.000 MW d'électricité, de revêtir près de 800 km de routes, d'agrandir des ports, et de créer des emplois pour environ 150.000 personnes.

NOTRE PRÉSENCE



LA BID COMPTE CINQUANTE-SEPT PAYS MEMBRES

MOYEN-ORIENT, AFRIQUE DU NORD ET EUROPE

Afghanistan
Albanie
Algérie
Arabie saoudite
Azerbaïdjan
Bahreïn
E.A.U.
Égypte
Irak
Iran
Jordanie

Koweït
Liban
Libye
Maroc
Mauritanie
Oman
Pakistan
Palestine
Qatar
Soudan
Syrie
Tunisie
Turquie
Yémen

AFRIQUE ET AMÉRIQUE LATINE

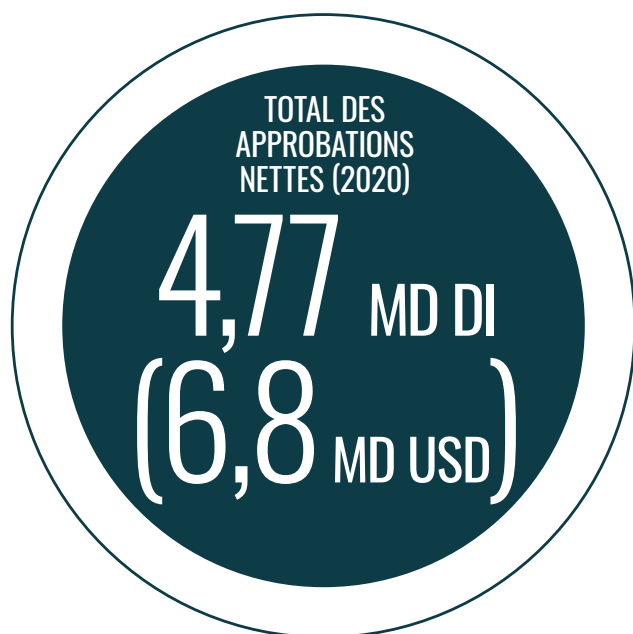
Bénin
Burkina-Faso
Cameroun
Comores
Côte d'Ivoire
Djibouti
Gabon
Gambie
Guinée
Guinée-Bissau
Guyana
Mali

Mozambique
Niger
Nigeria
Ouganda
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Suriname
Tchad
Togo

ASIE

Bangladesh
Brunei
Indonésie
Kazakhstan
Malaisie
Maldives
Ouzbékistan
République kirghize
Tadjikistan
Turkménistan

2020 EN CHIFFRES



2,3 MD USD

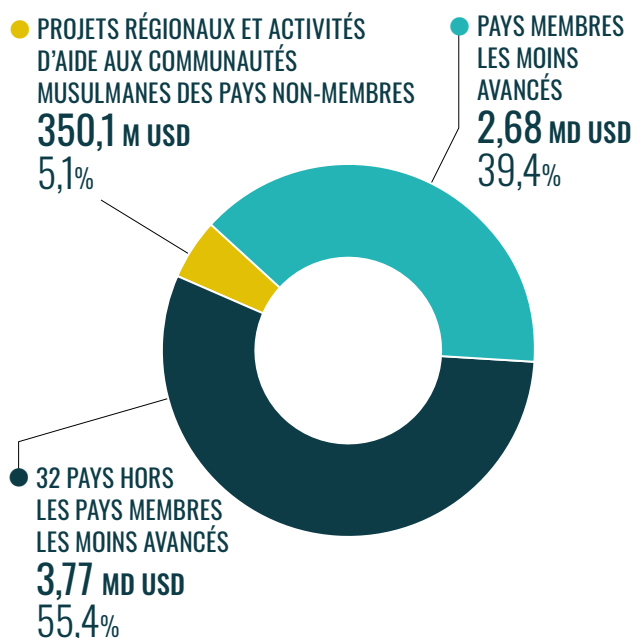
TOTAL DES ENGAGEMENTS
DU GROUPE DE LA BID
AU TITRE DU PROGRAMME
STRATÉGIQUE DE PRÉPARATION
ET DE RIPOSTE À LA PANDÉMIE
(PSPR)



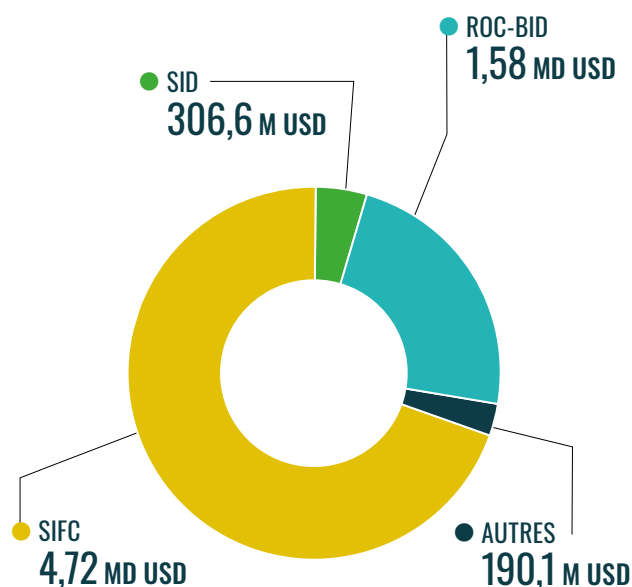
REVENU NET EN 2020

116,22 M DI
(167,38 M USD) ↓ BAISSE DE 20,8

RÉPARTITION PAR CATÉGORIE DE DÉVELOPPEMENT
(2020)



RÉPARTITION PAR ENTITÉ (2020)



LES CINQ CENTRES RÉGIONAUX AYANT REÇU LE PLUS D'APPROBATIONS DES ROC DE LA BID EN 2020 (MILLIONS USD)¹

C.R. ÉGYPTE

1,13 MD USD

C.R. TURQUIE

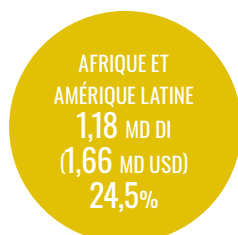
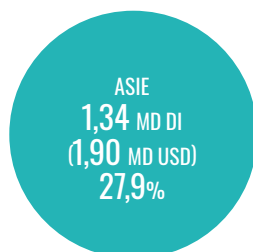
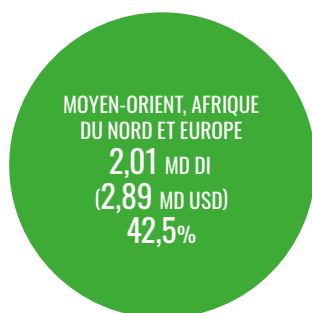
1,09 MD USD

C.R. BANGLADESH

1,06 MD USD

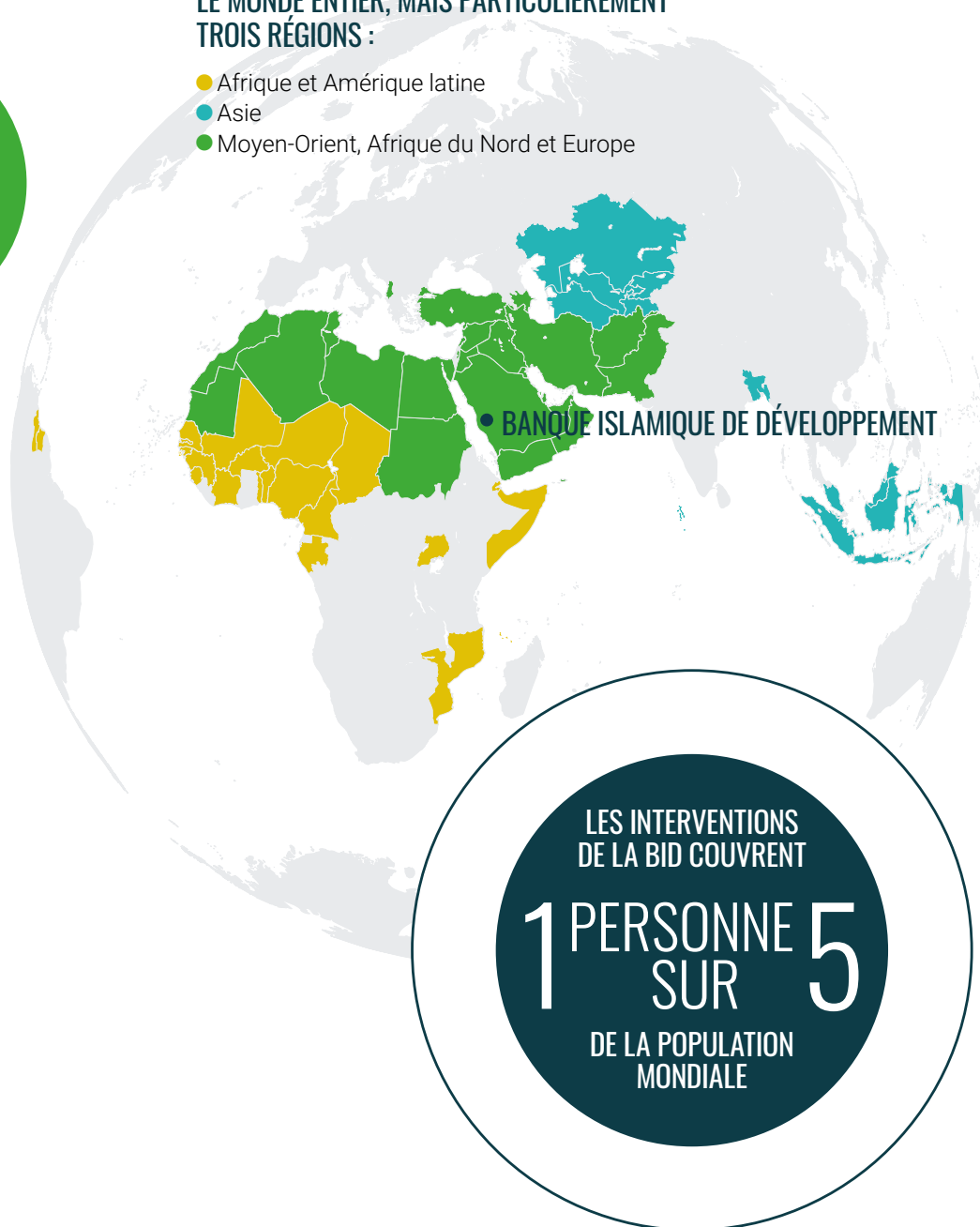


ALLOCATION SELON LES RÉGIONS (2020)



LES INTERVENTIONS DE LA BID COUVRENT LE MONDE ENTIER, MAIS PARTICULIÈREMENT TROIS RÉGIONS :

- Afrique et Amérique latine
- Asie
- Moyen-Orient, Afrique du Nord et Europe



C.R. MAROC
0,66 MD USD

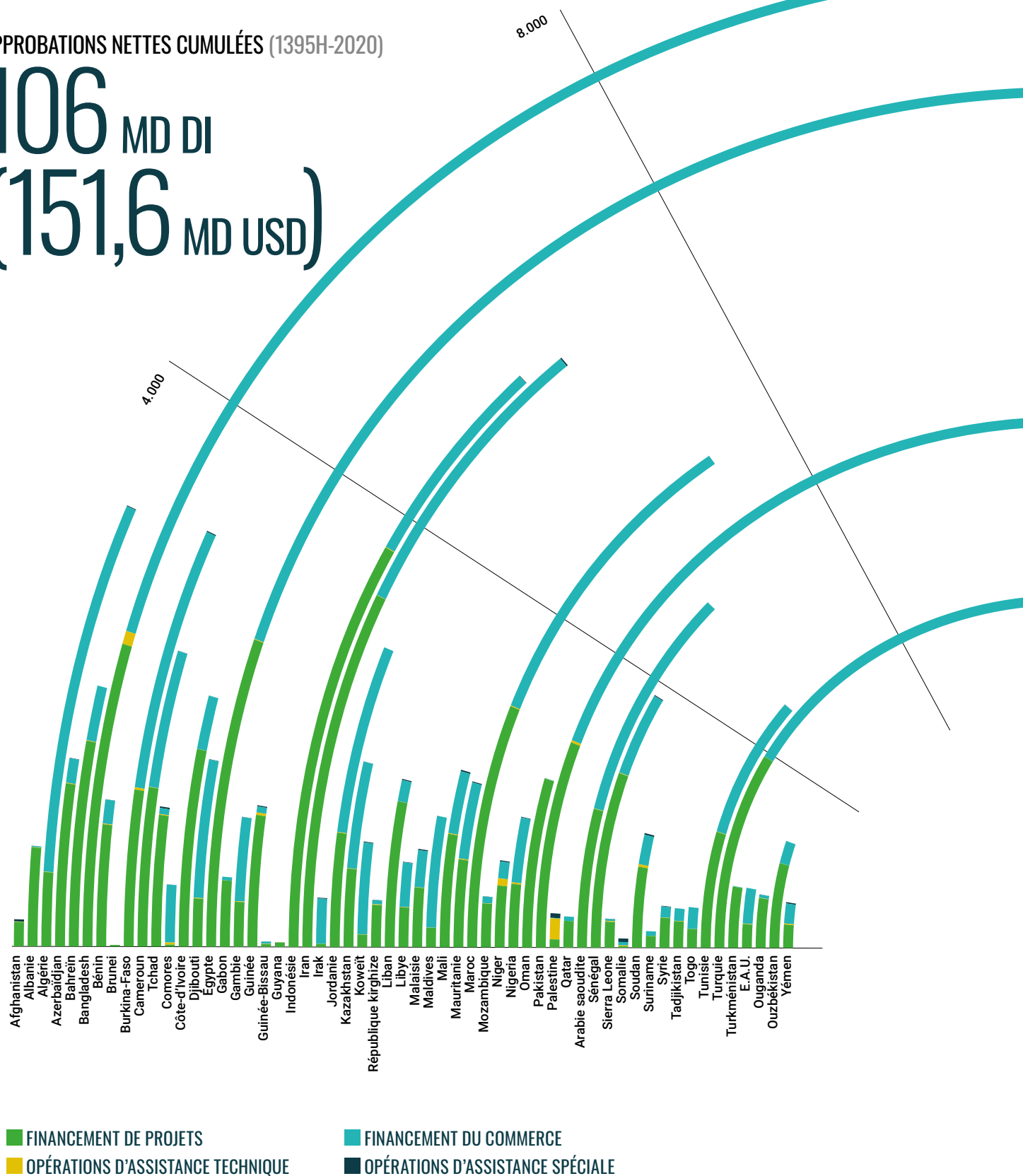
C.R. NIGERIA
0,61 MD USD

¹Approbations pour les autres centres régionaux : C.R. Ouganda : 7,8% (0,53 md USD), C.R. Soudan : 7,6% (0,51 md USD), C.R. Kazakhstan : 7% (0,48 md USD), C.R. Indonésie : 5,3% (0,36 md USD), Siège et Centre d'excellence Malaisie : 0,1% (0,2 md USD).

1395H (1975)-2020 : APPROBATIONS EN CHIFFRES

APPROBATIONS NETTES CUMULÉES (1395H-2020)

106 MD DI
(151,6 MD USD)





L'ÉCONOMIE DES
CINQUANTE-SEPT PAYS
MEMBRES DE LA BID A
RECULÉ DE
1,7 %
EN 2020 SUITE À LA
PANDÉMIE À CORONAVIRUS

SELON LE MODE DE FINANCEMENT LE PLUS USITÉ (1395H-2020)

FINANCEMENT DU COMMERCE

62,84 MD ID
(89,04 MD USD)

FINANCEMENT DE PROJETS

40,53 MD ID
(58,79 MD USD)

OPÉRATIONS D'ASSISTANCE
TECHNIQUE

1,48 MD ID
(2,15 MD USD)

OPÉRATIONS
D'ASSISTANCE SPÉCIALE

1,26 MD ID
(1,80 MD USD)

NOMBRE D'OPÉRATIONS (1395H-2020)

10.636

24.000

Millions USD

FINANCEMENT
DE PROJETS
2.760

OPÉRATIONS
D'ASSISTANCE
TECHNIQUE
2.118

FINANCEMENT DU
COMMERCE
3.945

OPÉRATIONS
D'ASSISTANCE
SPÉCIALE
1.813





CHAPITRE 1 : APERÇU DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT

INTRODUCTION

Est présentée dans ce chapitre la performance des opérations du Groupe de la Banque islamique de développement. Y sont également abordées les principales initiatives et les réalisations des membres affiliés au Groupe et des fonds spéciaux gérés par la Banque en 2020. Enfin, le chapitre fournit une analyse des résultats cumulés.

CHAPITRE 1 : EN BREF

EN 2020, LE GROUPE DE LA BID A APPROUVÉ UN MONTANT TOTAL DE

6,8 MD USD

EN GUISE D'APPUI AUX EFFORTS QUE DÉPLOIENT LES PAYS MEMBRES POUR PARVENIR AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS MUSULMANES DES PAYS NON-MEMBRES À TRAVERS LE MONDE ENTIER.

« Le Programme stratégique de préparation et de riposte (PSPR) est une série d'interventions conçues pour aider les pays membres à relever les défis de développement induits par la pandémie. »



L'ÉLABORATION DU PROGRAMME 3R DU GROUPE DE LA BID ET LA RECONNAISSANCE À L'ÉCHELLE MONDIALE QUE CELUI-CI LUI A VALU

(RIPOSTE > RÉTABLISSEMENT > RELANCE)

VISANT À SOUTENIR LES PAYS MEMBRES DANS LA LUTTE CONTRE LA COVID-19, AINSI QUE DE LA PLATEFORME DE COORDINATION MONDIALE COMME MÉCANISME DE MISE EN ŒUVRE. (CF. PAGE 31)

1.1 Résultats des opérations

Cette section met en évidence les principaux résultats accomplis par le Groupe, c'est-à-dire la Banque islamique de développement (BID), l'Institut de la Banque islamique de développement (IBID), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC). La BID est la principale banque de développement, tandis que les autres membres du Groupe sont des entités ayant des mandats de développement spécifiques, qui viennent compléter celui de la BID. Ils contribuent à l'effort de développement général du Groupe. Depuis sa création, le Groupe de la BID met en œuvre des projets de développement et mène d'autres activités en appui au développement durable de ses pays membres. L'année 2020 n'en a pas fait exception. En effet, diverses interventions de développement ont été approuvées sur la base de l'analyse des besoins de développement essentiels et des secteurs prioritaires, afin de favoriser le développement socioéconomique des pays membres et des communautés musulmanes établies dans d'autres pays. Il est pertinent dans le contexte de la performance des opérations et des activités de développement du Groupe de la BID, de donner un aperçu de la situation économique mondiale en 2020 et des nouveaux défis de développement, et d'analyser la performance des économies des pays membres.

L'incidence importante de la pandémie à coronavirus a causé la contraction de l'économie mondiale de 3,3 %. Ce ralentissement profond et synchronisé a exacerbé les problèmes de développement préexistants, tels que la pauvreté, le chômage et le recul du commerce mondial. En tant que groupe de pays en développement, les pays membres de la BID n'ont pas été épargnés par le déclin de l'activité économique dans le monde et les problèmes de développement socio-économique induits par la pandémie. Les économies des cinquante-sept pays membres ont reculé de 1,7 % en 2020, contre un taux de croissance de 2,6 % en 2019.

Les économies des vingt-cinq pays membres de la région MENA et Europe ont connu un recul plus aigu, soit de 2,2 %. Elles sont suivies de celles du groupe des vingt-deux pays de la région Afrique et Amérique latine, soit de 0,7 %, puis de celles des dix pays de la région Asie, soit de 0,9 %.

Au-delà de son incidence sur les économies, la pandémie a eu de sérieuses répercussions sur les Objectifs de développement durable (ODD). En effet, bon nombre des progrès enregistrés sur la voie de réalisation des cibles des ODD avant la pandémie, se sont depuis évaporés. L'extrême pauvreté à l'échelle mondiale, qui n'a cessé de diminuer ces dernières années, devrait à nouveau augmenter, plus de 100 millions de personnes étant plongées dans l'extrême pauvreté et l'écart des inégalités se creusant davantage. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales se sont affaiblies, forçant des pays fragiles et touchés par des conflits



à des crises humanitaires plus profondes. Il est probable que le nombre de personnes en proie à la faim augmente, ce qui plongerait de nombreuses personnes dans la détresse. Les systèmes de prestation de soins étant perturbés de plusieurs manières par la pandémie, les cibles des ODD liées à la santé sont les plus touchées ; il faut dire que leur réalisation est désormais menacée.

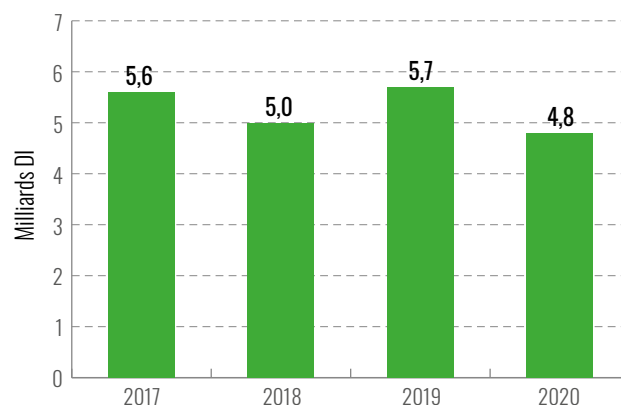
Face à l'agitation de l'économie mondiale et à ses effets sur la réalisation des ODD, les pays membres ont besoin de l'appui fort de leurs partenaires de développement. Depuis sa création, le Groupe de la BID a approuvé un montant total cumulé de 106,01 milliards de dinars islamiques, soit 151,64 milliards de dollars des États-Unis, pour divers projets et programmes de développement dans les pays membres et les communautés musulmanes établies dans d'autres pays. Le Graphique 1.1 met en évidence les tendances récentes des approbations du Groupe de la BID.

Du total des approbations cumulées, 35,3 % (53,54 milliards USD) ont été approuvés à partir des Ressources ordinaires en capital de la BID, 35,7 % (54,06 milliards USD) de la SIFC (financement du commerce), 3,7 % (5,62 milliards USD) de la SID (financement du secteur privé). Les 25,3 % restants, soit 38,42 milliards de dollars, proviennent de divers fonds spécialisés. La valeur cumulée des affaires assurées par la SIACE est de 73,51 milliards de dollars, les nouveaux engagements d'assurance s'élevant à 50,23 milliards de dollars. Le Graphique 1.2 illustre les tendances récentes des parts des membres affiliés dans le total des approbations nettes du Groupe de la BID.

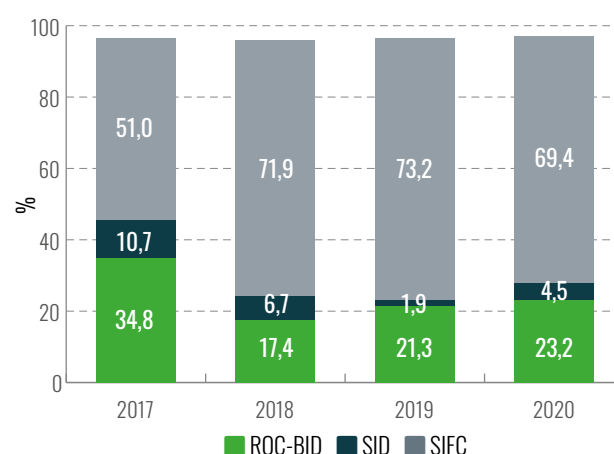
Avec 40,3 % des approbations cumulées, soit 61,19 milliards de dollars, le secteur de l'énergie est le plus grand bénéficiaire des approbations nettes du Groupe de la BID. Il est suivi de celui de l'industrie et des mines, avec 16,1 %, soit 24,47 milliards de dollars. La part de l'agriculture a été de 11,4 % (17,21 milliards USD), celle des transports s'est établie à 8,2 % (12,45 milliards USD), l'eau, l'assainissement et les services urbains ont engrangé 5 % (7,62 milliards USD), et d'autres secteurs se sont réparti le reste des approbations.

En termes de distribution régionale des approbations cumulées, 55,8 % (84,63 milliards USD) sont partis aux pays membres de la région MENA et Europe, 24,2 % (36,62 milliards USD) aux pays de la région Asie, 16,1 % (24,42 milliards USD) à ceux de l'Afrique et de l'Amérique latine. Les projets régionaux ont représenté 3,3 % (5,02 milliards USD), tandis que ceux des communautés musulmanes établies dans des pays non-membres ont représenté 0,6 % (0,95 milliard USD).

GRAPHIQUE 1.1 APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID



GRAPHIQUE 1.2 PARTS DES MEMBRES AFFILIÉS DANS LE TOTAL DES APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID





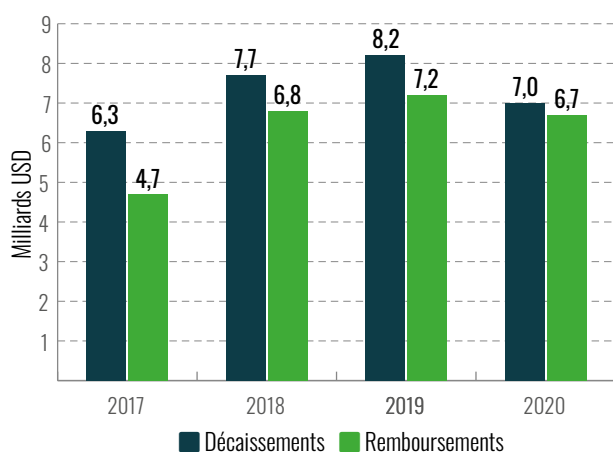
LE GROUPE DE LA BID A MAINTENU
SES FINANCEMENTS DES ACTIVITÉS
DE DÉVELOPPEMENT. AU TOTAL, IL A
APPROUVÉ

6,8 MD USD

EN GUISE D'APPUI AUX EFFORTS QUE
DÉPLOIENT LES PAYS MEMBRES POUR
PARVENIR AU DÉVELOPPEMENT DURABLE.



GRAPHIQUE 1.3 TENDANCES DES DÉCAISSEMENTS ET REMBOURSEMENTS DU GROUPE DE LA BID



Les pays membres ayant les plus grandes approbations cumulées du Groupe de la BID sont le Bangladesh, avec 14,7 % (22,3 milliards USD), le Pakistan, avec 8,8 % (13,29 milliards USD), l'Égypte, avec 8,7 % (13,23 milliards USD), la Turquie, avec 8,1 % (12,27 milliards USD), le Maroc, avec 4,6 % (6,91 milliards USD), l'Iran, avec 4,1 % (6,26 milliards USD), l'Indonésie, avec 3,8 % (5,82 milliards USD), et l'Arabie saoudite, avec 3,6 % (5,48 milliards USD). Le reste des approbations est allé à d'autres pays membres, à des projets régionaux et aux communautés musulmanes établies dans d'autres pays.

Face aux défis qui ont caractérisé le paysage mondial du développement en 2020, le Groupe de la BID a maintenu ses financements des activités de développement. Au total, il a approuvé 4,77 milliards de dinars islamiques, soit 6,8 milliards de dollars, en guise d'appui aux efforts que déploient les pays membres pour parvenir au développement durable et d'aide au développement des communautés musulmanes des pays non-membres à travers le monde entier.

La répartition des approbations sur les membres affiliés au Groupe de la BID montre que celles de la SIFC, 4,72 milliards de dollars, représentent environ 69,4 % du total des approbations en 2020. Elles sont suivies de celles des ROC de la BID, avec 1,58 milliard de dollars, soit 23,2 %. Avec au total 306,6 millions de dollars, les approbations de la SID ont représenté environ 4,5 % du total des approbations du Groupe de la BID. Un montant de 191,40 millions de dollars, soit environ 2,8 % du total des approbations du Groupe de la BID, a été alloué à des fonds d'affectation spéciale et à des opérations d'assistance spéciales au titre des programmes destinés à l'aide des communautés établies en dehors des pays membres. Les

fonds spécialisés sont les Fonds de la SID, le FIBA, le Fonds BID-STI, le FSID, les fonds fiduciaires et le Fonds waqf. La valeur totale des affaires assurées par la SIACE est de 9,86 milliards de dollars, les nouveaux engagements étant à 3,93 milliards de dollars. Ces chiffres indiquent qu'en dépit des conditions difficiles en 2020, la SIACE a maintenu son soutien fort aux entreprises des pays membres, afin d'assurer leur viabilité.

En termes de répartition des approbations du Groupe de la BID en 2020 selon les régions, 42,5 % (2,89 milliards USD) ont bénéficié aux pays membres de la région MENA et Europe, 27,9 % (1,9 milliard USD) aux pays membres de la région Asie, 24,5 % (1,66 milliard USD) aux pays membres de la région Afrique et Amérique latine. Répartis selon le niveau de développement, les vingt-cinq pays membres les moins avancés ont obtenu 39,4 % (2,68 milliards USD) des approbations du Groupe de la BID en 2020, tandis que les trente-deux pays membres restants ont eu 55,4 % (3,77 milliards USD). Les projets régionaux et les activités d'aide aux communautés musulmanes des pays non-membres ont bénéficié de 5,1 % (350,1 millions USD).

Selon les centres régionaux, 16,7 % (1,13 milliard USD) des approbations du Groupe de la BID en 2020 sont partis aux pays membres couverts par le centre régional du Caire (Égypte). Arrivent ensuite les pays membres relevant du centre régional d'Ankara (Turquie), avec 16 % (1,09 milliard USD). Ils sont suivis de ceux du centre régional de Dhaka (Bangladesh), avec 15,6 % (1,06 milliard USD), de ceux du centre régional de Rabat (Maroc), avec 9,7 % (660,1 millions USD), de ceux du centre régional d'Abuja (Nigeria), avec 9 % (612,7 millions USD), de ceux du centre régional de Kampala (Ouganda), avec 7,8 % (532,6 millions USD), de ceux du centre régional de Dakar (Sénégal), avec 7,6 % (519,4 millions USD), de ceux du centre régional d'Almaty (Kazakhstan), avec 7 % (475 millions USD), de ceux du centre régional d'Indonésie, avec 5,3 % (362,4 millions USD) et en dernier de ceux couverts par le siège et le centre d'excellence de Malaisie, avec 0,1 % (4,26 millions USD).

S'agissant des décaissements et des remboursements (Graphique 1.3), les décaissements ont baissé de 8,21 milliards de dollars en 2019 à 7,02 milliards en 2020 (14,4 %) et les remboursements de 7,22 milliards en 2019 à 6,69 milliards en 2020 (7,3 %). Dans le contexte des défis qui ont caractérisé l'année 2020, la baisse des décaissements et des remboursements par rapport aux tendances récentes ne dénote pas un sérieux revers du côté des opérations.

1.2 Initiatives majeures

1.2.1 Résultats du Programme quinquennal du Président et du nouveau modèle d'entreprise

Lancé le 1^{er} janvier 2018, le Programme quinquennal du Président vise à transformer la Banque pour lui permettre de relever les principaux défis énoncés dans le Rapport d'évaluation des quarante années d'activité de la BID. L'objectif principal du Programme est de rendre la Banque plus proactive dans ses relations avec les pays membres afin de mieux appréhender leurs défis de développement. C'est ce qui constituera le soubassement des interventions de la Banque destinées à aider les pays membres à atteindre le développement durable, conformément à la Stratégie décennale.

« La mise en œuvre du Programme a nécessité l'adoption d'un nouveau modèle d'entreprise lequel entend mettre les marchés au service du développement - en tant que principe directeur des interventions de développement. »

La mise en œuvre du Programme a nécessité l'adoption d'un nouveau modèle d'entreprise lequel entend mettre les marchés au service du développement - en tant que principe directeur des interventions de développement. Il s'agit de renforcer la compétitivité des pays membres par l'investissement dans des industries stratégiques dans lesquelles ils possèdent des avantages comparatifs. Cette approche favorisera les chaînes d'approvisionnement locales et intégrera les économies des pays membres dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), ce qui *in fine* permettra d'accroître les activités économiques et de créer des emplois. Il s'agit également de garantir aux interventions de développement de la Banque un impact plus important et plus efficace dans les pays membres.

Axée sur le marché plutôt que sur le donateur, cette approche signifie que l'analyse des CVM au sein des économies des pays membres fait désormais partie intégrante de la Stratégie de partenariat avec les pays membres. L'analyse des CVM utilise une méthode permettant d'identifier dans les pays membres les industries et les produits champions qui présentent un avantage comparatif élevé, afin d'intégrer les chaînes de production dans l'économie mondiale.





Depuis le lancement du Programme et du nouveau modèle d'entreprise, les résultats ci-après ont été accomplis :

- La décentralisation a abouti à la création de huit centres régionaux qui sont déjà opérationnels ; ils comptent environ 70 % du personnel chargé des opérations. Les centres régionaux améliorent la visibilité du Groupe de la BID et l'efficacité dans la mise en œuvre des projets.
- Le contrôle des opérations a été renforcé pour assurer le suivi adéquat de la mise en œuvre des projets. Un tableau de bord numérique axé sur des indicateurs clés a été mis en place pour rendre compte régulièrement de la gestion des opérations, ce qui facilite des interventions proactives et fondées sur des données probantes.
- Un outil complet de gestion de portefeuille a été mis en place pour améliorer la supervision de projets et les revues de performance de portefeuilles-pays, et assurer la qualité de projets à l'entrée et à la sortie.
- La BID a accompli un nouveau résultat important avec le lancement des soukous de durabilité Covid-19. La première émission remonte à juin 2020 ; elle a permis de mobiliser 1,5 milliard de dollars des marchés de capitaux mondiaux pour financer des interventions au titre de la Covid-19 dans les pays membres. Ces soukous constituent la deuxième émission axée sur le Cadre de financement durable de la BID, après le lancement des soukous verts d'une valeur d'un milliard d'euros pour le financement de projets verts dans les pays membres.
- Le premier rapport d'impact sur les recettes des soukous verts a également été publié à l'intention des investisseurs en décembre 2020. Il souligne l'allocation à 100 % des recettes aux projets verts, ce qui réitère l'engagement de la Banque à intégrer la lutte contre les changements climatiques dans les opérations relevant de son créneau principal.
- Un Cadre de programmation stratégique intégré a été lancé pour assurer la cohérence entre la stratégie, les opérations, les finances et la budgétisation.
- Un modèle de viabilité financière a été formulé pour assurer une meilleure coordination entre les approbations et les décaissements, ce qui est essentiel pour la santé financière de la BID et sa capacité à préserver la note de crédit « AAA ».

Le lancement du Programme et du nouveau modèle d'entreprise a considérablement transformé les processus administratifs et des opérations de la BID. Il a amélioré l'efficacité de l'exécution des interventions de développement dans les pays membres et assuré des processus administratifs plus rentables et plus efficaces.

1.2.2 Stratégie de partenariat avec les pays membres

La Stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM) est l'outil de planification et d'intervention utilisé pour entamer le dialogue avec les pays membres afin de comprendre leurs défis de développement et leurs priorités en termes de projets à mettre en œuvre. Le processus a été modifié pour refléter les principes du Programme quinquennal du Président, notamment (i) faire participer le secteur privé et (ii) mettre les marchés au service du développement. C'est ce qui a ancré la SPPM dans les chaînes de valeur mondiales. Le plan de 2020 était d'initier des stratégies de partenariat avec sept pays membres (Arabie saoudite, Guinée, Indonésie, Malaisie, Niger, Nigeria, Sénégal) et de compléter des stratégies de partenariat avec quatre pays membres (Gabon, Maldives, Maroc et Turquie), lancées en 2019 en vertu d'un processus accéléré qui a été adopté pour assurer leur achèvement en 2021.

En raison des défis induits par la pandémie, notamment les fermetures et les restrictions imposées aux déplacements, il a été difficile de mettre en œuvre les SPPM conformément à ce qui a été prévu initialement. Malgré les difficultés, des SPPM axées sur les CVM ont été lancées pour cinq des sept pays membres prévus au titre de l'année sous revue, tandis que deux (Arabie saoudite et Malaisie) seront lancées en 2021.

« Malgré les difficultés, des SPPM axées sur les CVM ont été lancées pour cinq des sept pays membres prévus au titre de l'année sous revue, tandis que deux (Arabie saoudite et Malaisie) seront lancées en 2021. »

1.2.3 Programmes stratégique de préparation et de riposte

Le Programme stratégique de préparation et de riposte (PSPR) est une série d'interventions conçues pour aider les pays membres à relever les défis de développement induits par la pandémie. Le Programme a été approuvé par le Conseil des Directeurs exécutifs en avril 2020. Il est doté d'une enveloppe d'engagements totale de 2,3 milliards de dollars, provenant des membres affiliés au Groupe de la BID. L'objectif du Programme est d'appuyer les efforts des pays membres pour prévenir, contenir, atténuer et se remettre des effets de la pandémie.

Le programme est articulé autour de deux volets principaux, le premier prévoit des interventions d'urgence sanitaire pour renforcer les systèmes de santé, tandis que le second concerne l'appui et la relance des secteurs économiques et sociaux. Une approche holistique à trois axes, à savoir la Riposte, le Rétablissement et la Relance ou 3R, a été adoptée pour surmonter les défis à court, moyen et long terme.

L'axe de la riposte (R1) dont l'objectif est de sauver les vies, offre des services d'aide immédiate pour faire face aux

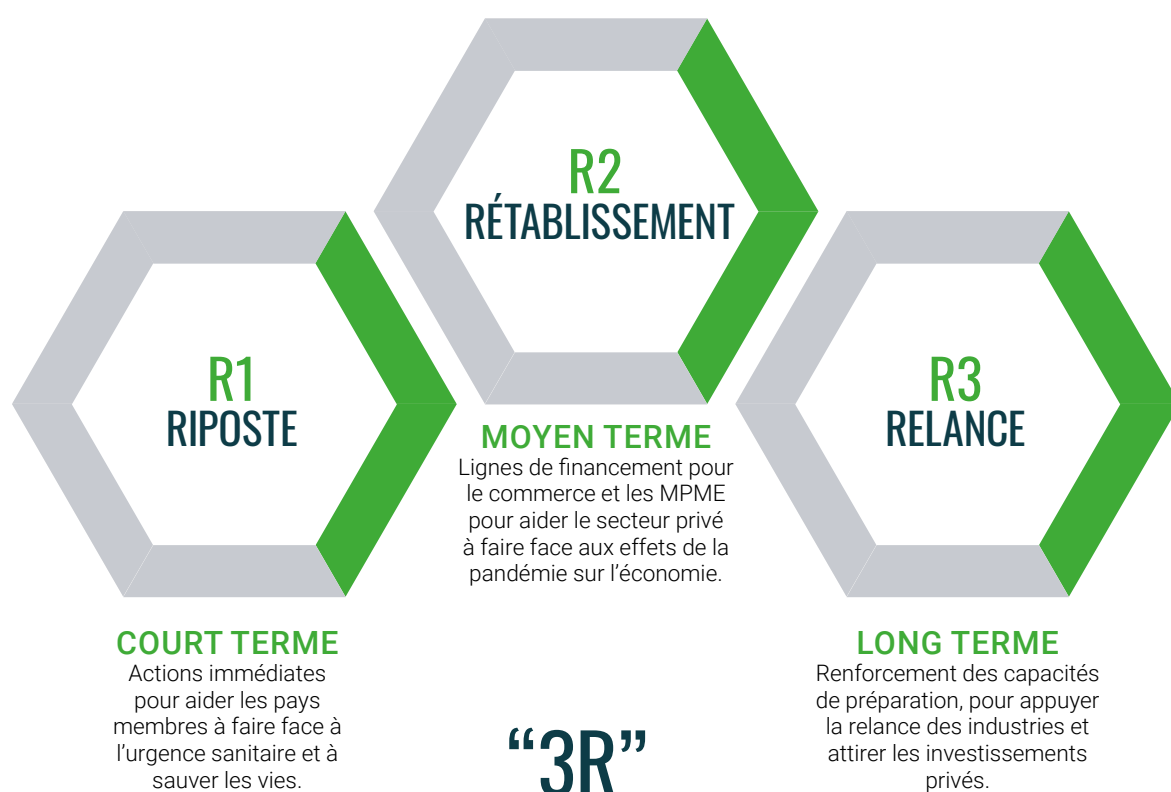
situations d'urgence, en utilisant le mécanisme reverse linkage de coopération Sud-Sud et Nord-Sud. Cet axe met également l'accent sur le renforcement des systèmes de santé, le soutien aux programmes de sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition durant la période de la pandémie, et le renforcement des capacités de préparation des pays membres.

L'axe du rétablissement (R2) consiste dans le soutien à moyen terme par le financement du commerce et des petites et moyennes entreprises (PME), afin de préserver les activités dans les chaînes de valeur stratégiques essentielles et d'assurer la continuité des approvisionnements nécessaires aux secteurs de la santé et de l'alimentation. Cet axe implique la participation du secteur privé et l'utilisation des lignes de financement comme instrument privilégié de financement.

L'axe de la relance (R3) porte sur le soutien à long terme pour l'édification d'économies résilientes qui reposent sur des bases solides, et l'utilisation de l'investissement privé afin de contribuer à la relance économique. Cet axe met l'accent sur l'amélioration de la résilience des systèmes de santé des pays par des projets d'infrastructure de santé (hôpitaux, centres des urgences) et la fourniture des équipements appropriés. De même, cet axe prévoit des opérations anticonjoncturelles

UN SEUL PROGRAMME STRATÉGIQUE DE PRÉPARATION ET DE RIPOSTE

Compte tenu de l'impact majeur de la pandémie, qui va au-delà de l'incidence immédiate sur la santé et des complications économiques et sociales, la riposte fait appel à un programme holistique qui indique clairement la voie de la relance.





TABEAU 1.1 PLAN DE FINANCEMENT DU PSPR

N°	Groupe/Entités	Montant (millions USD)
1	BID	1.520,00
2	FSID	140,66
3	SIFC SID	1.154,10 250,00
4	KAAP	8,50
5	Fonds Transform (STI)	7,33
	Total	3.060,60
6	SIACE	495,9
	Total général	3.556,50

destinées à aider dans la relance des économies des pays membres. L'axe R3 du programme table sur un financement de 10 milliards de dollars, à dégager par la BID pour débloquer des investissements d'une valeur d'un trillion de dollars.

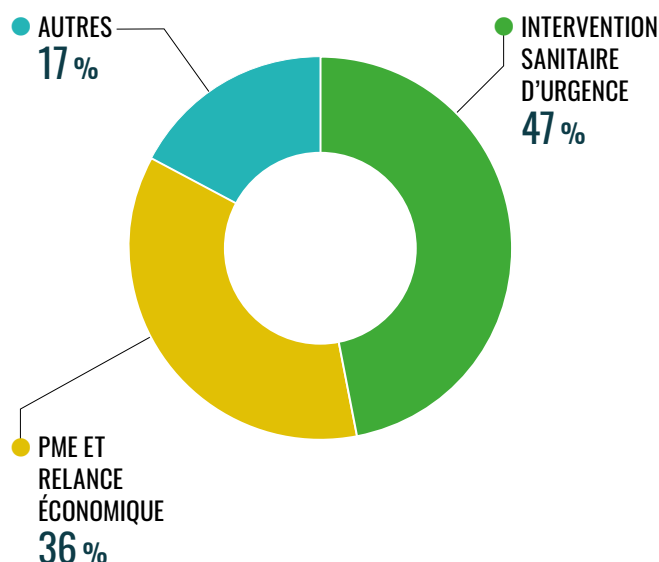
Le plan de financement prévu au titre du PSPR représente l'effort de tous les membres du Groupe et dénote l'engagement de ce dernier à soutenir les pays membres. Le montant initial annoncé par le Groupe en avril 2020 était de 2,2 milliards de dollars des États-Unis, mais il a été porté par la suite à 3,56 milliards (Cf. Tableau 1.1).

La mise en œuvre du PSPR a été couronnée de succès, le total des approbations par le Groupe de la BID étant à 2,2 milliards de dollars, soit 61 % du montant annoncé. Le décaissement au niveau du Groupe a atteint 879,3 millions de dollars.

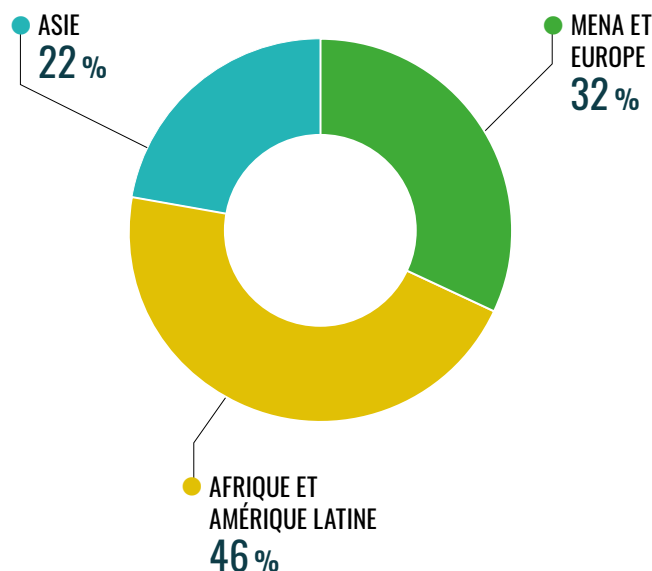
Environ 64 % des projets approuvés par la BID relèvent de l'axe de l'intervention sanitaire d'urgence (riposte ou R1), tandis que les 36 % restants de l'axe du rétablissement (R2). Les approbations de la BID, soit 860 millions de dollars, ont ciblé les secteurs les plus touchés par la pandémie : 47 % (402 millions USD) pour les interventions sanitaires d'urgence, 36 % (308,1 millions USD) pour le soutien des PME et la relance économique, et les 17 % restants (146,2 millions USD) pour l'agriculture, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que d'autres initiatives multisectorielles (Cf. Graphique 1.4). En termes de répartition régionale, 46 % des financements ont bénéficié aux pays membres d'Afrique et d'Amérique latine, 32 % aux pays membres de la région MENA et Europe, et 22 % pour les pays membres d'Asie (Cf. Graphique 1.5).

Le Mécanisme de la Plateforme de Pays a permis de faire participer les pays membres de manière proactive, les décaissements étant accélérés pour assurer la mise en œuvre rapide et efficace. Dix-huit pays ont été intégrés à la chaîne de blocs de la Plateforme de coordination mondiale et plus de 594 millions de dollars (31 % des approbations) ont été décaissés. Le PSPR constitue une réalisation remarquable à l'actif du Groupe de la BID car il reflète l'engagement envers sa mission première de promotion du développement humain dans les pays membres.

GRAPHIQUE 1.4 RÉPARTITION SELON LES SECTEURS DES APPROBATIONS DU PSPR



GRAPHIQUE 1.5 RÉPARTITION SELON LES RÉGIONS DES APPROBATIONS DU PSPR



1.2.4 Science, Technologie et Innovation

La science, la technologie et l'innovation tiennent un rôle important dans le Programme de développement mondial. C'est pourquoi la BID continue à aider les pays membres à s'adapter efficacement aux pratiques STI pour favoriser leur développement durable. En 2020, le partenariat avec l'UNESCO qui a commencé l'année d'avant, a été consolidé et a permis de renforcer les capacités de l'Ouzbékistan et du Mozambique à développer leurs écosystèmes STI. Les initiatives STI suivantes ont été mises en œuvre en 2020 :

- Programme de développement régional pour les techniciennes et entrepreneuses en technologies solaires vivant en milieu rural. Le programme a permis de former quarante femmes en technologies solaires de neuf pays membres et de fournir des systèmes d'énergie solaire propre pour l'éclairage domestique à 1.897 foyers et 13.279 personnes dans les pays membres.
- Projet de promotion de l'éducation pour la paix, de l'entrepreneuriat et de la connectivité dans la zone la plus vulnérable de l'Ouganda. Le projet a permis de former trente jeunes artisans de la paix à l'entrepreneuriat et de leur inculquer des compétences professionnelles. De même, il a dispensé une formation ciblée pour 225 jeunes des sous-régions.
- Plateforme Engage lancée en 2017 pour servir de centre numérique aligné sur les ODD. Les efforts déployés au titre de la plateforme se sont poursuivis malgré les défis posés par la pandémie. Trois appels à innovation ont été lancés en 2020. Ils ont porté sur l'innovation face au coronavirus, un concours d'innovation STI interne, et « Sauver la vie des femmes du cancer 2020 ». Ces concours ouverts ont débouché sur le financement de quatre solutions innovantes de prévention et de détection précoce du cancer du sein et du col de l'utérus, et de fourniture de soins de qualité axés sur le patient. Trente autres solutions innovantes axées sur le coronavirus ont bénéficié du financement et quatre ont été sélectionnées au titre du concours interne de la BID.
- Fonds Transform (STI) de 500 millions de dollars, destiné à appuyer l'ensemble de l'écosystème de l'innovation. Le troisième appel à innovation, lancé pour aider les pays membres à atténuer les effets de la pandémie, a permis de dégager trente solutions innovantes. Mue par l'objectif d'intégrer ces solutions dans ses interventions au titre du PSPR, la BID a approuvé leur financement par des lignes de financement et des prises de participation d'un montant total de 7,33 millions de dollars.

- IsDB Innovate - plateforme de financement participatif. La plateforme cible des donateurs du monde entier et se veut un outil de mobilisation de ressources supplémentaires pour réaliser davantage de projets dans les pays membres. Elle est actuellement accessible dans neuf pays membres présentant quarante-cinq projets. À la fin de 2020, la plateforme comptait plus de 3.000 donateurs, les dix premiers pays en termes de contribution étant le Bangladesh, l'Algérie, la Turquie, la Guinée, l'Indonésie, le Maroc, l'Égypte, la Côte d'Ivoire, la Tunisie et la Libye.

1.3 Résumé des résultats du Groupe de la BI

1.3.1 Principales opérations de développement : Ressources ordinaires en capital de la BID²

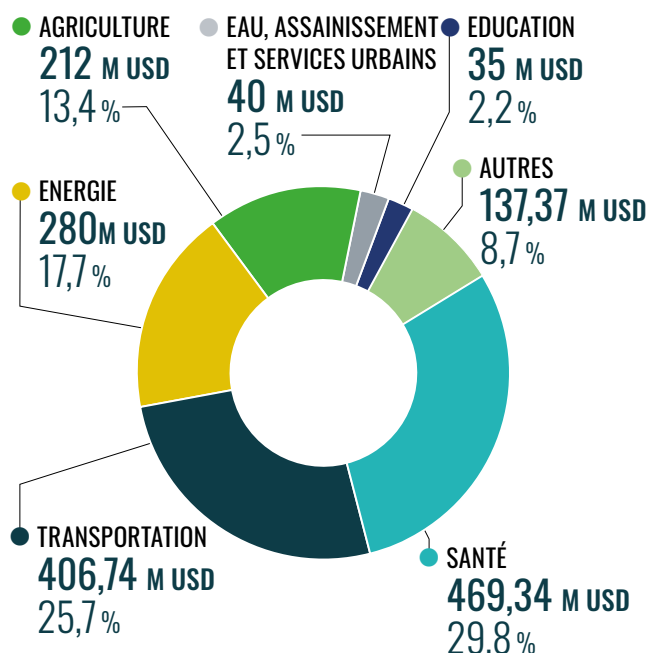
Le créneau principal du Groupe de la BID en matière de développement consiste dans le financement des activités de développement du secteur public, à réaliser par les gouvernements des pays membres. Le financement de l'éducation et de la santé, deux fondamentaux du développement humain, tient une place privilégiée dans les opérations de développement du Groupe de la BID. Cruciale pour la création de l'environnement favorable à l'essor de l'activité économique, l'infrastructure constitue aussi un élément clé des opérations de développement du Groupe de la BID. Elle comprend la réalisation des infrastructures de transport (routes, voies ferrées, ports et aéroports) et des infrastructures énergétiques telles que l'électricité. Aussi le Groupe de la BID finance-t-il directement les activités économiques pour stimuler la croissance, améliorer les moyens de subsistance et réduire la pauvreté. Ces interventions en faveur du développement sont principalement financées à partir des Ressources ordinaires en capital (ROC) de la BID.

En 2020, 1,58 milliard de dollars a été approuvé au titre des opérations de la BID à partir des ROC. Comparées au montant approuvé en 2019, soit 1,69 milliard de dollars, les approbations de 2020 présentent une légère baisse. Compte tenu de la difficulté qui caractérise le financement du développement, laquelle est due au ralentissement économique profond et synchronisé à l'échelle mondiale à la suite de la pandémie, le montant des approbations en 2020 dénote l'engagement fort du Groupe de la BID à appuyer les efforts de développement des pays membres. À mesure que la mise en œuvre du nouveau modèle d'entreprise de la BID avance, la qualité d'exécution de ses opérations s'améliore, ce qui attire des ressources supplémentaires grâce à des partenariats et à des investissements du secteur privé.

² Les informations présentées sont fondées sur le budget de l'exercice, utilisé pour les approbations. Elles comprennent également les prises de participation.



GRAPHIQUE 1.6 RÉPARTITION SELON LES SECTEURS DES APPROBATIONS NETTES DES ROC EN 2020



La ventilation par secteurs des approbations au titre des ROC de la BID en 2020 (Cf. Graphique 1.6) indique que 29,7 % (469,34 millions USD) ont bénéficié au secteur de la santé, 25,7 % (406,74 millions USD) à celui des transports, 17,7 % (280 millions USD) au secteur de l'énergie, et 13,4 % (212 millions USD) à celui de l'agriculture. De plus, 2,5 % (40 millions USD) des approbations au titre des ROC de la BID en 2020 ont porté sur l'eau, l'assainissement et les services urbains, tandis que 2,2 % (35 millions USD) sur l'éducation, et les 8,7 % restants (137,37 millions USD) sur d'autres secteurs. Eu égard à son importance cruciale pour le développement, la santé a été une priorité dans les financements de la Banque. En 2020, ce secteur a fait l'objet d'une attention particulière en raison des graves problèmes sanitaires induits par la pandémie.

LA SID A ENREGISTRÉ DES APPROBATIONS TOTALES DE

306,6 M USD

COMPARÉES AUX APPROBATIONS DE 2019, SOIT

147,5 M USD

LES APPROBATIONS DE 2020 REPRÉSENTENT UNE AMÉLIORATION SIGNIFICATIVE.

En termes de répartition régionale des approbations des ROC de la BID en 2020, 41,9 % (662,36 millions USD) ont bénéficié aux pays membres de la région Asie, 34,8 % (550,37 millions USD) à la région Afrique et Amérique latine, et 21,7 % (342,73 millions USD) à la région MENA et Europe. Répartis selon le niveau de développement, les vingt-cinq pays membres les moins avancés ont obtenu 39,4 % (623,01 millions USD) des approbations au titre des ROC de la BID en 2020, tandis que les trente-deux pays membres restants ont eu 59 % (932,45 milliards USD). Les projets régionaux et les activités d'aide aux communautés musulmanes des pays non-membres ont bénéficié de 1,6 % (25 millions USD).

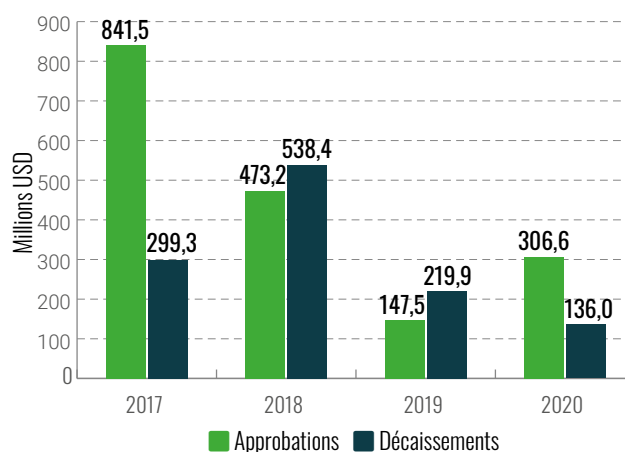
Selon les centres régionaux, les pays membres couverts par le centre régional d'Almaty (Kazakhstan) ont reçu 22,8 % (360 millions USD) des approbations au titre des ROC de la BID en 2020. Ils sont suivis de ceux du centre régional de Kampala (Ouganda), avec 17,3 % (272,95 millions USD) et de ceux de Jakarta (Indonésie), avec 16,6 % (261,72 millions USD). Arrivent par la suite ceux couverts par le centre régional du Caire (Égypte), avec 14,6 % (230 millions USD), ceux d'Abuja (Nigeria), avec 10,5 % (166,46 millions USD), ceux de Dakar (Sénégal), avec 7 % (110,96 millions USD), ceux d'Ankara (Turquie), avec 6,4 % (100,73 millions USD), ceux de Dhaka (Bangladesh), avec 2,6 % (40,64 millions USD), et enfin ceux de Rabat (Maroc), avec 0,8 % (12 millions USD).

1.3.2 Appui au développement du secteur privé

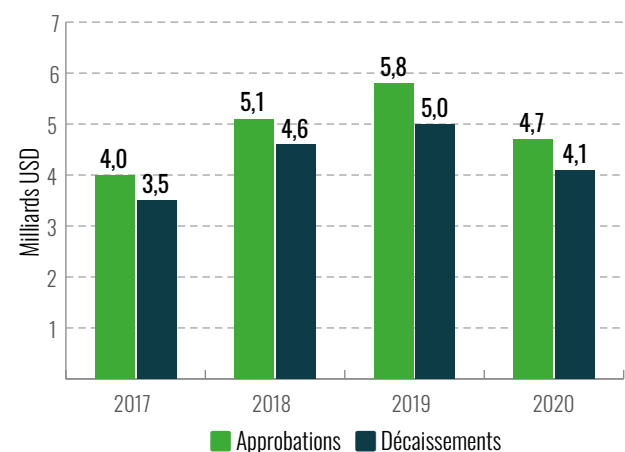
Depuis sa création en 1999, la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID) soutient le développement du secteur privé qu'elle considère le moteur de la croissance économique dans ses pays membres. Les activités de la SID ont ralenti en 2019 en raison de sa restructuration, mais malgré les défis posés par la pandémie, elle a enregistré des approbations totales de 306,6 millions de dollars en 2020. Comparées aux approbations de 2019, soit 147,5 millions de dollars, les approbations de 2020 représentent une amélioration significative. Plus de la moitié des opérations ont bénéficié aux secteurs à fort impact, notamment la finance et l'infrastructure, et aux pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Du total des approbations, 250 millions de dollars ont été consacrés à un plan de relance au titre de la Covid-19 pour soutenir les instruments financiers à court et moyen terme. Les principaux bénéficiaires du plan sont les petites et moyennes entreprises (PME) et le secteur privé des pays membres touchés, l'objectif étant d'intensifier le soutien, d'appuyer la demande, et de protéger les moyens de subsistance des personnes. Les approbations cumulées de la SID, depuis son lancement, ont atteint 5,62 milliards de dollars. Les décaissements en 2020 se sont établis à 136,04 millions de dollars. Ils ont dépassé les approbations en raison des approbations au titre de l'exercice précédent.

GRAPHIQUE 1.7 TENDANCES DES APPROBATIONS NETTES ET DES DÉCAISSEMENTS DE LA SID



GRAPHIQUE 1.8 TENDANCES DES APPROBATIONS NETTES ET DES DÉCAISSEMENTS DE LA SIFC



Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour ouvrir de nouveaux canaux d'opération dans les pays membres, la SID a approuvé 255 millions de dollars en lignes de financement. Les décaissements de la société en faveur des institutions financières sous forme de lignes de financement ont atteint 84,40 millions de dollars en 2020.

Du côté du secteur réel, des financements de 192,4 millions de dollars ont été approuvés et 46,4 millions de dollars décaissés. Les décaissements ont principalement porté sur les secteurs à fort impact, tels que l'énergie, l'industrie et les mines. Réparties selon les régions, 65,3 % des approbations de la société en 2020 ont bénéficié à des projets régionaux, 15,7 % aux pays membres de la région Asie, 14,7 % à ceux de la région Europe et Asie centrale, et 4,4 % à ceux de la région Afrique subsaharienne. Les tendances récentes enregistrées par les approbations et les décaissements de la SID sont illustrées dans le Graphique 1.7. En termes d'efforts de mobilisation de ressources, la société a signé en 2020 quatre émissions d'une taille totale d'environ 2,3 milliards de dollars.

1.3.3 Renforcement du financement du commerce

La Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) a entamé ses activités en 2008. Elle a pour mission de promouvoir le commerce intra-OCI et de soutenir les activités de développement des échanges par le financement des importations et des exportations au profit des pays membres. Les activités commerciales des secteurs public et privé sont financées par mourabaha en tant que principal mode de financement. D'autres modes de financement sont utilisés occasionnellement, en fonction de la nature des transactions et des besoins des clients. Il s'agit notamment du financement direct, du financement structuré du commerce, des lignes de financement du commerce, du financement mourabaha pour les institutions financières, de l'escompte islamique et de l'ouverture de lettres de crédit et de la confirmation de lettres de crédit. Les principaux secteurs ciblés par les financements de la SIFC sont l'énergie (pétrole brut et produits pétroliers raffinés), l'alimentation et l'agriculture (engrais, coton, arachide, café, riz, sucre et le blé), la santé et le secteur privé, y compris les PME.

Le financement des activités commerciales par la SIFC a continué de croître au cours des treize dernières années, les approbations nettes cumulées atteignant 54,06 milliards de dollars à la fin de 2020. Cependant, en raison des défis sans précédent induits par la pandémie, qui ont entraîné la baisse des capitaux disponibles sur les marchés internationaux et des prix de pétrole, les approbations de la SIFC au titre du financement du commerce se sont contractées de 18,8 %, passant de 5,81 milliards de dollars en 2019 à 4,72 milliards de dollars en 2020. Les décaissements sont passés de 4,98 milliards de dollars en 2019 à 4,11 milliards de dollars en 2020.

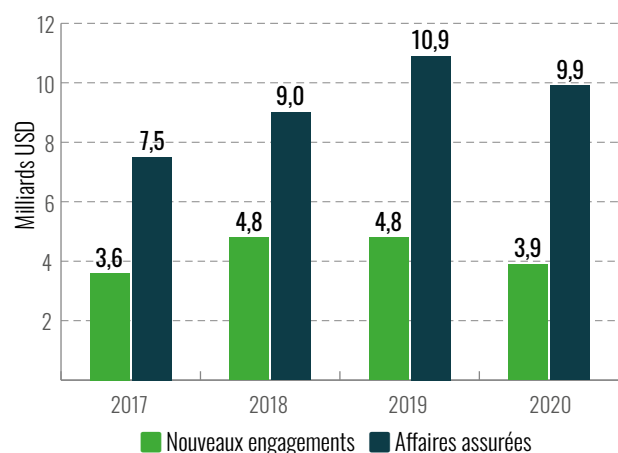
Malgré l'environnement difficile aussi bien du côté financier qu'opérationnel en 2020, la SIFC a pu mobiliser des ressources auprès de partenaires externes à hauteur de 2,4 milliards de dollars pour vingt-six opérations syndiquées en faveur de douze pays membres.

En guise de riposte à la pandémie, la SIFC a initialement dégagé 300 millions de dollars de ses ressources mobilisées. Par la suite, elle a porté ses approbations en 2020 au montant total de 604,7 millions de dollars au titre du financement des interventions d'urgence, soit l'axe R1 du PSPR, afin d'atténuer les risques socio-économiques auxquels les pays membres sont confrontés en raison de la pandémie. Le Graphique 1.8 présente les tendances récentes des approbations et des décaissements de la SIFC.

Des fonds supplémentaires au titre du PSPR, d'un montant de 550 millions de dollars, ont été approuvés et seront utilisés dans les deux années à venir. L'objectif est de soutenir les pays membres tout au long de la phase de relance afin de renforcer l'accès au financement des PME et le secteur privé par le biais de lignes de financement.



GRAPHIQUE 1.9 TENDANCES DES AFFAIRES ASSURÉES ET DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE LA SIACE



ENCADRÉ 1.1 INITIATIVES DE PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La protection des droits de propriété intellectuelle est cruciale pour la création et la diffusion durables des connaissances dans le cadre des efforts visant à promouvoir un programme de développement fondé sur les connaissances. C'est ce qui a amené l'Institut à lancer le brevetage de certaines de ses solutions financières innovantes. Des progrès importants sont enregistrés, trois produits fintech ont reçu leurs brevets au mois de septembre. Il s'agit des éléments suivants :

1. **Le Système intelligent de gestion de crédit**, un système axé sur la chaîne de blocs qui intègre les informations et l'historique de crédit, la notation de crédit, l'assurance-crédit, ainsi que les mesures incitatives au crédit et à la vérification sur le réseau de chaîne de blocs.
2. **Smart Voucher**, un bon fondé sur la chaîne de blocs qui permet au régulateur d'autoriser des produits et/ou des fournisseurs de services précis. Il peut être financé par le produit des taxes sur la vente et la prestation de tels biens et services à des groupes ou des particuliers défavorisés. Il devra servir de reçu de crédit d'impôt et partant comme une obligation à impact social.
3. **La Preuve d'utilisation**, une méthode et un système de validation de transaction dans une technologie de grand livre distribué, telle qu'un réseau de chaîne de blocs. Elle est axée sur la réciprocité, en vertu de laquelle les membres valident les transactions des autres membres en échange de la validation de ces derniers, ce qui en fait un réseau réservé aux membres.

L'institut élabore actuellement une stratégie de commercialisation de ces produits brevetés.

1.3.4 Assurances des risques de crédit et des risques de pays

La Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) est un membre affilié au Groupe de la BID, qui offre des instruments de rehaussement de crédit et d'assurance des risques politiques conformes aux principes de la charia, afin de développer le commerce et d'encourager les investissements directs étrangers dans les pays membres. Notée « Aa3 » par Moody's avec une perspective stable, la SIACE compte parmi ses actionnaires la BID et quarante-sept pays membres.

En 2020, la valeur totale des affaires assurées par la SIACE était de 9,86 milliards de dollars, les nouveaux engagements étant à 3,93 milliards de dollars. Le Graphique 1.9 illustre les tendances récentes dans les affaires assurées en 2020 et les engagements cumulés au cours des quatre dernières années.

La SIACE contribue au PSPR du Groupe de la BID, visant à aider les pays membres à atténuer les effets de la pandémie. La société a annoncé des engagements de 150 millions de dollars pour l'assurance de transactions essentielles, notamment l'importation de kits médicaux d'urgence et de denrées alimentaires. Plus de 496 millions de dollars de capacité d'assurance ont déjà été alloués pour appuyer l'importation de matériel médical, de denrées alimentaires essentielles et de produits énergétiques. De nombreux pays membres en ont bénéficié, tels que la Tunisie, le Burkina-Faso, la Mauritanie, le Sénégal, le Cameroun, les Émirats arabes unis, Oman, la Jordanie, l'Égypte et le Pakistan. En outre, la SIACE participe à deux initiatives importantes, à savoir le Mécanisme de garantie Covid-19 (MGC) du Groupe de la BID et l'Initiative SIACE-FSID d'intervention d'urgence.

Le MGC est un mécanisme financièrement efficace de réduction des risques de produits, visant à faciliter des transactions estimées trop risquées en raison de la pandémie. Le MGC vise à mobiliser 6 milliards de dollars sur une période de cinq ans. La SIACE sera ainsi en mesure d'assurer des affaires d'une valeur de 4,2 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années, ce qui se traduira par une augmentation progressive des affaires assurées par la société, de 300 millions de dollars en 2021 à 1,2 milliard de dollars en 2022. L'Initiative SIACE-FSID d'intervention d'urgence se veut une riposte rapide à la Covid-19, ayant pour objectif le renforcement de la résilience grâce à la collaboration entre la société et le Fonds de solidarité islamique pour le développement. Pour l'initiative, la priorité est de renforcer la capacité des pays membres les moins avancés à satisfaire leurs besoins en importation de médicaments, de matériel médical et d'autres produits essentiels. La cible définie pour les affaires assurées au titre du programme est de 400 millions de dollars. Des transactions commerciales d'un montant de 153 millions de dollars ont pu être assurées par la société en faveur des pays membres les moins avancés.



LE FSID EST LE MEMBRE AFFILIÉ AU GROUPE DE LA BID SPECIALISÉ DANS LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ. DEPUIS SON LANCEMENT, LE FONDS A FINANCÉ DE NOMBREUX PROJETS DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DANS LES PAYS MEMBRES, POUR UNE VALEUR TOTALE DE

858,44 MILLIONS DE DOLLARS.

1.3.5 Renforcement de la solidarité pour la réduction de la pauvreté

Créé en 2005, le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) est le membre affilié au Groupe de la BID spécialisé dans la réduction de la pauvreté. Depuis son lancement, le fonds a financé de nombreux projets de réduction de la pauvreté dans les pays membres, pour une valeur totale de 858,44 millions de dollars. Les prêts assortis de conditions avantageuses et les subventions sont les deux modes utilisés pour le financement de ces projets orientés vers des secteurs qui contribuent à réduire la pauvreté. Il s'agit entre autres de l'éducation, la santé, le développement rural et agricole et l'autonomisation économique. Conscient que les conflits et les changements climatiques constituent les principales causes de la pauvreté, le fonds a intensifié son soutien aux pays membres en 2020. Vient s'ajouter à ces deux

causes la pandémie qui devrait plonger plus de personnes dans l'extrême pauvreté à travers le monde. De nombreux pays membres qui historiquement comptent une population pauvre importante, en seront plus vulnérables.

En 2020, le fonds a approuvé un total de 43,67 millions de dollars pour des projets et programmes dans les secteurs de l'éducation et de la santé et des activités d'autonomisation économique. En raison des défis sanitaires exceptionnels de 2020, l'essentiel des interventions de développement du fonds était dans le secteur de la santé. Celles-ci ont pris la forme d'un soutien d'urgence visant à améliorer la préparation et la riposte des pays membres face à la pandémie. Les approbations du fonds en 2020 ont permis d'attirer des financements de 824,4 millions de dollars. Par ailleurs, le fonds a approuvé en 2020 le montant de 13,63 millions de dollars en subventions en faveur de plusieurs pays membres.

1.3.6 Diffusion des connaissances en économie et finance islamiques

Depuis sa création en 1981, l'Institut de la Banque islamique de développement (IBID) diffuse des connaissances et des solutions sur l'économie et la finance islamiques pour appuyer le développement socio-économique dans les pays membres et les communautés musulmanes établies dans d'autres pays. En 2020, l'Institut a enregistré les résultats importants suivants :

- La publication de trois rapports majeurs, de deux numéros du Journal des études économiques islamiques et de trois livres. Il s'agit du Rapport sur la finance islamique en Arabie saoudite, du Rapport sur la finance sociale islamique 2020 et du Rapport du Groupe de la BID sur la Covid-19 et la finance islamique. Les livres comprennent deux volumes publiés chez Palgrave Macmillan.
- La mise au point d'une application de lecture de livres électroniques pour maintenir le leadership dans les publications à l'ère numérique. Cette application pionnière dédiée aux publications sur l'économie et le développement islamiques prend en charge des contenus en anglais, en français et en arabe.
- Le lancement du Programme de subventions pour l'économie intelligente, conçu pour attirer des idées brevetables ayant un potentiel entrepreneurial important. Le programme met l'accent sur l'application de technologies émergentes pour favoriser la transformation économique axée sur la connaissance. Plus de cinquante propositions de subventions ont été reçues et la plupart sont liées aux ODD.
- Le lancement d'un programme de solutions fintech innovantes. Trois brevets ont été obtenus pour des solutions innovantes axées sur la chaîne de blocs pour le financement du développement économique dans les pays membres. Une fois lancées, ces solutions devraient apporter une valeur significative au secteur de la finance islamique et aux économies des pays membres.
- La refonte du Prix de la BID pour les réalisations percutantes en économie islamique afin d'élargir sa portée, de reconnaître la création de connaissances, et de soutenir la mise en œuvre pratique des concepts de l'économie islamique dans le développement économique.
- La réouverture de huit cours sur la plateforme en ligne edX. Trois cours personnalisés ont été dispensés, en collaboration avec différents partenaires stratégiques dans les pays membres. Les cours personnalisés ont porté sur le Programme de la finance islamique pour les cadres, les Technologies fintech et chaîne de blocs et la finance islamique, ainsi qu'une Initiation à la finance islamique.

1.3.7 Appui à la finance islamique pour la réalisation des objectifs de développement

Conformément à sa mission, la BID continue d'appuyer l'expansion du système financier islamique mondial par l'assistance technique, le renforcement des capacités et des services de conseil en finance islamique. Malgré les défis de la Covid-19 en 2020, neuf opérations d'assistance technique en finance islamique et quatorze nouveaux projets de renforcement des capacités ont été approuvés, avec une contribution de la BID sous forme de subventions de l'ordre de 2,2 millions de dollars. En outre, huit projets d'assistance technique et treize activités de renforcement des capacités et de sensibilisation ont été achevés en 2020, avec une contribution de la BID sous forme de subventions de 1,6 million de dollars.

Ces projets ont bénéficié à de nombreux pays membres, notamment l'Afghanistan, l'Algérie, l'Azerbaïdjan, le Bahreïn, l'Indonésie, la République kirghize, le Maroc, la Tunisie, l'Ouganda et l'Ouzbékistan. Les autres projets étaient des initiatives à impact régional et mondial. Les projets couvraient un large éventail de thématiques, allant de la banque islamique au soukout, de takafoul à la finance sociale islamique. Les projets ont créé l'environnement propice à l'application des pratiques de la finance islamique grâce à l'appui au développement des directives juridiques, réglementaires et de supervision, de produits de la finance islamique et de l'infrastructure de marché. De plus, les projets ont couvert les perspectives éthiques et de la finance verte, l'autonomisation des femmes et l'inclusion financière par la finance islamique, ainsi que le rôle de la finance islamique dans la réalisation des ODD. Actuellement, plus de cinquante projets d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine de la finance islamique sont en cours de mise en œuvre. Par ailleurs, des services de conseil ont été offerts sous forme de vingt-trois documents techniques publiés sur les meilleures pratiques pour le secteur de la finance islamique mondiale, par l'intermédiaire des six institutions d'infrastructure financière islamique de la BID et d'autres partenaires mondiaux, tels que le PNUD, le FMI et la Banque mondiale.

1.3.8 Les awqaf au service du développement

Biens inaliénables, les awqaf sont devenus un instrument vital de réalisation du développement socio-économique. La BID dispose d'un mécanisme dédié axé sur la notion des awqaf, en l'occurrence le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), qui soutient le développement durable dans les pays membres et non-membres. Le principe fondamental est d'obtenir des rendements financiers durables, mais aussi de produire un impact social, conformément à la Stratégie décennale de la BID, au Programme quinquennal du Président et au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Par le financement d'entités spécialisées dans la gestion de biens awqaf, le FIBA a pu distribuer des dividendes allant de 2,5 à 3 % par an au cours des cinq dernières années. La valeur de l'action du fonds a atteint 11.589 dollars, contre 10.000 dollars à la création.



En 2020, le fonds a approuvé 23,1 millions de dollars pour le financement avec d'autres partenaires de cinq nouveaux projets d'une valeur totale de 51,47 millions de dollars, dont trois dans des pays membres (deux en Arabie saoudite et un en Guinée) et deux dans des pays non-membres (États-Unis d'Amérique et Kenya).

Conformément à son principe fondamental de financement à un coût raisonnable et à un impact élevé, le FIBA a appuyé au total cinquante-sept projets immobiliers dans vingt-neuf pays d'une valeur totale de 1,22 milliard de dollars. Le fonds a par ailleurs soutenu divers bénéficiaires à but non-lucratif, notamment des gouvernements, des centres de recherche et des organisations caritatives, ce qui ainsi contribue à l'amélioration des services publics. La cible du fonds est de parvenir à 2 milliards de dollars d'opérations en dix ans. À cet effet, de nouvelles initiatives ont été lancées, notamment un fonds dédié aux activités awqaf en Arabie saoudite.

En 2020, quatre nouveaux investissements d'une valeur de 21,586 millions de dollars ont porté le capital total du fonds à 98,57 millions de dollars, en plus de la ligne de financement de 100 millions de dollars accordée par la BID. Par ailleurs, le Conseil des Directeurs exécutifs de la BID a approuvé en 2020 l'augmentation du capital autorisé du FIBA de 100 à 500 millions de dollars. Le Conseil des Directeurs exécutifs a également approuvé la création d'un nouveau fonds similaire au FIBA, dédié au pays du siège, l'Arabie saoudite. Appelé « Fonds de financement des awqaf », il est doté d'un capital cible de 3,76 milliards de riyals saoudiens (1 milliard USD), auquel la BID participe avec 376 millions de riyals saoudiens (1 milliard USD).

1.3.9 Partage des solutions de développement

La BID dispose de deux programmes importants de partage de solutions de développement pour la promotion de l'apprentissage mutuel et l'échange d'expériences. Leur objectif est de combler les lacunes en connaissances nécessaires pour le développement. Il s'agit du Programme de coopération technique (PCT) et du mécanisme reverse linkage.

Le PCT soutient l'acquisition de compétences et le transfert des connaissances et du savoir-faire vers les pays membres afin de favoriser leur développement socio-économique axé sur les principes de la coopération Sud-Sud. Depuis sa création, 2.385 opérations au titre du programme, d'une valeur de 57,78 millions de dollars, ont été approuvées. Elles comprennent 968 formations en cours d'emploi d'une valeur de 19,34 millions de dollars, 1.002 événements de partage des connaissances d'une valeur de 29,78 millions de dollars, et des services de conseil fournis par 425 experts pour un coût total de 8,66 millions de dollars. Ces activités ont permis de former plus de 15.000 personnes, de créer des opportunités à plus de 20.000 spécialistes pour partager leurs connaissances et échanger leurs expériences, et de recruter 510 experts des pays membres.

DEPUIS SA CRÉATION, DU PROGRAMME
DE COOPÉRATION TECHNIQUE (PCT)

2.385

OPÉRATIONS AU TITRE DU PROGRAMME,
D'UNE VALEUR DE

57,78 M USD

En 2020, un total de quatorze opérations au titre du PCT d'une valeur de 434.500 dollars ont été approuvées pour financer la coopération technique à court terme entre les pays membres. Celles-ci ont porté sur cinq formations en cours d'emploi, d'une valeur de 121.500 dollars, cinq événements de partage de connaissances pour un coût total de 179.300 dollars, et les services de conseil fournis par quatre experts moyennant 134.000 dollars. Ces interventions ont répondu aux besoins urgents de renforcement des capacités des pays membres en palliant les effets négatifs de la pandémie, la priorité étant donnée aux pays membres les moins avancés.

Les activités reverse linkage de la BID continuent de relier les pays membres et de leur faciliter l'échange d'expertise, de technologie et de ressources. En 2020, une subvention de 2,3 millions de dollars a été allouée aux interventions reverse linkage. Quatre interventions reverse linkage ont été réalisées dans le cadre des opérations ordinaires de la BID et sept autres interventions de façon autonome. Ces interventions ont bénéficié au Burkina-Faso, au Tchad, aux Comores, à la Jordanie, au Maroc, au Nigeria, au Sénégal, à la Somalie, au Soudan, à l'Ouzbékistan et au Yémen dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'eau.

En 2020, dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour étendre son réseau d'acteurs de développement au-delà de ses pays membres, la BID a tablé sur les connaissances et l'expertise disponibles dans des pays non-membres. Un projet reverse linkage qui a bénéficié au Soudan et à la Palestine sur le renforcement des capacités d'un laboratoire national de santé public au Soudan, a été réalisé. De plus, la Banque s'est associée pour la première fois à Singapour afin de faciliter le transfert d'expertise et de technologie de ce dernier à la Jordanie pour renforcer les capacités du Bureau de conception et de développement roi Abdallah II dans la production des masques N95. Cette opération permettra à la Jordanie de devenir autonome dans la production des tels équipements de protection individuelle et de les exporter vers d'autres pays membres, ce qui renforcera ainsi l'industrie pharmaceutique du pays.





CHAPITRE 2 : PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DANS LES PAYS MEMBRES

INTRODUCTION

Ce chapitre met en exergue l'engagement continu de la BID à financer le développement socio-économique. Malgré les défis qui ont caractérisé l'année 2020, la BID a continué à appuyer les éléments essentiels du développement, tels que le capital humain, l'infrastructure, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

CHAPITRE 2 : EN BREF

ELLE A APPRUVÉ UN MONTANT TOTAL DE

1,58 MD USD

DES ÉTATS-UNIS À PARTIR DE SES RESSOURCES
ORDINAIRES EN CAPITAL (ROC) POUR LES
PRINCIPALES OPÉRATIONS DE DÉVELOPPEMENT



ES SECTEURS DE L'ÉDUCATION ET DE LA SANTÉ
ONT REÇU DES APPROBATIONS DE

504.3 M USD

AU TITRE DE SEPT PROJETS

LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE A REÇU DES
APPROBATIONS DE

280 M USD

LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE A REÇU DES
APPROBATIONS DE

212 M USD

2.1 Financement de projets de développement socio-économique

Bien qu'ayant consacré une bonne partie de l'année 2020 à la pandémie à coronavirus, la Banque islamique de développement (BID) a poursuivi son financement habituel de projets de développement socioéconomique des pays membres et son aide aux communautés musulmanes établies dans d'autres pays. Elle a approuvé un montant total de 1,58 milliard de dollars des États-Unis à partir de ses Ressources ordinaires en capital (ROC) pour les principales opérations de développement, en sus des interventions spéciales destinées à aider les pays membres à faire face aux conséquences de la pandémie. Les approbations étaient orientées vers des secteurs de développement essentiels, tels que le capital humain, l'infrastructure, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

2.1.1 Développement du capital humain

Le capital humain est un facteur de croissance économique décisif puisqu'il permet d'augmenter la productivité de la main-d'œuvre et du capital. Principales sources de développement du capital humain, les secteurs de l'éducation et de la santé ont bénéficié en 2020 d'une approbation cumulée de 504,3 millions de dollars pour le financement de quatorze opérations à partir des ROC, dont les principales sont :

Pour l'éducation :

- Un projet de 35 millions de dollars en appui à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels en Ouganda visant à transformer le sous-secteur des affaires, de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels en un système global de développement des compétences pour l'emploi, l'amélioration de la productivité et la croissance. Le projet soutient les grandes lignes de la Vision 2040 du gouvernement, qui vise à transformer l'Ouganda d'un « pays agraire en un pays moderne et prospère dans un horizon de trente ans », conformément au Plan stratégique du secteur de l'éducation 2011-2020, dénommé Skilling Uganda.

Pour la santé :

- La phase II du projet de 80 millions de dollars visant à développer les services d'oncologie en Ouzbékistan afin d'en améliorer l'accès, la sûreté et la qualité. Le projet devrait permettre à quelque 150.000 malades atteints du cancer d'accéder à des services de qualité, grâce à l'amélioration des installations cliniques ainsi qu'à l'introduction de méthodologies modernes et de technologies de pointe.
- La contribution à hauteur de 261,72 millions de dollars au renforcement des systèmes de santé et à la préparation aux situations d'urgence en Indonésie. Le projet vise à améliorer la disponibilité et l'accessibilité de services de santé de qualité, grâce à la modernisation de six hôpitaux nationaux de référence et d'unités techniques verticales dans cinq provinces du pays.



- La contribution à hauteur de 18,2 millions de dollars à l'amélioration des soins de santé primaires pour promouvoir la santé et la nutrition au Burkina-Faso. Le projet vise à réduire les mortalité et morbidité maternelles, néonatales et infantiles. Il permettra de créer vingt-cinq centres d'action sanitaire et sociale et cent postes de santé communautaires auprès de communautés rurales, afin d'améliorer l'accessibilité géographique aux services de soins de santé primaires.

2.1.2 Financement des infrastructures

La mise en place d'infrastructures de base est essentielle pour assurer une croissance économique à long terme. Cette croissance conjuguée à un capital humain de qualité peut être le moteur du développement durable. La BID s'est engagée depuis longtemps à financer le développement des infrastructures dans les pays membres afin de faciliter la création des conditions favorables à l'investissement, la compétitivité et l'industrialisation. Ces éléments réunis constituent le socle de la croissance économique forte et du développement durable. Dans le prolongement de ces efforts, un montant total de 726,7 millions de dollars a été approuvé au titre des ROC en 2020 pour le financement de projets d'infrastructures dans les pays membres. Lesdits projets, dont certains sont présentés ci-après, portent sur trois secteurs : l'énergie, les transports et l'hydraulique.

Pour l'énergie :

- Un montant de 220 millions de dollars à titre de cofinancement, avec les gouvernements de l'Arabie saoudite et de l'Égypte, du projet d'interconnexion électrique entre ces deux pays. La valeur du projet est estimée à 1,7 milliard de dollars et son objectif est de développer le système électrique unifié actuel, qui est l'un des plus importants de la région. Compte tenu de la disparité entre les profils de charge des deux pays, le projet facilitera l'acheminement de l'énergie électrique de l'Arabie saoudite vers l'Égypte et vice versa, avec une capacité maximale de 3.000 MW, par le biais du partage de la charge.
- Un apport de 60 millions de dollars pour la phase II du projet de gazoduc entre le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde. Ce projet vise à renforcer la coopération économique sous-régionale entre les quatre pays en tenant compte des besoins de l'économie de marché, grâce à la vulgarisation de l'utilisation des ressources en gaz naturel.

Pour les transports :

- Une enveloppe de 17,8 millions de dollars en faveur du Sénégal pour la mise à niveau de la section II de l'autoroute de Dakar, qui permettra d'améliorer la mobilité urbaine en réduisant les embouteillages, en facilitant les conditions de déplacement, et en réduisant les coûts de transport. Ce financement devrait favoriser le développement économique et social et contribuer à la réduction de la pauvreté.



DANS LE SECTEUR DU TRANSPORT, UN TOTAL DE

406,74 M USD

A ÉTÉ APPRUVÉ EN FAVEUR DES PAYS MEMBRES
DONT LE SÉNÉGAL, LA SIERRA LEONE, L'UGANDA,
LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE ET LE TCHAD.

- Un apport additionnel de 10 millions de dollars pour le projet de construction de la route Pendembu - Kailahun en Sierra Leone. Ce projet vise à améliorer l'accessibilité des provinces agricoles du Sud-Est et à développer le commerce entre la Sierra Leone et ses pays voisins, à savoir la Guinée et le Liberia. Un transport plus facile des produits agricoles vers les différents marchés devrait permettre d'améliorer les revenus des agriculteurs et des négociants de ces produits, et de réduire la pauvreté.
- Un financement de 210 millions de dollars pour la rénovation de la route Rwenkunya - Apac - Lira - Acholibur en Ouganda. Ce projet vient en appui au gouvernement dans le développement de systèmes de transport efficaces et rentables pour répondre aux exigences d'une économie en croissance rapide. En améliorant potentiellement l'interconnectivité au sein de l'Ouganda par la réduction de la durée des trajets et des coûts de transport, et en renforçant la sécurité routière, le projet devrait faciliter le développement économique et social, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté.
- Un montant de 148,3 millions de dollars pour le projet de construction de la route Abéché Abougoulem au Tchad, en appui à la stratégie du secteur des transports du pays. Ce projet permettra d'améliorer potentiellement l'accès aux marchés ainsi qu'aux services sociaux et administratifs tout au long de l'année, facilitant ainsi la croissance économique et contribuant à la réduction de la pauvreté.



« Reconnaissant depuis longtemps le rôle de l'agriculture et du développement rural dans la réduction de la pauvreté et de la faim, ainsi que dans la réalisation de la sécurité alimentaire, la BID a maintenu son soutien au secteur en 2020. »

- Un financement de 20 millions de dollars pour le projet de reconstruction de la route périphérique Issyk Kul en République kirghize. Ce projet vise à améliorer l'efficacité du transport routier en faisant passer la route actuelle de deux à quatre voies afin d'améliorer la connectivité entre les différentes parties de la région. Il devrait stimuler l'activité économique et faciliter le développement rural, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté.

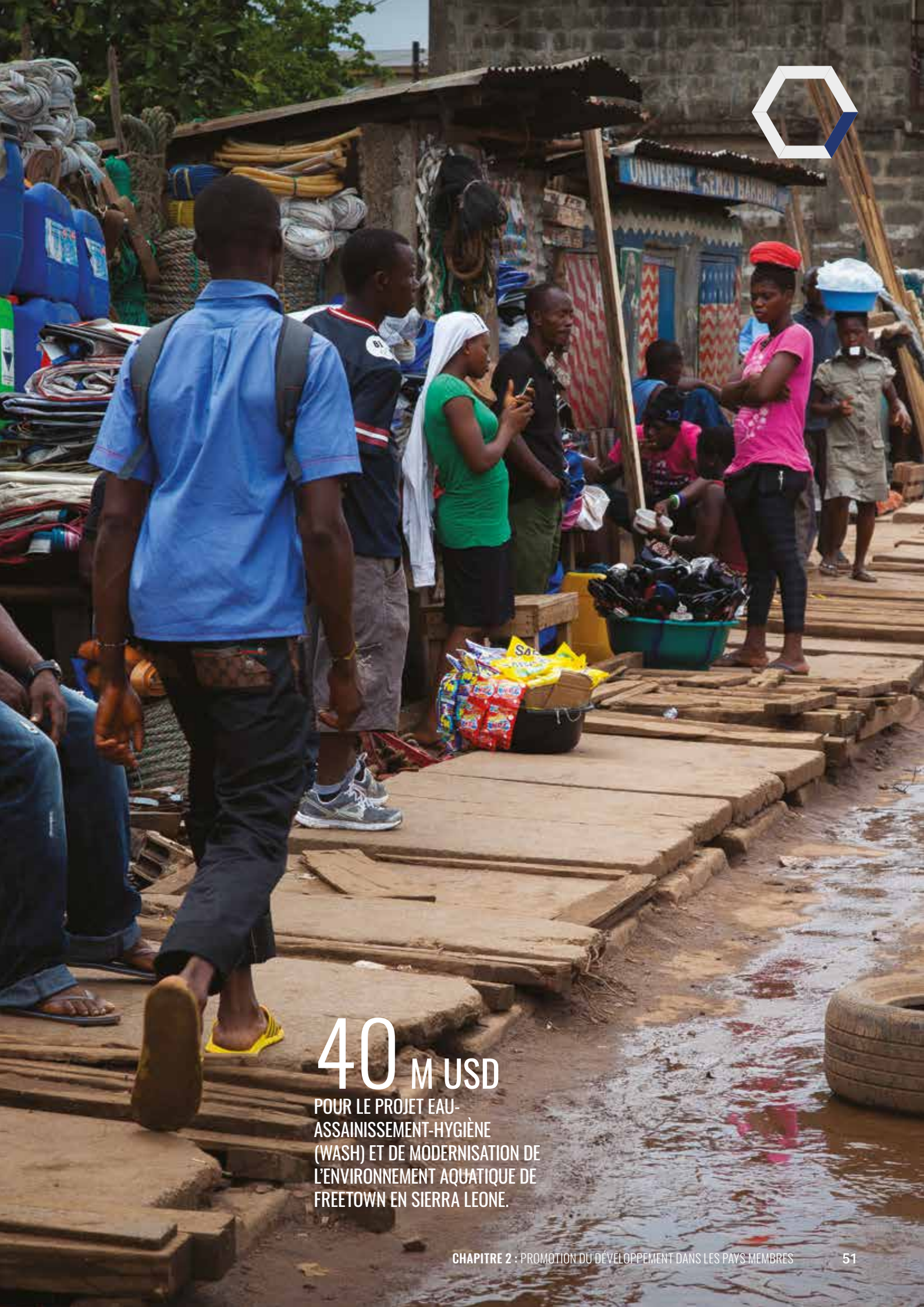
Pour l'hydraulique :

- Un financement de 40 millions de dollars pour le projet Eau-Assainissement-Hygiène (WASH) et de modernisation de l'environnement aquatique de Freetown en Sierra Leone. Ce projet a pour but d'accompagner le gouvernement face aux défis conjugués de la pénurie d'eau, de l'absence d'assainissement décent et de l'inefficacité des services de gestion des déchets solides. Il permettra d'améliorer considérablement les conditions de vie de la population grâce à de meilleurs services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, tout en garantissant la durabilité de l'écosystème aquatique vital.

2.1.3 Renforcement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire

Reconnaissant depuis longtemps le rôle de l'agriculture et du développement rural dans la réduction de la pauvreté et de la faim, ainsi que dans la réalisation de la sécurité alimentaire, la BID a maintenu son soutien au secteur en 2020, avec l'approbation à partir des ROC d'un montant de 212 millions de dollars pour deux projets, dont le principal est :

- un projet de 200 millions de dollars pour le développement rural durable en Ouzbékistan. L'objectif principal du projet est d'améliorer les moyens de subsistance et le niveau de vie de la population rurale en facilitant l'accès aux infrastructures et services de base. Ce faisant, des débouchés économiques seront créés dans les zones rurales, en particulier celles touchées par les changements climatiques. Le projet vient en appui aux efforts déployés par le gouvernement pour parvenir à un développement socio-économique durable dans les zones rurales et renforcer la résilience des populations ciblées face aux risques climatiques, environnementaux, économiques et sociaux, notamment en ce qui concerne leur impact sur les groupes vulnérables tels que les démunis, les femmes et les jeunes.



40 M USD

POUR LE PROJET EAU-
ASSAINISSEMENT-HYGIÈNE
(WASH) ET DE MODERNISATION DE
L'ENVIRONNEMENT AQUATIQUE DE
FREETOWN EN SIERRA LEONE.

2.2 Partenariats pour un développement durable

2.2.1 Renforcement et développement des partenariats

Le Programme quinquennal du Président et le nouveau modèle d'entreprise de la BID s'articulent essentiellement autour des partenariats pour améliorer la réalisation des projets, en favorisant un flux plus important de capitaux publics et privés vers les pays membres. En 2020, la pandémie a fait du partenariat plus que jamais un impératif. En conséquence, la Banque s'est associée à diverses organisations internationales dans le cadre d'initiatives et de projets relatifs à la Covid-19, et c'est ainsi qu'elle a signé des accords relatifs à la passation de marchés avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC), pour mettre en œuvre dix-huit projets dans treize pays membres.

L'un des principaux partenariats financiers porte sur un montant de 10 milliards de dollars annoncé par le Groupe de coordination arabe pour aider les pays membres à atténuer l'impact de la Covid-19, dont 8,6 milliards ont été approuvés. Cette somme doit être affectée à l'appui budgétaire et à la suspension du paiement dû au titre du service de la dette, afin de soulager les pays membres de leurs obligations en la matière.

La BID a établi des partenariats avec les organisations suivantes :

- l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour accompagner les pays membres dans la mise au point de politiques économiques et de réformes structurelles, stimuler la croissance économique, améliorer la compétitivité et les marchés financiers, et attirer les investissements internationaux ;
- le Centre roi Salman d'aide humanitaire et de secours, pour une collaboration dans l'assistance humanitaire en termes de partage des connaissances, d'innovation, de travail analytique, de renforcement des capacités, de plaidoyer et d'assistance conjointe ;





« La réussite du Programme reverse linkages de la Banque est illustrée par le fait que des entreprises du secteur privé de pays non-membres y interviennent en tant que partenaires pour apporter au pays membres un plus grand nombre d'avantages en matière de développement. »

- l'ONU-Habitat, pour la coopération en vue d'obtenir des subventions et des prêts à moyen et long terme pour l'habitat et la rénovation urbaine, y compris les infrastructures sociales et économiques afin de favoriser la cohésion communautaire pour le développement ;
- l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), pour une coopération visant à promouvoir le développement des entreprises liées au secteur agricole, l'assistance technique et le renforcement des capacités, afin de favoriser le développement rural. Le nouveau protocole d'accord - le premier à avoir été signé virtuellement par la BID - est axé sur la conception/mise en œuvre de projets, les conseils en matière de politique et le partage des connaissances afin d'optimiser l'impact général des travaux menés dans les secteurs ;
- la Fondation Abdulla Al Ghurair pour l'éducation, qui a fait un don de 10 millions de dollars au Fonds philanthropique islamique mondial pour l'enfance afin de soutenir l'éducation des réfugiés de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord dans le cadre d'un programme de la BID et de l'UNICEF ;
- le Programme alimentaire mondial (PAM), pour une collaboration dans la chaîne de valeur du riz en Afrique, en plus de la conception et de la mise en œuvre de projets, du renforcement des capacités et de l'appui institutionnel ; et
- l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ), pour une coopération dans la promotion du développement durable par le traitement de l'information, la consultation, l'échange de connaissances, la création de réseaux et la mise en œuvre de projets.

2.2.2 Partenariat reverse linkage avec le secteur privé

La réussite du Programme reverse linkages de la Banque est illustrée par le fait que des entreprises du secteur privé de pays non-membres y interviennent en tant que partenaires pour apporter au pays membres un plus grand nombre d'avantages en matière de développement. En 2020, le programme a permis d'obtenir du secteur privé, notamment de pays non-membres, des engagements à hauteur de 88,6 millions de dollars, ce qui reflète l'expansion du réseau d'acteurs du développement en dehors des pays membres.

Le partenariat avec une entreprise privée de Singapour, ADDO AI Pte Ltd, à la suite d'une recommandation d'Enterprise Singapore, une agence gouvernementale rattachée au ministère du Commerce et de l'Industrie, illustre cette réalité. Ce partenariat est un résultat patent des efforts déployés pour étudier les possibilités d'activités reverse linkage mutuellement bénéfiques afin de soutenir le développement durable dans les pays membres. Il repose sur le partage par ADDO AI Pte Ltd de ses connaissances et de son expertise dans le domaine de l'analyse des méga données, en utilisant l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique pour interpréter d'énormes volumes de données, afin d'orienter les interventions et les réponses stratégiques aux défis du développement dans les pays membres.

Le partenariat se poursuit avec l'analyse en cours des données médicales et sanitaires des pays membres dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour atténuer l'impact de la pandémie. Le ministère indonésien de la Santé a manifesté son intérêt pour la mise à profit des connaissances et de l'expertise qui en découlent pour compléter l'infrastructure de son centre de données et permettre au pays d'analyser efficacement les informations pertinentes afin de planifier des stratégies d'atténuation des effets de la pandémie. En conséquence, ADDO AI mettra au point une plate-forme sur mesure qui sera intégrée à l'infrastructure actuelle du centre de données, afin de renforcer la capacité du ministère de la Santé à analyser d'énormes volumes de données par rapport aux ressources humaines et médicales ainsi qu'aux d'infections provenant des hôpitaux, des installations de production médicale et des agences de coordination régionales.

EN 2020, LE PROGRAMME REVERSE LINKAGES A PERMIS D'OBTENIR DU SECTEUR PRIVÉ, NOTAMMENT DE PAYS NON-MEMBRES, DES ENGAGEMENTS À HAUTEUR DE

88.6 M USD

ENCADRÉ 2.1 :

BID, PNUD, UNOPS ET UNICEF COLLABORENT POUR AIDER LE CAMEROUN FACE À LA COVID-19

En 2020, la BID a approuvé un financement de 27,44 millions de dollars pour le Cameroun, en guise de riposte immédiate à la Covid-19. Il s'agit de se procurer des équipements médicaux et non-médicaux vitaux, tels que les scanners, les machines d'aide à la respiration, les ambulances, les radios mobiles, les lits d'hôpitaux et les équipements de protection individuelle. Ces articles appuieront les efforts des agents de santé de première ligne et amélioreront la gestion des cas atteints du coronavirus, ce qui renforcera les capacités du système de santé du pays.

Un autre appui au système de santé du pays et à sa riposte à la Covid-19 lui est venu du Programme des Nations Unies pour le développement (13,8 millions USD), du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (9,1 millions USD) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (4,2 millions USD).

Pour assurer l'exécution cohérente et efficace, la BID et le gouvernement ont convenu d'utiliser le mécanisme de mise en œuvre du système des Nations Unies, qui permettra aux PNUD, UNOPS et UNICEF de réaliser l'ensemble du projet, y compris le volet financé par la BID. C'est ce qui a accéléré l'acquisition des articles médicaux d'urgence, des ambulances, des laboratoires, des équipements et autres matériaux essentiels, et renforcé la chaîne logistique du ministère de la Santé dans son appui aux centres de santé pour juguler la pandémie. Dans le cadre du processus de mise en œuvre, une plate-forme de pays a été lancée pour la communication d'information, le suivi et le partage d'expériences sur la Covid-19.





2.3 Autres activités de développement

2.3.1 Autonomisation des femmes et des jeunes

La BID reconnaît l'impératif de développement que constitue l'autonomisation des femmes et des jeunes et a mis en place un programme spécial pour des subventions aux organisations non-gouvernementales travaillant sur la question. En 2020, six subventions pour un montant total de 910.000 dollars, ont été approuvées pour des programmes ciblant les femmes et les jeunes. Une part importante de ces approbations concernait des activités encourageant le secteur de la finance islamique à adopter des pratiques qui tiennent compte de la dimension du genre dans sa prestation de services financiers aux femmes.

En outre, en collaboration avec l'Initiative de financement des femmes entrepreneuses (We-Fi), la Banque a lancé le programme « Autonomisation des PME de femmes d'Afrique de l'ouest intervenant dans la chaîne de valeur du riz », qui vise à développer davantage les PME dirigées par des femmes dans la chaîne de valeur du riz. Le programme a été financé grâce à une subvention de 11,25 millions de dollars du Comité directeur de We-Fi.

« La BID reconnaît l'impératif de développement que constitue l'autonomisation des femmes et des jeunes et a mis en place un programme spécial pour des subventions aux organisations non-gouvernementales travaillant sur la question. »

2.3.2 Changements climatiques

La Banque a continué d'intégrer l'action climatique dans ses opérations avec un objectif de 35 % de financement climatique d'ici 2025, et entend s'aligner sur les objectifs de l'Accord de Paris tel que prévu par le Cadre d'alignement de Paris des banques multilatérales de développement. Dans le cadre de sa stratégie, les risques liés aux changements climatiques sont évalués et traités comme une condition préalable à la mise en œuvre des projets. Les stratégies de partenariat avec les pays membres axées sur les chaînes de valeur mondiales pour la Guinée, l'Indonésie, la Malaisie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et l'Arabie saoudite prévoyaient l'élaboration de profils de changements climatiques et l'analyse des risques climatiques. En 2020, la Banque a également commencé à élaborer un cadre global de gestion des risques climatiques afin de les traiter systématiquement dans ses opérations et de les ramener à un niveau acceptable grâce à des mesures d'atténuation claires et à l'introduction de volets relatifs à l'adaptation dans les projets.

S'agissant de la mobilisation de ressources, la Banque a commencé à mettre en place un fonds d'assistance technique de 768.943 de dollars mobilisés dans le cadre du Partenariat pour une contribution déterminée au niveau national, afin d'appuyer les activités liées aux changements climatiques au Liban, au Nigeria et en Palestine. Elle fait également partie des deux consortiums choisis pour recevoir un financement de l'Initiative internationale pour le climat (IKI) du ministère allemand de l'Environnement, de la protection de la nature et de la sécurité nucléaire visant à accompagner les pays de la région MENA et d'Afrique subsaharienne.

La Banque continue de participer aux groupes de travail des banques multilatérales de développement sur les changements climatiques afin de partager son expérience et de tirer parti de ses capacités, pour aider les pays membres à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de développement à moyen et long terme à faible émission de carbone et résilientes aux changements climatiques.

2.3.3 Programme d'aide aux communautés

Le Programme d'aide aux communautés de la Banque a évolué au fil des ans pour devenir un mécanisme d'appui aux communautés musulmanes établies dans les pays non-membres. En 2020, le Programme a reçu d'un organisme philanthropique un financement de 6 millions de riyals saoudiens (1,6 million USD) pour mettre en œuvre des projets en faveur des communautés en Thaïlande, au Cambodge et en Ouganda.

En 2020, la Banque a approuvé treize projets visant à atténuer les effets de la pandémie sur diverses communautés établies dans des pays non-membres, dont onze sont en cours de réalisation. En outre, un projet de secours a été approuvé pour le Cambodge en réponse aux conséquences néfastes des inondations sur la communauté musulmane. Au total, vingt-et-un projets ont été réalisés en 2020, et plusieurs autres sont à divers stades de mise en œuvre.

2.3.4 Programme de bourses d'études de la BID

Le Programme de bourses d'études de la BID a été créé en 1983 dans le cadre d'un engagement à promouvoir le développement du capital humain. Depuis lors, il a parrainé des étudiants et des universitaires pour des études de premier cycle, de maîtrise et de doctorat, ainsi que pour des recherches postdoctorales, axées sur le développement de compétences, afin de favoriser le développement durable.

En 2020, un montant de 15 millions de dollars a été approuvé pour diverses bourses d'études dans le cadre du programme. Après un examen approfondi de toutes les demandes, des bourses ont été attribuées à 1.221 étudiants et universitaires dans les catégories suivantes :

- 746 étudiants originaires de 109 pays pour le programme de premier cycle
- 196 étudiants originaires de 92 pays pour le programme de master
- 160 étudiants originaires de 58 pays pour le programme de doctorat et de recherches postdoctorales
- 119 étudiants originaires de 20 des pays les moins avancés de la BID pour le programme BID-FSID

En 2020, les communautés musulmanes de huit pays ont été ajoutées aux bénéficiaires des bourses de la BID. Ces pays sont l'Angola, le Botswana, le Territoire britannique de l'océan Indien, la République dominicaine, Haïti, le Pérou, le Soudan du Sud et le Swaziland. Grâce aux efforts déployés pour promouvoir l'équilibre entre les sexes, la proportion de femmes boursières - historiquement inférieure à celle des hommes - a considérablement augmenté en 2020 pour atteindre 54 % pour le programme de premier cycle, 49 % pour le programme de master et 50 % pour le programme de doctorat.



« En 2020, la Banque a également commencé à élaborer un cadre global de gestion des risques climatiques afin de les traiter systématiquement dans ses opérations et de les ramener à un niveau acceptable grâce à des mesures d'atténuation claires et à l'introduction de volets relatifs à l'adaptation dans les projets. »



ENCADRÉ 2.2 : FONDS DE 500 MILLIONS USD POUR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DU PEUPLE PALESTINIEN

Mue par son engagement à alléger le fardeau de la pauvreté pour les familles démunies, la BID a lancé le Fonds d'autonomisation économique du peuple palestinien, avec une cible de financements de 500 millions de dollars. Le Groupe de la BID y a contribué à hauteur de 150 millions de dollars, le reste sera mobilisé de parties prenantes locales et internationales. Un an seulement après son lancement, le fonds a pu mobiliser 80 millions de dollars des partenaires privés.

Le fonds se veut un fonds d'investissement dans le développement, conçu pour institutionnaliser une initiative existante, en l'occurrence le Programme d'autonomisation économique des familles démunies. Le programme a fait ses preuves aussi bien en matière de réduction de la pauvreté, de la marginalisation et de l'exclusion sociale, que dans le renforcement des capacités des défavorisés et la

création d'opportunités économiques pour eux. Le fonds contribuera au développement économique de la Palestine et s'attaquera au chômage chronique dont souffrent beaucoup de personnes, notamment les jeunes.

Le fonds entend autonomiser 300.000 familles dans les dix prochaines années. Il identifiera les opportunités d'investissement et les financera, l'objectif ultime étant l'amélioration du niveau de vie des foyers démunies. La stratégie de mise en œuvre est axée sur la recherche d'opportunités locales et la création de partenariats nationaux et internationaux, afin d'améliorer l'efficacité des investissements et le travail à grande échelle, ce qui *in fine* produira un impact optimal. Le fonds crée des partenariats intelligents, liant les pauvres économiquement actifs aux marchés afin de leur permettre de tirer de bons rendements de leurs activités économiques.



Des initiatives de partenariat ont été lancées ces dernières années pour consolider et élargir les programmes de bourses à de nouveaux domaines, notamment :

- Le programme de transfert de technologie pour le renforcement des capacités, en partenariat avec l'Académie mondiale des sciences (TWAS). Ce programme est conçu pour aider à constituer une masse critique de jeunes scientifiques, de chercheurs et de scientifiques réfugiés, dans les domaines des STI pertinents pour les Objectifs de développement durable. En 2020, le programme a permis de parrainer trente universitaires pour une formation à la recherche postdoctorale, fourni une subvention pour un projet conjoint de recherche et de transfert de technologie, et donné la possibilité à onze scientifiques, dont des réfugiés, de participer au programme des jeunes affiliés de la TWAS.
- Deux accords de partenariat axés sur le partage des coûts ont été signés en 2020 avec le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères/ Campus France et la Présidence des Turcs de l'étranger et des communautés apparentées. Cela porte l'ensemble de ces accords à onze, les négociations étant toujours en cours avec l'université Makerere en Ouganda, le Conseil suprême des universités en Égypte, deux universités américaines (Princeton et Harvard) et l'Université roi Abdullah des sciences et technologies en Arabie saoudite. L'essence de ces accords est de partager les coûts pour favoriser une augmentation significative du nombre de bénéficiaires de bourses d'études. Leur impact est évident à en juger par le nombre sans cesse croissant de bourses accordées, qui est passé de 380 en 2018 à 1.221 en 2020.

Depuis le lancement du Programme, 18.138 étudiants et universitaires ont bénéficié de diverses bourses, dont 15.763 étudiants de premier cycle, 1.277 doctorants et post-doctorants, 845 étudiants en maîtrise et 253 étudiants de l'enseignement et de la formation professionnels techniques originaires de cinquante-six pays membres et de soixante-sept communautés musulmanes établies dans des pays non-membres.

EN OUTRE,

2.362

ÉTUDIANTS ORIGINAIRES DE QUATRE-
VINGT-HUIT PAYS POURSUIVENT
ACTUELLEMENT LEURS ÉTUDES.

Sur le total cumulé (18.138), 12.795 étudiants ont obtenu leurs diplômes dans des universités de renom et participent au développement de leurs pays. En outre, 2.362 étudiants originaires de quatre-vingt-huit pays poursuivent actuellement leurs études, 991 ont commencé mais n'ont pas terminé leurs études, et 763 parmi les attributaires de bourses ont décliné les offres. Le total cumulé comprend également 1.225 nouveaux boursiers pour l'année universitaire 2019/2020 qui ont reporté leurs études en raison des difficultés liées à la Covid-19.

DEPUIS LE LANCEMENT DU
PROGRAMME,

12.795

ÉTUDIANTS ONT OBTENU LEURS
DIPLOMES DANS DES UNIVERSITÉS
DE RENOM ET PARTICIPENT AU
DÉVELOPPEMENT DE LEURS PAYS.

L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE

L'OBJECTIF EST DE CHANGER LES MENTALITÉS ET SORTIR LES INDIVIDUS DE LA DÉPENDANCE EN LES DOTANT DES COMPÉTENCES REQUISES ET EN LEUR DONNANT LA POSSIBILITÉ D'UTILISER CES COMPÉTENCES POUR ATTEINDRE DES OBJECTIFS DE SUBSISTANCE.





2.3.5 Autonomisation économique pour des moyens de subsistance durables

L'autonomisation économique est devenue plus marquée dans les activités de financement du développement de la Banque, ce qui traduit un changement de stratégie en faveur du Programme quinquennal du Président et de ses piliers fondamentaux que sont l'amélioration de l'efficacité et la réalisation d'impacts optimaux sur le développement. L'objectif est de changer les mentalités et sortir les individus de la dépendance en les dotant des compétences requises et en leur donnant la possibilité d'utiliser ces compétences pour atteindre des objectifs de subsistance. Ceci favorise le développement des activités économiques, la croissance économique et le développement durable.

Il s'agit là d'un changement de paradigme, en passant de l'inclusion financière à l'inclusion économique. Face à la pandémie, un programme d'autonomisation économique de 120 millions de dollars a été approuvé pour aider les groupes vulnérables à en atténuer l'impact sur leurs moyens de subsistance. Ce programme, dénommé Renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables (SERVE), fait partie du Plan stratégique de préparation et de riposte de la BID. Il fournit des financements aux micros, petites et moyennes entreprises pour leur permettre de faire face aux effets de la pandémie afin d'assurer la continuité des activités et la préservation des emplois dans les conditions de travail difficiles résultant des fermetures. L'objectif est de créer et maintenir 314.000 emplois en finançant 150.000 microentreprises et 3.480 PME. Trois projets SERVE à Djibouti, en Palestine et en Jordanie ont été approuvés pour un montant de 72 millions de dollars, avec un cofinancement de 328 millions de dollars attendu de partenaires au développement.

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DES ENTREPRISES VULNÉRABLES

(SERVE)

IL FOURNIT DES FINANCEMENTS AUX MICROS,
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES POUR LEUR
PERMETTRE DE FAIRE FACE AUX EFFETS DE LA
PANDÉMIE. L'OBJECTIF EST DE CRÉER ET MAINTENIR

314.000

 EMPLOIS

EN FINANÇANT

150.000

MICROENTREPRISES ET

3.480

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.





CHAPITRE 3 : RIPOSTE À LA COVID-19

INTRODUCTION

Le présent chapitre présente la riposte de la BID au défi sans précédent de la pandémie à coronavirus. Les ressources dégagées par la BID ont été acheminées vers la réponse immédiate à l'urgence sanitaire et le renforcement des capacités pour pallier les effets économiques et sociaux de la pandémie sur le long terme.



CHAPITRE 3 : EN BREF

LES ONZE BANQUES MULTILATÉRALES DE DÉVELOPPEMENT SE SONT ENGAGÉES À FOURNIR D'AVANTAGE DE RESSOURCES À HAUTEUR DE

230 MD USD

EN 2021 POUR LUTTER CONTRE LA COVID-19, EN S'ATTAQUANT À LA PAUVRETÉ, AU CHÔMAGE ET À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE.



« L'engagement du secteur privé dans la coopération Sud-Sud est considéré comme étant d'une importance capitale pour la réalisation des ODD. La BID est pionnière dans ce type de collaboration grâce à son mécanisme reverse linkage. »

3.1 Fer de lance de la coordination mondiale

Face à l'éclatement de la pandémie à coronavirus en 2020 et à ses conséquences économiques de grande ampleur, la BID se vit confier un rôle de leadership à deux niveaux dans la coordination mondiale. Il s'agissait de la présidence du G20 par l'Arabie saoudite - pays hôte de son siège principal - et du choix porté sur la Banque pour présider les réunions des dirigeants des BMD qui rassemblent les 11 plus grandes banques multilatérales de développement et le FMI.

Dans le droit fil des piliers « Sensibilisation » et « Partenariat » du P5P, la BID a dégagé des ressources en soutien à la présidence saoudienne du G20, conformément à la mission et à la vision du Groupe qui appellent à une analyse des enjeux du développement à l'échelle mondiale qui concernent les pays membres. La BID a acquis une bonne expérience dans ce domaine grâce à sa participation au Sommet du G20 de 2015 présidé par la Turquie, ce qui a motivé son engagement à fournir un appui judicieux à celui de 2020.

La BID a participé à plusieurs réunions de haut niveau du Sommet du G20 de 2020, notamment celles des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales, et s'est engagée auprès de plusieurs groupes spécialisés sur le programme de développement international. Au total, 56 communications ont été présentées dans le cadre des trois thèmes choisis par la présidence saoudienne, à savoir « L'autonomisation, la protection de la planète et la configuration de nouvelles frontières ». Le Groupe de la BID a présenté trois rapports aux ministres des Finances et aux gouverneurs des banques centrales du G20, notamment :

- une étude d'inventaire sur les « Meilleures pratiques des BMD et des assureurs multilatéraux spécialisés dans les risques politiques pour les placements en actions, les investissements par endettement à moyen et long terme et d'autres solutions d'assurance » ; et
- deux rapports d'information sur l'opérationnalisation des plateformes nationales en Somalie et en Ouzbékistan suite au « Cadre de référence du G20 pour des plateformes nationales efficaces » adopté en 2020.

La participation active de la BID au Sommet du G20 de 2020 a donné lieu à des résultats positifs tels que :

- son acceptation en tant que partenaire dans la mise en œuvre du Partenariat mondial pour l'inclusion financière ;
- le renforcement des partenariats avec d'autres organisations internationales, notamment l'OMS, l'UNICEF, le PNUD, l'UNOPS, le PAM, SEforALL, UN-Habitat, le Centre international du roi Abdullah bin Abdulaziz pour le dialogue interreligieux et interculturel (KAICIID) ; et



- la reconnaissance mondiale du Programme 3R (Riposte, Rétablissement et Relance) du Groupe de BID visant à soutenir les pays membres dans la lutte contre la Covid-19, ainsi que de la Plateforme de coordination mondiale comme mécanisme de mise en œuvre.

Le Sommet du G20 de 2020 a consacré un débat spécial à la pandémie, avec des recommandations en complément des efforts déployés à l'échelle mondiale. En sa qualité de Président des dirigeants des banques multilatérales de développement, le Président de la BID a proposé à ses homologues la préparation, pour la première fois, d'un rapport commun sur le « Financement des Objectifs de développement durable » dans le but de marquer le début de la décennie d'action pour le développement durable. Grâce à sa présidence efficace, les onze banques multilatérales de développement se sont engagées à fournir davantage de ressources à hauteur de 230 milliards de dollars en 2021 pour lutter contre la Covid-19, en s'attaquant à la pauvreté, au chômage et à l'insécurité alimentaire qui risquent de s'aggraver en raison de la pandémie. Les banques multilatérales de développement ont donné l'assurance à leurs pays membres de travailler avec un sens de l'urgence fondé sur le principe de solidarité et de partenariat, afin d'optimiser l'impact de leurs interventions.

LA BID MET EN ŒUVRE AU YÉMEN UN
PROJET DE RÉSILIENCE EN MATIÈRE
D'ÉDUCATION DANS LE CADRE DE LA
COVID-19, GRÂCE À UNE SUBVENTION DE

11 M USD

PROVENANT DU PARTENARIAT MONDIAL
POUR L'ÉDUCATION (GPE).

ENCADRÉ 3.1 :

SUBVENTION DE 11 MILLIONS USD AU TITRE D'UN PROJET COVID-19 POUR L'ÉDUCATION AU YÉMEN

La BID met en œuvre au Yémen un projet de résilience en matière d'éducation dans le cadre de la Covid-19, grâce à une subvention de 11 millions de dollars provenant du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) qui a aidé environ soixante-dix pays en développement à atteindre l'accès universel à l'éducation de qualité. L'objectif du GPE est de garantir à tous les enfants, notamment les enfants pauvres, les plus vulnérables et à ceux qui vivent dans des pays touchés par la fragilité ou les conflits, une éducation de base de qualité. La subvention vient en réponse à la proposition de la BID sur un projet de riposte, de rétablissement et de résilience face à la Covid-19 pour la continuité de l'apprentissage au Yémen. La réalisation du projet devrait s'étaler sur dix-huit mois, à compter du 1er décembre 2020.

Compte tenu de l'environnement complexe qui prévaut au Yémen, caractérisé par des problèmes politiques, sécuritaires et d'infrastructures, la mise en œuvre du projet nécessitera des dispositions spéciales pour obtenir des résultats efficaces et percutants. La BID associe des partenaires de mise en œuvre stratégiques, tels que l'Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO), le Fonds social pour le développement au Yémen et l'Agence tunisienne pour la coopération internationale, par le mécanisme reverse linkage, pour parachever le projet. Par ailleurs, la Banque collabore au titre du projet avec le ministère de l'Éducation du Yémen et d'autres parties prenantes internationales opérant dans le secteur de l'éducation du pays, notamment GIZ, Save



the Children, la Banque mondiale et diverses agences des Nations Unies.

Principalement, le projet consiste à dispenser un apprentissage alternatif, par la télévision, la radio et les médias sociaux, et à appuyer le ministère de l'Éducation avec des outils supplémentaires pour assurer la continuité de l'apprentissage pendant la pandémie et au-delà. En outre, le projet aidera environ 7.000 écoles par des mesures de précaution pour rouvrir leurs portes en toute sécurité et recevoir plus de deux millions d'enfants. Par ailleurs, un stage de recyclage sera dispensée à environ 25.000 enseignants.

A full-page photograph of a scientist in a laboratory. The scientist is wearing a green hairnet, safety glasses, a blue surgical mask, and blue gloves. They are looking through the eyepiece of a white and black microscope. The background is slightly blurred, showing other lab equipment and a clean, professional environment.

« La riposte à la pandémie et ses conséquences nécessite des activités de grande envergure dans divers domaines, ce qui appelle des solutions innovantes en termes de renforcement des capacités et de partage des connaissances. »



LE PROGRAMME REVERSE LINKAGE DE LA BID, EN PARTENARIAT AVEC LE CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES MALADIES DIARRHÉIQUES AU BANGLADESH, A ORGANISÉ ENTRE JUILLET ET OCTOBRE 2020 UNE FORMATION EN LIGNE SUR LE THÈME « SÉCURITÉ ET SÛRETÉ BIOLOGIQUES POUR LA GESTION DE LA COVID-19 DANS LES LABORATOIRES ET LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ».

**PLUS DE
50 TECHNICIENS**
DE LABORATOIRE ORIGINAIRES DE LA SOMALIE,
DU SOUDAN ET DU YÉMEN Y ONT PARTICIPÉ.

3.2 Solutions innovantes

La riposte à la pandémie et ses conséquences nécessite des activités de grande envergure dans divers domaines, ce qui appelle des solutions innovantes en termes de renforcement des capacités et de partage des connaissances. Dans le cadre du Programme stratégique de préparation et de riposte (PSPR), des activités de renforcement des capacités et de partage des connaissances ont été créées et mises en œuvre afin de veiller à ce que les pays membres aient accès aux connaissances et capacités requises pour lutter contre la pandémie. L'une de ces initiatives est la Plateforme africaine d'apprentissage en ligne et de partage des connaissances (Cf. Encadré 3.2). D'autres initiatives portent sur :

(I) LA FORMATION EN LIGNE SUR LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ BIOLOGIQUES

Le programme reverse linkage de la BID, en partenariat avec le Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques au Bangladesh, a organisé entre juillet et octobre 2020 une formation en ligne sur le thème « Sécurité et sûreté biologiques pour la gestion de la Covid-19 dans les laboratoires et les établissements de santé ». Cette formation visait à doter les techniciens de laboratoire médical et autres prestataires de soins de santé des connaissances nécessaires à la gestion des risques biologiques dans le cadre de la lutte contre les maladies transmissibles, en particulier la Covid-19. Plus de cinquante techniciens de laboratoire originaires de la Somalie, du Soudan et du Yémen y ont participé.



ENCADRÉ 3.2 : **PLATEFORME AFRICAINE D'APPRENTISSAGE EN LIGNE SUR LA « PRÉPARATION ET LA RIPOSTE À LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 »**

Dans le cadre du Programme stratégique de préparation stratégique et de riposte à la Covid-19, la BID s'est associée à la Société Marocaine d'Anesthésie, d'Analgésie et de Réanimation pour faciliter l'apprentissage au moyen d'une plateforme en ligne. L'objectif est de partager les connaissances sur la préparation et la riposte à la pandémie entre les personnels médicaux et paramédicaux, et les décideurs des pays membres africains. En utilisant le mécanisme reverse linkage, la plateforme s'appuie sur l'expertise et l'expérience d'autres pays pour faire face à la pandémie.

Lancée le 25 avril 2020, la plateforme a organisé neuf activités de partage des connaissances, dont sept liées à la santé, une à l'entrepreneuriat féminin et une à la coopération Sud-Sud et triangulaire. L'initiative a été bien accueillie, notamment dans le secteur médical. Les neuf événements ont attiré au total 17.500 vues et plus de 6.000 participants du secteur médical et paramédical de vingt-cinq pays membres africains de la BID. Environ 120 participants de trente-cinq pays ont utilisé la plateforme pour partager leurs connaissances et meilleures pratiques. Par ailleurs, l'initiative a permis de tisser un partenariat entre le Maroc, le Tchad, les Comores et la Mauritanie sur un programme de formation certifié, à dispenser en ligne, sur la prise en charge des patients atteints du coronavirus.

10 LABORATOIRES

DANS LES PAYS SUBSAHARIENS AFIN DE
RENFORCER LEUR CAPACITÉ À FAIRE FACE
À LA PANDÉMIE ET À D'AUTRES MALADIES
TRANSMISSIBLES.

(II) LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES LABORATOIRES NATIONAUX DANS LES PAYS MEMBRES

L'objectif de cette initiative est de renforcer les capacités humaines et institutionnelles des laboratoires médicaux nationaux au sein des pays membres, pour leur permettre d'être mieux préparés à tous les défis de santé publique, en utilisant la pandémie comme point de départ. Il s'agit d'une opération reverse linkage entre la BID et l'Institut Pasteur de Dakar au Sénégal, qui vise à fournir des connaissances et une expertise à un réseau de dix laboratoires dans les pays subsahariens afin de renforcer leur capacité à faire face à la pandémie et à d'autres maladies transmissibles. Les pays bénéficiaires sont le Bénin, le Burkina-Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Togo. Un projet similaire a été approuvé pour l'Ouzbékistan, le Soudan et les Comores en s'appuyant sur l'expertise d'autres pays.

(III) SOLIDARITÉ DU SECTEUR PRIVÉ AVEC LES PAYS MEMBRES FACE À LA COVID-19 (SERBA DINAMIK)

L'engagement du secteur privé dans la coopération Sud-Sud est considéré comme étant d'une importance capitale pour la réalisation des ODD. La BID est pionnière dans ce type de collaboration grâce à son mécanisme reverse linkage.

En 2020, Serba Dinamik de la Malaisie a fait don d'un kit de riposte à la pandémie d'une valeur de 2,25 millions de dollars à l'appui du Programme stratégique de préparation et de riposte de la Banque. Ce geste reflète l'importance de sa relation avec la Banque et son esprit d'entreprise déterminé en faveur du développement. En partenariat avec la BID, Serba a déjà déployé 550.000 dollars en faveur de la Guinée et du Sénégal à partir de ce don.

3.3 Prise de décision motivée par les faits

La complexité et l'ampleur des effets de la pandémie exigent une compréhension approfondie des défis spécifiques auxquels sont confrontés les pays membres afin de garantir des réponses bien ciblées. S'appuyant sur ses ressources en matière de connaissances et conformément au Programme quinquennal du Président, la BID a mené des recherches analytiques desquelles sont ressorties des idées qui ont servi de base aux réponses stratégiques et financières visant à aider les pays membres à relever les défis posés par la pandémie.

Des instruments d'analyse ont été déployés pour suivre les évolutions économiques et financières des pays membres, notamment des rapports internes semestriels sur les vulnérabilités macroéconomiques et la viabilité de la dette, complétés par une étude sur l'impact et les implications de la pandémie. En outre, des fiches d'information hebdomadaires sur les pays ont mis en évidence les risques macroéconomiques et financiers pour les cinquante-sept pays membres, en même temps qu'une note globale sur les risques. Les fiches se sont avérées efficaces en tant qu'instruments d'alerte précoce pour répertorier les risques potentiels, orienter et faciliter un engagement proactif aux côtés des pays membres.

Des mécanismes d'affectation de ressources ont également été mis au point. L'indice d'évaluation du financement du développement sert de mécanisme d'allocation axé sur la performance pour orienter les opérations de la Banque tout en protégeant sa viabilité financière ; il a été adopté pour le Programme de travail intégré (2021-2023). Le cadre d'évaluation des besoins face à la pandémie a été défini pour déterminer les allocations de la BID aux pays membres dans chacun des volets du Programme stratégique de préparation et de riposte, tandis qu'un modèle d'affectation de ressources pour les subventions de coopération et d'intégration régionales a été lancé sur la base d'une évaluation des besoins et de la capacité d'absorption des pays membres.

Par ailleurs, un rapport intitulé « Crise de la pandémie à coronavirus et finance islamique : riposte du Groupe de la Banque islamique de développement », a été préparé. Il présente deux perspectives, à savoir (1) la riposte du Groupe de la BID dans le cadre du Programme stratégique de préparation et de riposte et (2) la résilience de la finance islamique face aux défis économiques et financiers d'envergure. Le rapport explore comment les principes de la finance islamique permettent à l'économie de résister les risques et fluctuations endogènes et exogènes. Aussi présente-t-il une analyse, dans la limite des données disponibles, de la performance du secteur de la finance islamique pendant la crise.



ENCADRÉ 3.3 : DONNÉES ACTUALISÉES POUR LA RÉALISATION DES ODD AU SÉNÉGAL

Des données fiables et actualisées sont essentielles pour atteindre les Objectifs de développement durable. Mue par son engagement à aider les pays membres dans la réalisation des ODD, la BID a conclu des partenariats en 2019 et 2020 dans le but de générer des données fiables et actualisées, afin de faciliter la formulation des politiques et des interventions. Les principaux partenaires de la Banque sont le Partenariat mondial pour les données sur le développement durable et le Gouvernement du Sénégal. L'objectif est d'exploiter les progrès de la science et de la technologie pour dégager des données fiables et actualisées devant bénéficier aux politiques de protection de l'environnement et à une meilleure productivité agricole.

Des données et des images obtenues par satellite ont été utilisées pour identifier les caractéristiques géographiques des zones agricoles à travers le Sénégal, afin de comprendre les schémas de déforestation et fournir des informations sur le niveau et la qualité de l'eau du lac de Guiers. Ces initiatives ont considérablement réduit à la fois le coût et le temps nécessaires pour la collecte de données devant servir aux politiques agricoles, environnementales et de gestion des ressources hydriques, et permettre d'assurer le suivi des progrès réalisés par le pays en termes des cibles 2.4.1, 15.1.1, 15.1.2, 6.6.1 et 6.3.2 des ODD.

Les données actualisées ont contribué à accélérer la commercialisation des cultures et à les acheminer vers les zones durement touchées par les changements climatiques. Les images obtenues par satellite ont également aidé à actualiser l'inventaire forestier du Sénégal en quelques jours seulement, au lieu de quelques mois. En termes de niveaux d'eau, l'utilisation des images obtenues par satellite a permis de réduire le temps nécessaire pour le suivi du niveau d'eau du lac de Guiers au cours des quatre dernières années, à une demi-journée. Autrefois, il fallait plusieurs jours, avec le recours à des méthodes manuelles pour y parvenir. Enfin, les images obtenues par satellite ont aidé le gouvernement à identifier régulièrement les zones qui subissent des problèmes de qualité d'eau, contribuant ainsi à une enquête efficace sur les causes et à la mise en œuvre rapide de stratégies d'atténuation.

Cette expérience souligne l'importance de la collaboration entre plusieurs parties prenantes, du renforcement des capacités, et de l'utilisation des données idoines face aux problèmes. La réussite de cette expérience contribuera également au renforcement de la collaboration avec le Sénégal dans tous les secteurs, à l'amélioration de l'appui apporté à d'autres pays, et à la création de partenariats nécessaires à l'intégration d'autres sources de données.



LA BID A CONCLU DES PARTENARIATS
PARTENARIAT MONDIAL POUR LES
DONNÉES SUR LE DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET LE GOUVERNEMENT DU
SÉNÉGAL. L'OBJECTIF EST D'EXPLOITER
LES PROGRÈS DE LA SCIENCE ET DE
LA TECHNOLOGIE POUR DÉGAGER DES
DONNÉES FIABLES ET ACTUALISÉES
DEVANT BÉNÉFICIER AUX POLITIQUES
DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET À UNE MEILLEURE PRODUCTIVITÉ
AGRICOLE.

ENCADRÉ 3.4 : SOUKOUK DURABLE COVID-19

La BID a émis ses premiers soukous de durabilité en juin 2020, afin d'appuyer l'engagement pris au titre du Programme stratégique de préparation et de riposte de 2,3 milliards de dollars à aider les pays membres à faire face aux répercussions de la pandémie. Grâce à cette innovation – la toute première émission de soukouk liée à la Covid-19 – la Banque a levé 1,5 milliard de dollars pour compléter sa contribution en Ressources ordinaires en capital au Programme. Le taux de profit offert de 0,908 pour cent était le plus bas que la Banque ait atteint au titre de soukouk publics libellés en dollars des Etats-Unis.

Les soukouk de durabilité Covid-19 étaient la deuxième émission au titre du Cadre de financement durable de la BID, lancé en octobre 2019 pour fournir à la BID la base nécessaire à l'émission de soukouk labellisés exclusivement pour le financement de projets verts et sociaux visant à aider les pays membres à atteindre les Objectifs de développement durable. Le cadre a permis à la Banque d'émettre ses premiers soukouk verts en novembre 2019, lesquels se sont traduits par la mobilisation d'un milliard d'euros pour des projets verts dans les pays membres.

Le produit des soukouk verts Covid-19 sera exclusivement utilisé pour financer des projets sociaux destinés à améliorer les systèmes de santé (ODD3) et à créer des emplois (ODD8) dans les pays membres.

La réussite des soukouk verts Covid-19 témoigne une fois de plus du rôle d'avant-garde de la BID dans l'utilisation efficace des instruments de financement islamiques pour mobiliser des ressources financières devant servir à la réalisation des ODD.



3.4 Financement dans le cadre du Programme stratégique de préparation et de riposte

Le Programme stratégique de préparation et de riposte étant un programme d'intervention stratégique et à réponse rapide, les financements qui en relèvent doivent être bien ciblés afin d'aider efficacement les pays membres à lutter contre la pandémie et à faire face à ses répercussions socio-économiques. Quatre domaines clés ont été retenus aux fins de financement :

(I) LES RÉPONSES SANITAIRES D'URGENCE

Elles constituent l'exigence la plus essentielle et la plus pressante pour atténuer la propagation de la pandémie, et c'est pourquoi une grande priorité leur a été accordée, avec un financement important du Groupe de la BID dans son ensemble. Le financement approuvé comprend 509,5 millions de dollars à partir des Ressources ordinaires en capital de la BID, 70,33 millions de dollars sous forme de financement du commerce par la Société internationale de financement du commerce et 36,88 millions de dollar du Fonds de solidarité islamique pour le développement. En outre, un montant additionnel d'un million de dollars a été approuvé dans le cadre des opérations reverse linkages pour le renforcement des capacités en ressources humaines dans la lutte contre la pandémie. La Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation a fourni une couverture d'assurance d'un montant de 35,5 millions de dollars à quatre pays membres pour l'importation de médicaments et d'équipements médicaux. D'autre part, le Programme Roi Abdullah bin Abdulaziz pour les œuvres caritatives (KAAP) a versé 5,66 millions de dollars à quatorze pays à titre de subvention, conformément à sa noble mission consistant à fournir des services d'éducation, de santé et de développement. Ces interventions ont été essentielles pour aider les pays membres et les communautés musulmanes établies dans des pays non-membres à faire face aux urgences sanitaires liées à la pandémie.

(II) SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'une des conséquences de la Covid-19 est l'aggravation des problèmes de sécurité alimentaire qui affectaient déjà de nombreux pays membres. Avant la pandémie, environ 66 millions d'individus dans les pays membres de la BID étaient confrontés à des crises alimentaires aiguës et les incidences de la pandémie vont augmenter ce nombre de manière significative. C'était donc une priorité absolue d'aider les pays membres à atténuer les effets de la pandémie sur l'insécurité alimentaire. Le montant total des approbations du Groupe de la BID dans le cadre du Programme stratégique de préparation et de riposte pour accompagner les pays membres en matière de sécurité alimentaire, est de 548 millions de dollars, dont 84,03 millions des Ressources ordinaires en capital de la Banque, 463,89 millions à titre de financement du commerce par la Société internationale islamique de financement du commerce et une subvention reverse linkage de 200.000 dollars pour soutenir l'agriculture à long terme au Tchad.



LA SOCIÉTÉ ISLAMIQUE D'ASSURANCE
DES INVESTISSEMENTS ET DES CRÉDITS À
L'EXPORTATION A FOURNI UNE COUVERTURE
D'ASSURANCE D'UN MONTANT DE

35.5 M USD

À QUATRE PAYS MEMBRES POUR
L'IMPORTATION DE MÉDICAMENTS ET
D'ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX.



UNE CONTRIBUTION SOUS FORME D'UNE
SUBVENTION PAR LE PROGRAMME ROI
ABDULLAH BIN ABDULAZIZ DES OEUVRES
CARITATIVES

(KAAP)

A ÉTÉ UTILISÉE POUR RÉORIENTER UNE
ASSISTANCE TECHNIQUE REVERSE LINKAGE
VERS L'APPUI À LA RÉSILIENCE DES PME.

(III) APPUI À LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

La pandémie a eu des effets dévastateurs sur les activités économiques et entraîné une augmentation de la pauvreté. Le Programme stratégique de préparation et de riposte reconnaît l'impératif de soutenir les activités à même de préserver les moyens de subsistance de base, et a donc consacré 19 % de ses financements à l'appui aux MPME. Les approbations du Groupe de la BID au titre du volet « résilience économique » du Programme comprennent 127,05 millions de dollars des Ressources ordinaires en capital de la Banque, 43 millions du Fonds de solidarité islamique pour le développement dans le cadre du programme « Renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables – SERVE », une ligne de financement de 133,35 millions de la Société islamique pour le développement du secteur privé, et un financement du commerce de 67,25 millions de la Société internationale islamique de financement du commerce. Quant à la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation, elle a fourni une couverture d'assurance aux entreprises à hauteur de 309,2 millions de dollars pour l'importation de produits essentiels comme le pétrole, le gaz, les denrées alimentaires, les biens d'équipement et les produits liés à la Covid-19. Une contribution sous forme de don du Programme Roi Abdullah bin Abdulaziz pour les œuvres caritatives a également été utilisée pour réorienter une subvention d'assistance technique dans le cadre des opérations reverse linkages vers l'appui à la résilience des PME.





« La Banque a mis en place la Plateforme de coordination mondiale, une solution technologique innovante, axée sur les chaînes de blocs, qui a été mise au point pour faciliter les transactions avec les pays membres et les autres partenaires au développement. »

3.5 Accélération des processus de travail

La nature de la pandémie a nécessité une riposte que les procédures d'approbation et de décaissement habituels n'auraient pas permis d'effectuer. Un processus de travail accéléré a donc été lancé en 2020 avec un nouveau modus operandi pour le Programme stratégique de préparation et de riposte, axé sur les politiques du Groupe de la BID, ainsi qu'un renforcement de la coopération avec d'autres partenaires au développement, dont les agences des Nations Unies.

La Banque a simplifié ses processus pour répondre à l'urgence posée par la progression rapide de la pandémie. Les engagements non décaissés ont été réaffectés pour mettre immédiatement des fonds à la disposition du Programme stratégique de préparation et de riposte, sans suivre les processus habituels et relativement plus longs d'approbation et d'efficacité des projets. La rotation rapide des mécanismes d'examen préalable et d'examen postérieur fondé sur le risque a facilité la rapidité des passations de marchés. Une gestion robuste des contrats et des décaissements rapides ont également été adoptés, en s'appuyant sur l'expérience et les mécanismes antérieurs de la Société internationale islamique de financement du commerce. Renforçant la collaboration interne et externe de manière transparente, la Banque a mis en place la Plateforme de coordination mondiale, une solution technologique innovante, axée sur les chaînes de blocs, qui a été mise au point pour faciliter les transactions avec les pays membres et les autres partenaires au développement.

3.6 Suivi-évaluation

Un programme d'intervention stratégique et rapide tel que celui de la BID nécessite un mécanisme de suivi-évaluation solide pour garantir des progrès constants et la capacité de répondre à tout problème pouvant survenir au cours de la mise en œuvre. Plusieurs initiatives clés ont été introduites pour renforcer les processus de contrôle et de suivi afin d'accélérer la mise en œuvre et les décaissements. Il s'agit notamment :

- (i) de la chaîne de valeur des décaissements pour fournir des informations sur les principales étapes requises pour qu'un projet atteigne le stade du décaissement effectif, en veillant à ce que toutes les dispositions nécessaires soient prises pour éviter tout retard dans les décaissements ;
- (ii) du mécanisme de suivi qui permet une ventilation détaillée du cycle du projet, de l'approbation à la mise en œuvre en passant par la Plateforme de coordination mondiale, afin de garantir la transparence et les alertes lorsque des actions préventives ou correctives sont nécessaires ;
- (iii) des équipes de gestion de crise dans chaque centre régional, afin de garantir la participation active des principales parties prenantes pour éviter les goulots d'étranglement et faciliter la mise en œuvre ; et
- (iv) du tableau de bord de l'exécution du Programme, qui présente les données sur celui-ci et des rapports actualisés régulièrement sur l'état d'avancement, en tant qu'outil de gestion pour le suivi des progrès.





CHAPITRE 4 : RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE ET DE DÉVELOPPEMENT

INTRODUCTION

Le présent chapitre présente la structure de gouvernance de la BID et ses efforts pour le développement au plan interne. En 2020, les structures et les mécanismes robustes de la BID lui ont permis de poursuivre sa croissance en tant qu'organisation et d'optimiser l'impact de ses interventions de développement.

CHAPITRE 4 : EN BREF

L'INSTANCE DÉCISIONNELLE SUPRÊME DE LA BID EST COMPOSÉE DE

57 MEMBRES,
CHACUN REPRÉSENTANT UN PAYS MEMBRE.

LES TROIS GRANDES AGENCES DE NOTATION DE CRÉDIT (STANDARD & POOR'S GLOBAL, MOODY'S ET FITCH RATINGS) ET L'AGENCE MALAISIEENNE DE NOTATION DE CRÉDIT, MARC, ONT TOUTES RECONDUIT LA NOTE DE CRÉDIT

« AAA »

TÉMOIGNE DU PROFIL FINANCIER EXTRÊMEMENT SOLIDE DE LA BID.

LES RÉSULTATS OBTENUS AU TITRE DU PROGRAMME DE RIPOSTE À LA COVID-19 DU GROUPE DE LA BID COMPTENT PLUS DE

2.400

UNITÉS DE SOINS INTENSIFS
INSTALLÉES ; ENVIRON

1.700

CENTRES DE TEST DE LA COVID-19 CRÉÉS ; ET

20.000

AGENTS DE SANTÉ, FORMÉS POUR MIEUX GÉRER LES CAS DE LA COVID-19.



4.1 Conseil des Gouverneurs

Instance décisionnelle suprême de la Banque, le Conseil des Gouverneurs est composé de cinquante-sept membres, chacun représentant un pays membre. Les gouverneurs sont désignés par les gouvernements des pays membres. Ils sont souvent des ministres des Finances ou des gouverneurs des banques centrales. De même, des gouverneurs suppléants sont désignés en qualité de remplaçants pour assurer le bon fonctionnement du Conseil des Gouverneurs. Chaque membre du Conseil des Gouverneurs dispose de 500 voix de base, plus une voix pour chaque action souscrite. Les décisions sont prises à la majorité des voix représentées dans la réunion.

En sa réunion annuelle, le Conseil des Gouverneurs passe en revue les activités de l'exercice précédent et adopte des stratégies et des politiques pour l'exercice d'après. Le Conseil des Gouverneurs désigne un président qui reste en fonction jusqu'à l'élection d'un nouveau président lors de la réunion annuelle suivante. Le Conseil des Gouverneurs délègue des pouvoirs au Conseil des Directeurs exécutifs (CDE) qui assure la conduite des travaux courants de la Banque. Cependant, le Conseil des Gouverneurs exerce ses propres décisions relatives à l'admission de nouveaux membres, l'augmentation ou la réduction du capital autorisé de la Banque, la suspension d'un membre, l'élection du Président de la Banque, l'élection des Directeurs exécutifs et la détermination des termes de leur engagement, l'approbation du rapport du commissaire aux comptes et des états financiers, et la détermination de la réserve et de la distribution du revenu net. Les pouvoirs ci-dessus sont exercés par le Conseil des Gouverneurs et ne peuvent être délégués au Conseil des Directeurs exécutifs. Conformément à l'Accord portant création de la BID, le Conseil des Gouverneurs peut également adopter les règles et règlements à l'effet de créer des institutions subsidiaires nécessaires à la conduite des travaux de la Banque.

QUARANTE-CINQUIÈME RÉUNION ANNUELLE

La pandémie à coronavirus a imposé des restrictions aux déplacements en 2020. Sur consultation du Président du Conseil des Gouverneurs, le CDE a décidé de reporter la 45^e réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs et de charger la Direction de la Banque d'assurer le suivi des développements et d'explorer d'autres moyens pour examiner les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion annuelle.

Afin d'assurer la continuité des activités du Groupe de la BID et sur consultation du Président du Conseil des Gouverneurs et du CDE, la Direction de la Banque a décidé de soumettre le projet d'ordre du jour et les documents pertinents de la 45^e réunion annuelle à l'approbation du Conseil des Gouverneurs par correspondance. Ainsi, le Conseil des Gouverneurs a approuvé les points ci-après :



« Afin d'assurer la continuité des activités du Groupe de la BID et sur consultation du Président du Conseil des Gouverneurs et du CDE, la Direction de la Banque a décidé de soumettre le projet d'ordre du jour et les documents pertinents de la 45^e réunion annuelle à l'approbation du Conseil des Gouverneurs par correspondance. »

- le 45^e rapport annuel 1440/1441 (2019) et les états financiers vérifiés ;
- la désignation du commissaire aux comptes pour la BID, le Fonds waqf, le Fonds d'investissement des biens awqaf, la Fondation mondiale du waqf et le Fonds de la BID pour la Science, la Technologie et l'Innovation au titre de l'exercice financier 1442/1443 (2021) ;
- l'organisation de la 46^e réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs en Ouzbékistan ;
- la 6^e augmentation générale du capital-actions : 5,5 milliards de dinars islamiques (7,92 milliards USD) ;
- la proposition relative à l'augmentation de l'allocation annuelle à partir du résultat net aux opérations d'assistance technique pour financer des programmes stratégiques et d'autres initiatives opérationnelles importantes dans les pays membres ;
- la proposition relative à l'augmentation de l'allocation annuelle à partir du résultat net aux Programmes de bourses d'études ;
- l'élection du Président et des deux Vice-Présidents du Conseil des Gouverneurs de la BID pour la session 1442/1443 (2021) ;



LE CONSEIL DES GOUVERNEURS A APPROUVÉ UNE PROPOSITION RELATIVE À L'AUGMENTATION DE L'ALLOCATION ANNUELLE À PARTIR DU RÉSULTAT NET DE LA BID AUX PROGRAMMES DE BOURSES D'ÉTUDES.

TABEAU 4.1 : RÉSUMÉ DES RÉUNIONS DU CDE EN 2020 (1441-1442)

Date de la réunion	N°	Projets (*)	Opérations d'assistance spéciale	Points relatifs aux politiques et stratégies	Autres points	Points approuvés par le Président et soumis au CDE à titre d'information (**)	Points inscrits aux ordres du jour, total	Résolutions adoptées
Dimanche 16 février 2020 (22 djoumada II 1441)	334 ^e	2	-	8	24	-	34	21
Lundi 20 avril 2020 (1 ^{er} chaâbane 1441) (Par correspondance)	335 ^e	2	-	3	13	-	18	7
Samedi 27 juin 2020 (6 dhou el-kiâda 1441) (Réunion virtuelle)	336 ^e	2	-	-	38	-	40	21
Samedi 19 septembre 2020 (2 safar 1442) (Réunion virtuelle)	337 ^e	4	-	2	29	1	36	20
Samedi 19 décembre 2020 (4 djoumada II 1442) (Réunion virtuelle)	338 ^e	5	-	-	33	-	38	25
Total	5	15	-	13	137	1	166	94

(*) Projets + Assistance technique

(**) Projets d'assistance technique approuvés par le Président de la BID

NOTE: Sur 166 points examinés par le CDE, des résolutions ont été adoptées sur 94 points, tandis qu'un seul point a été approuvé par le Président. Les 71 points restants concernent les rapports soumis par les comités, les séances à huis clos, les points permanents, tels que l'adoption de l'ordre du jour, l'adoption du procès-verbal, le rapport oral du Président, les opérations d'investissement, les questions de suivi, et d'autres points soumis à titre d'information.

- la désignation de la Commission de procédure de la 46^e réunion annuelle ;
- le rapport actualisé sur la mise en œuvre de la Stratégie décennale du Groupe de la BID et du Programmes quinquennal du Président de la BID ;
- les rapports sur l'utilisation des allocations à partir du résultat net de la BID au titre de l'exercice 1440/1441 (2019) ;
- les règles régissant la souscription au capital-actions de la Banque et le traitement des arriérés de souscription ;
- le rapport de suivi sur les déclarations et interventions des Gouverneurs de la BID à la 44^e réunion annuelle tenue à Marrakech (3-6 avril 2019) ; et
- le rapport sur la riposte du Groupe de la BID à la pandémie : mesures administratives, stratégiques et relatives aux opérations.

4.2 Conseil des Directeurs exécutifs

Le Conseil des Directeurs exécutifs est composé de dix-huit membres, dont neuf sont désignés par les neuf grands actionnaires. Les neuf autres membres sont élus et représentent des groupes de quatre à sept pays des quarante-huit pays membres restants. Le CDE, qui est à son 15^e mandat (1^{er} janvier 2017 - 31 décembre 2020), se réunit généralement cinq fois par an.

Le Conseil des Directeurs exécutifs est responsable de la conduite des travaux courants de la Banque, et dans ce but, exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil des Gouverneurs. Il prépare les questions à soumettre au Conseil des Gouverneurs, prend des décisions relatives aux activités de la Banque et à ses opérations, et approuve le budget et soumet les comptes de chaque exercice à l'approbation du Conseil des Gouverneurs. Le Tableau 4.1 présente un résumé des réunions du CDE en 2020 (1440/1441).



4.3 Renforcement des activités d'audit interne

Le mécanisme d'audit interne consiste à fournir l'assurance nécessaire à la Direction et au Conseil des Directeurs exécutifs, ainsi que des conseils indépendants et objectifs sur la gouvernance efficace, la gestion des risques et les contrôles internes. L'objectif est d'assurer la gestion efficace des ressources au titre des activités de la Banque. Un plan d'audit annuel axé sur les risques est élaboré ; il tient compte des priorités stratégiques de la Banque et des risques les plus importants. Les plans d'action de la Direction sont utilisés pour résoudre les problèmes qui surviennent ; ils sont assortis d'activités de suivi rigoureuses.

En 2020, malgré la pandémie, le Département d'Audit interne a exécuté ses activités d'audit conformément aux normes en la matière. Des activités indépendantes ont été réalisées à distance, sans perturber les opérations critiques. Les efforts se sont poursuivis pour renforcer la capacité fonctionnelle, la productivité et l'efficacité des mécanismes d'audit interne. À cet effet, les nouvelles technologies sont utilisées et les compétences des auditeurs internes ont été perfectionnées par des formations en ligne, des webinaires et des ateliers. Par ailleurs, des conseils d'audit ont été fournis sur diverses initiatives.

Des rapports périodiques sur les activités d'audit interne ont été soumis, notamment des informations sur les résultats de l'audit, l'état de mise en œuvre des plans d'action trimestriels de la Direction et des rapports au Comité d'Audit. Mû par la nécessité d'améliorer les pratiques d'audit, le personnel du Département d'Audit interne a pris part à des réunions et conférences internationales en ligne, telles que la réunion annuelle des représentants des services d'audit interne des organismes des Nations Unies et des responsables d'audit interne des institutions financières multilatérales.



« En 2020, malgré la pandémie, le Département d'Audit interne a exécuté ses activités d'audit conformément aux normes en la matière. »

4.4 Gestion des risques pour un profil financier et de crédit solide

Les activités de développement de la Banque sont exposées à divers risques, notamment les risques de crédit, de marché, de liquidité et des opérations. Il est essentiel d'appréhender et de gérer sagement ces risques pour préserver la solidité du profil financier et de crédit de la Banque. À cet effet, il est impératif de tenir compte de l'appétence au risque de la Banque, sans perdre de vue sa mission qui consiste à financer des projets destinés à appuyer le développement socio-économique des pays membres.

Les risques que la Banque est disposée à accepter dans l'exécution de sa mission de développement sont définis par son appétence au risque et la nécessité de préserver un profil de risques prudent, compatible avec la note de crédit

la plus élevée. La Banque dispose d'un cadre de gestion de l'adéquation des fonds propres et des limites des risques, d'une politique et de directives en matière de crédit, d'un cadre de gestion des risques, d'un cadre de gestion de l'actif et du passif, d'un cadre de gestion des risques liés aux opérations, et d'un processus de gestion de crédit de bout en bout pour la conduite de ses opérations. La Banque assure le contrôle du profil de crédit des transactions existantes, procède à des évaluations des risques au titre des nouvelles transactions, et effectue le suivi des risques de marché et de crédit concernant les opérations de trésorerie.

Il est dûment tenu compte dans la gestion des risques des règles prudentielles liées à l'adéquation des fonds propres de la Banque et à son cadre de gestion des risques. Le contrôle des risques est effectué à divers niveaux, le CDE et son Comité financier et de Gestion des Risques étant chargés d'approuver

« Le Comité de Bâle sur la supervision bancaire et la Commission européenne ont qualifié la Banque d'institution multilatérale de développement à « pondération de risque zéro ».

la stratégie, les politiques et les directives relatives aux risques. Outre l'approbation des politiques de gestion des risques, le CDE passe en revue régulièrement les tendances des profils risque et de la performance de la Banque pour assurer leur conformité avec les politiques sous-jacentes. Appuyée par le Comité de Gestion des Risques et le Comité de Gestion de l'Actif et du Passif, la Direction de la BID veille à la conduite des activités conformément aux cadres approuvés en matière de gouvernance des risques.

La BID dispose d'un Département de Gestion des Risques autonome qui évalue, contrôle et gère les risques auxquels la Banque s'expose, afin de garantir un profil risque sain, la solidité financière et la solvabilité nécessaire à la préservation de la note de crédit « AAA ». De même, le département élabore des stratégies pour améliorer la gouvernance des risques financiers et réduire au maximum les risques auxquels la Banque s'expose.

La Banque accorde la priorité au renforcement de sa capacité interne de gestion des risques, aux contrôles fiduciaires et aux mesures de sauvegarde. La fonction de gestion des risques de la Banque évolue au fil du temps grâce à l'adoption d'une approche holistique appliquée à la gestion de divers risques, aussi bien financiers que non-financiers. À ce titre, la Banque définit la structure de gouvernance et de communication appropriée qui appuieront le bon fonctionnement et l'évolution de son cadre de gestion des risques. C'est pourquoi la BID a lancé en 2020 un projet de gestion des risques, assorti de fonctionnalités avancées d'analyse des risques et des aspects financiers, y compris une base de données (DataMart) intégrée. En 2020, la Banque a adopté une déclaration d'appétence au risque de haut niveau axée sur son nouveau modèle d'entreprise ; elle a été approuvée par le Comité de Gestion des Risques. Le Cadre d'appétence au risque est en cours de préparation ; il fournira des orientations claires sur l'univers des risques de la Banque, à savoir les risques de crédit, de liquidités, de marché, des opérations et de non-conformité à la charia.

Parmi d'autres résultats accomplis en 2020, la Banque a adopté la plateforme CreditLens qui héberge désormais tous ses modèles de notation de crédit en ligne. C'est ce qui fournira des fonctionnalités importantes sur le portefeuille,

le flux de travail intégré, etc. La Banque a adopté la Norme de comptabilité financière FAS-30 (norme internationale d'information financière IFRS-9) pour le calcul de la perte de crédit attendue, conformément aux meilleures pratiques internationales. De surcroît, la BID a acquis un système pour automatiser la mesure, le contrôle et la gestion des risques opérationnels, ainsi que l'opérationnalisation des données de perte de contrôle et d'auto-évaluation des risques, et des indicateurs clés de risque sur les systèmes qui renforceront davantage les contrôles internes. La Banque a lancé un projet sur la mise en œuvre d'un cadre de cybersécurité efficace pour améliorer la résilience organisationnelle et gérer les risques de cybersécurité. Elle a également enregistré des progrès importants dans le renforcement du suivi du risque de marché et du risque de liquidité, et dans l'amélioration des fonctions de revue des risques du portefeuille.

Les trois grandes agences de notation de crédit (Standard & Poor's Global, Moody's et Fitch Ratings) et l'agence malaisienne de notation de crédit, MARC, ont toutes reconduit la note de crédit « AAA » de la Banque, avec une perspective « stable » en 2020, ce qui reflète la solidité financière de la BID. La note de crédit « AAA » témoigne du profil financier extrêmement solide de la BID, étayé par une forte capitalisation et des niveaux de liquidité sains, ainsi que du soutien des actionnaires et des efforts déployés dans l'exécution de sa mission de développement dans ses pays membres. Le Comité de Bâle sur la supervision bancaire et la Commission européenne ont qualifié la Banque d'institution multilatérale de développement à « pondération de risque zéro ».

4.5 Connaissances et apprentissage

La BID intègre de plus en plus les connaissances et l'apprentissage parmi ses priorités stratégiques au titre du Programme quinquennal du Président. En 2020, une plateforme de transfert et de partage de connaissances (EKTASP) a été lancée pour la création, la collecte, la mise en lien et la réalisation de ressources de connaissances liées au Groupe de la BID. L'objectif principal de la plateforme EKTASP est d'augmenter l'efficacité, de réduire le temps de cycle de travail, d'améliorer le contrôle des processus, et de permettre la collaboration efficace sur le partage des connaissances.

La plateforme EKTASP a pris la forme de centres de connaissances sur les principales initiatives et opérations de la Banque. Parmi eux figurent le Centre de connaissances sur la Stratégie de partenariat avec les pays membres, le Portail de connaissances sur l'évaluation des opérations, le Centre du rapport sur la mise en œuvre et l'évaluation des projets, le Centre sur le G20, et le Centre de connaissances et d'apprentissage de la bibliothèque du Groupe de la BID. De plus, une plateforme sur les rapports de fin de mission a été lancée pour favoriser la fluidité des connaissances tirées des rapports de fin de mission.



EN 2020, LA BID A
ORGANISÉ UNE

50

D'ÉVÉNEMENTS
COMPRENANT DES
SESSIONS DE PARTAGE
DE CONNAISSANCES,
DES ÉVÉNEMENTS
PHARES, DES
WEBINAIRES, DES
COMMUNAUTÉS DE
PRATIQUES ET DES
REVUES DE LIVRES.

« Dix évaluations de projets ont été entreprises dans neuf pays membres, à savoir le Burkina-Faso, l'Égypte, l'Indonésie, la Jordanie, la Mauritanie, le Maroc, le Pakistan, la Turquie et l'Ouganda. »

Le concours des meilleurs récits du Groupe de la BID a été lancé pour promouvoir les activités de partage des connaissances inclusives. Vingt récits appartenant à des membres du personnel et des retraités du Groupe de la BID ont été postés en ligne. Ils relatent les réussites accomplies par les projets du Groupe de la BID. Aussi trois grands cours d'apprentissage en ligne sur la passation des marchés de projets, le mécanisme reverse linkage et le décaissement ont été organisés. Ils ont été complétés par un système de gestion d'apprentissage pointu.

Par ailleurs, la bibliothèque du Groupe de la BID ne cesse de se transformer en une bibliothèque numérique du XXI^e siècle, axée sur les plateformes numériques et l'apprentissage participatif. En témoigne la numérisation de l'accès au contenu de nombreux journaux, magazines et autres ressources aussi bien locaux qu'internationaux.

En 2020, la BID a organisé une cinquantaine d'événements comprenant des sessions de partage de connaissances, des événements phares, des webinaires, des communautés de pratiques et des revues de livres. Elle a également réalisé une douzaine de vidéos promotionnelles et de connaissances.

4.6 Évaluation des opérations

En raison des restrictions imposées aux déplacements à cause de la pandémie en 2020, la fonction d'évaluation des opérations de la Banque a introduit des innovations aux approches qu'elle utilise pour l'évaluation des projets. Elle a testé différentes méthodes de collecte de données à distance afin de pouvoir mettre en œuvre son programme de travail.

Cinq évaluations de 2019 ont été achevées en 2020. Il s'agit notamment de la revue de la mise en œuvre de la Stratégie de partenariat avec le Suriname et de l'évaluation de la synergie au sein du Groupe de la BID. D'autres étaient l'évaluation thématique des projets de partenariats public-privé, la Synthèse des évaluations des programmes contribuant à l'intégration régionale dans les pays membres et l'Évaluation de synthèse des subventions d'assistance technique de la finance islamique. En outre, la fonction a entamé l'évaluation

de l'efficacité opérationnelle de l'institution et l'évaluation du Programme de sécurité alimentaire du Groupe de la BID au titre de la « Déclaration de Djeddah » lancée en 2008.

Par ailleurs, dix évaluations de projets ont été entreprises dans neuf pays membres, à savoir le Burkina-Faso, l'Égypte, l'Indonésie, la Jordanie, la Mauritanie, le Maroc, le Pakistan, la Turquie et l'Ouganda. Les projets évalués couvrent différents secteurs : un lié à l'agriculture, deux à l'éducation, deux à l'énergie, trois à la santé et deux aux transports. Neuf rapports d'évaluation de la performance des projets, inscrits au titre de 2019, ont également été achevés. De même, deux études sur le « Coût de doing business de la Banque », l'« Évaluation organisationnelle de la performance du Centre international pour l'agriculture biosaline » et vingt-neuf notes de validation des rapports d'achèvement de projets ont été complétées.

S'agissant des efforts de diffusion de connaissance et de sensibilisation, huit séries de connaissances, quatre notes de diffusion, neuf articles de presse, trois dépliants et quatre bulletins électroniques ont été produits en 2020, en plus d'un dépliant, « Leçons apprises », sur la réponse aux urgences. En outre, une enquête sur l'efficacité des mesures de gestion de la continuité des activités du Groupe de la BID a été menée. Sur un autre plan, un documentaire sur les évaluations des interventions de la BID dans le secteur de l'eau et de l'assainissement a été réalisé.

4.7 Amélioration de l'efficacité du développement

Un des aspects clés du Programme quinquennal du Président et du nouveau modèle d'entreprise est l'efficacité du développement, en veillant à ce que les financements du Groupe de la BID ait un fort impact sur les progrès accomplis par les pays membres dans la réalisation des Objectifs de développement durable. C'est pourquoi la revue annuelle de l'efficacité du développement a été relancée pour servir d'outil de suivi des résultats obtenus dans la mise en œuvre effective des projets et programmes de la Banque. En effet, le suivi est un élément important de la réalisation de la Stratégie décennale de la Banque et du Programme quinquennal du Président qui mettent l'accent sur la réalisation des ODD et les besoins spécifiques des pays membres.

La revue souligne les contributions de la Banque, mesurées à travers des indicateurs sectoriels de base liés à diverses cibles des ODD. En outre, elle met en évidence l'efficacité mise en place en interne, au niveau opérationnel et organisationnel, pour accélérer l'obtention de résultats sur le terrain. Malgré les défis posés par la pandémie, la revue de 2020 a montré que le Groupe de la BID est sur la voie de produire les résultats de développement prévus et aide les pays membres à atteindre leurs cibles au titre des ODD.



4.8 Impacts de développement des financements de la BID

Les financements de la BID ont eu un impact positif sur la vie des personnes dans les pays membres et les communautés musulmanes établies dans d'autres pays. Les opérations récemment achevées par la Banque ont produits les effets ci-après :

- plus de 5.000 logements ont été construits ;
- environ 24.000 hectares sont irrigués pour permettre des activités agricoles continues ;
- plus de 700 nouveaux lits ont été ajoutés aux hôpitaux et aux établissements de santé, et plus de dix millions de patients ont bénéficié d'autres projets ;
- environ soixante-dix établissements d'enseignement, avec environ 2.000 nouvelles salles de classe, bénéficiant à environ 90.000 élèves, ont été construits ;
- quelque 70.000 ménages ont accès à l'eau potable et environ 100.000 ménages à des services d'assainissement améliorés ;

LA BID QUELQUE

70.000

MÉNAGES ONT ACCÈS À L'EAU POTABLE
ET ENVIRON 100.000 MÉNAGES À DES
SERVICES D'ASSAINISSEMENT AMÉLIORÉS

- plus de huit millions de ménages sont alimentés par l'électricité grâce à des projets de centrales électriques qui, ensemble, ont produit plus de 4.000 MW d'électricité, dont près de 1.000 MW de sources renouvelables. Au total, 4.000 km de lignes de distribution et de transport d'électricité ont été construits pour connecter les huit millions de ménages aux réseaux d'électricité ;



« Environ 20.000 élèves ont bénéficié de l'apprentissage en ligne grâce à des installations dédiées dans diverses écoles. »

- près de 800 km de routes, dont 120 km d'autoroutes, ont été revêtus ;
- des ports ont été agrandis, ce qui a porté la capacité maritime annuelle à 110.000 tonnes ;
- quelque 150.000 personnes ont bénéficié d'emplois ou de possibilités d'emplois, tandis que 150.000 autres ont reçu une formation professionnelle et formelle ; et
- environ 20.000 élèves ont bénéficié de l'apprentissage en ligne grâce à des installations dédiées dans diverses écoles.

De plus, à peu près cinquante-cinq millions de personnes ont bénéficié sous diverses formes du Programme stratégique de préparation et de riposte. Plus précisément,

- des vivres ont été fournis à environ neuf millions de personnes ;
- sept millions de kits de test et 2,5 millions de kits de protection individuelle pour les agents de santé ont été distribués ;

- plus de 2.400 unités de soins intensifs ont été installées ;
- environ 1.700 centres de test de la Covid-19 ont été créés ; et
- des agents de santé, 200.000 au total, ont été formés pour mieux gérer les cas de la Covid-19.

En outre, un soutien financier spécial a été fourni à environ 8.000 petites et moyennes entreprises pour préserver environ 60.000 emplois et des microfinancements ont été fournis à 12.000 autres personnes pour préserver leurs moyens de subsistance.

4.9 Amélioration de la gestion des ressources humaines pour une performance optimale

L'une des leçons clés tirées de la pandémie a été la nécessité de s'adapter à l'impératif de distanciation physique qui a exigé le travail à distance. C'est ce qui a permis d'assimiler d'autres moyens de gestion des ressources humaines, notamment dans la période post-Covid-19, par l'utilisation d'outils numériques appropriés. En 2020, cinquante-deux nouveaux recrutements ont été réalisés à l'aide d'outils numériques. La Banque a lancé et révisé diverses politiques en matière de ressources humaines pour relever le moral du personnel et améliorer la compétitivité de la BID parmi ses pairs au sein de la communauté internationale du développement. Les politiques relatives aux indemnités et prestations ont été révisées et plusieurs programmes de formation du personnel lancés pour renforcer les ressources de la Banque.



Conformément au nouveau modèle d'entreprise de la Banque, 70 % des descriptifs de postes ont été révisés, et 151 postes, avec des descriptifs approuvés, ont été évalués et des grades leur ont été assignés. En termes d'apprentissage et de développement, une plateforme d'apprentissage en ligne a été lancée pour permettre au personnel d'accéder à 800 cours en ligne répartis sur six centres de connaissances : Analyse du travail, Leadership, Perfectionnement professionnel, Gestion de projets, Services client et Technologie. Environ 542 cours de formation dispensés en ligne ont été suivis par le personnel en 2020. Conformément à l'objectif de « compétence » du Programme quinquennal du Président, la Banque a lancé le Programme de renforcement des capacités en leadership qui vise à former 200 leaders à différents niveaux. Par ailleurs, les projets liés à la Vision stratégique des talents et la Stratégie de gestion des ressources humaines ont été achevés en 2020, afin de dégager une feuille de route claire pour la planification et l'obtention de talents de haut niveau. Dans le cadre des stratégies visant à offrir aux jeunes cadres l'accès à l'expertise nécessaire pour exceller dans le monde du développement international, seize jeunes cadres ont achevé leurs programmes et ont été recrutés à divers postes de cadres au sein de la Banque.

4.10 Renforcement des technologies de l'information pour plus d'efficacité

La nouvelle situation induite par la pandémie a nécessité l'adaptation au travail à distance, ce qui exige l'utilisation accrue des solutions informatiques. À cette fin, les services et l'appui informatiques ont été renforcés aussi bien au siège que dans les centres régionaux. Plusieurs solutions clés d'optimisation des processus de travail, avec des fonctionnalités de sécurité renforcées, ont été mises au point dans des domaines cruciaux. Celles-ci ont porté sur les aspects ci-après :

- Collaboration : la fonction d'accès à distance TEAMS a été améliorée, des services de conférence supplémentaires ont été fournis et la capacité de l'infrastructure a été augmentée pour tenir compte de l'augmentation du travail à distance.
- Sécurité : des simulations régulières des risques de cybersécurité ont été menées pour sensibiliser les utilisateurs, les machines équipées de fonctionnalités de sécurité supplémentaires, les services d'accès à distance mis à niveau, et les contrôles de sécurité renforcés.
- Processus de travail : l'accès sécurisé a été fourni et DocuSign activé pour les signatures électroniques, en plus des signatures électroniques PDF.

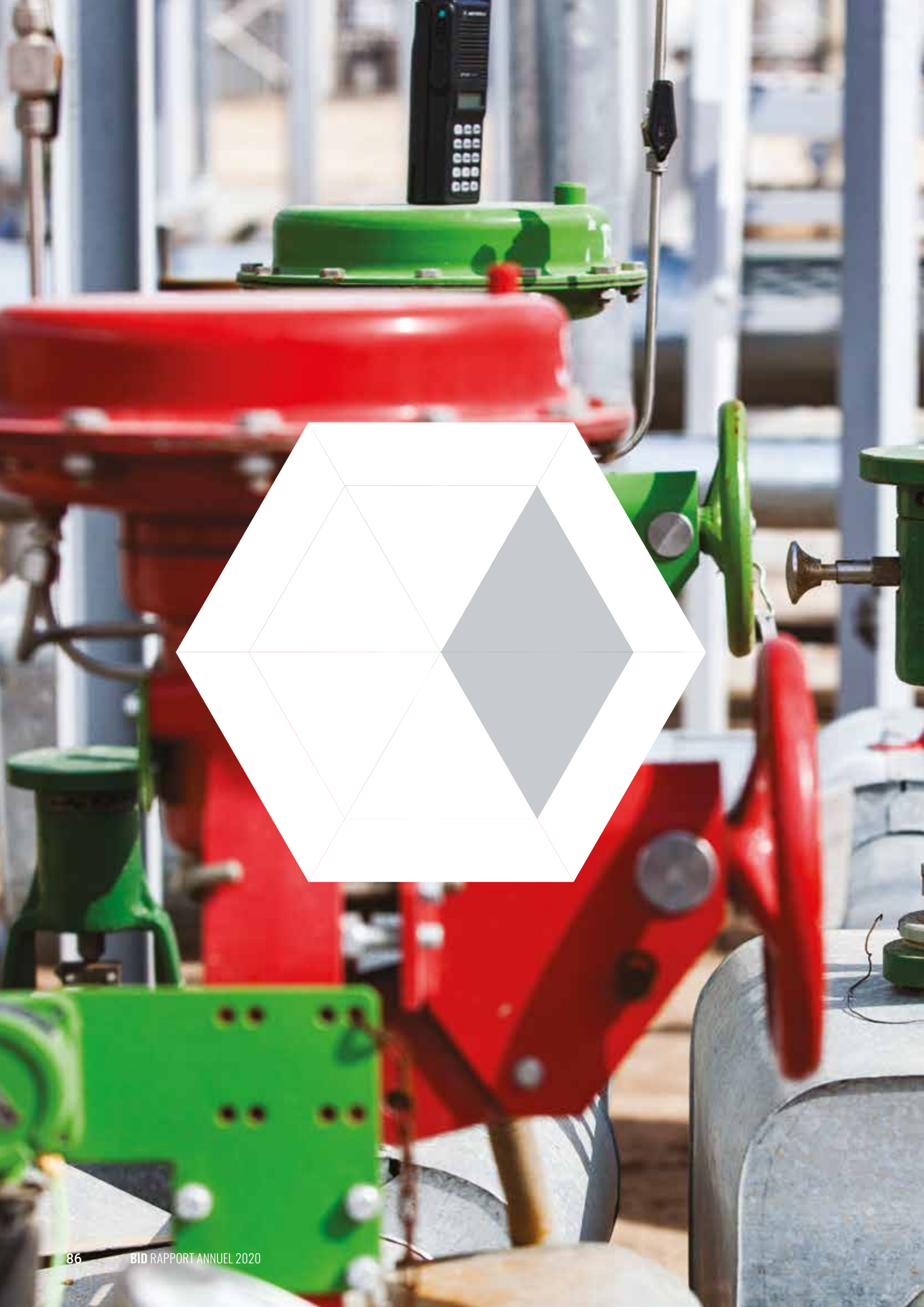
4.11 Autres services de soutien administratif

En termes de sécurité, des efforts ont été fournis pour apporter l'appui administratif nécessaire à la continuité des activités de la Banque. Un système de contrôle d'accès entièrement automatisé a été installé aux entrées et sorties pour assurer un niveau de sécurité plus élevé au siège de la BID.

Un nouveau système SAP de gestion des déplacements en missions officielles à partir des centres régionaux a été lancé dans le cadre des efforts de décentralisation et de réduction des coûts de la Banque. C'est une plateforme unifiée qui donne accès à des services de qualité, offerts par onze agences de gestion de voyages et trente compagnies aériennes. La plateforme permettra de renforcer l'efficacité par rapport au coût, garantira la disponibilité en permanence d'un service d'urgence, dans les limites prévues par les politiques, ainsi que les prestations de billets d'avion pour les membres du personnel et les membres de leurs familles.

Face aux problèmes sans précédent induits par la pandémie, le Centre des services médicaux a mis l'accent sur la sécurité des membres du personnel et la continuité des services qui leur sont offerts. La situation épidémiologique a fait l'objet d'un suivi étroit aussi bien dans le pays du siège que dans ceux des centres régionaux. Aussitôt que les mesures de confinement ont été décrétées, le Centre des services médicaux a adopté des solutions numériques pour assurer la continuité de ses services au personnel. Ces solutions comprennent des services médicaux virtuels fournis au moyen de plateformes de télé-médecine. Au total, 2.400 consultations ont été effectuées grâce à la technologie de télé-médecine, ce qui a donné au personnel l'accès à des soins pratiques et de qualité. Les services médicaux ont été fournis grâce au réseau du centre, qui compte cinquante-huit prestataires de soins de santé et des accords nouvellement conclus avec cinq établissements médicaux.

La gestion de la continuité des activités a été relancée et dotée d'une équipe de riposte inter-fonctionnelle. L'objectif est d'atténuer les risques de la Covid-19 et de couvrir tous les créneaux de travail du Groupe de la BID, ce qui garantit l'inter interruption des activités. L'équipe coordonne avec les agences compétentes pour tenir le personnel du Groupe de la BID informé de la situation, donner des conseils sur les mesures de sécurité et le respect des décisions du pays du siège, et informer le personnel des décisions de la Direction sur les modalités de travail à distance. Aussi a-t-elle travaillé avec les autorités compétentes pour rapatrier 179 membres du personnel et leurs familles de vingt-et-un pays pendant la période des restrictions imposées aux déplacements.





ANNEXES 1-5B

Annexe 1 : Rapport d'audit de charia	88
Annexe 2A : Rapport COSO de la direction	91
Annexe 2B : Rapport COSO du commissaire aux comptes	92
Annexe 2C : Auditor's Report for OCR	94
Annexe 3 : Fonds Waqf du compte des ressources spéciales	104
Annexe 4 : Conseil des Directeurs exécutifs et pays représentés	108
Annexe 5A : Souscription au capital-actions de la BID	109
Annexe 5B : Droits de vote	110

ANNEXE 1

RAPPORT D'AUDIT DE CHARIA

CONSEIL DE CHARIA DU GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT RAPPORT DU CONSEIL DE CHARIA (1441/1442)

**Louanges à Allah. Prière et bénédiction sur le Prophète, sa famille
et ses compagnons**

Excellence le Président du Conseil des Gouverneurs,
Excellences les membres du Conseil des Gouverneurs,

Assalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh

Sur demande du Conseil des Gouverneurs à l'effet de préparer un rapport de conformité à la charia des activités du Groupe de la BID au titre de l'exercice 1441-1442, nous avons vérifié les principes et les contrats utilisés dans les transactions de la BID (Ressources ordinaires en capital), le Fonds waqf des ressources du compte spécial, la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation, la Société islamique pour le développement du secteur privé, la Société internationale islamique de financement du commerce, le Fonds de solidarité islamique pour le développement, le Fonds d'investissement des biens awqaf, la Fondation mondiale du waqf et les fonds fiduciaires gérés par la BID au titre de l'exercice arrêté au 17 djoumada I 1442 (31 décembre 2020). Nous avons mené l'audit pour statuer sur la conformité de la BID aux principes de la charia, aux fatwas, arrêts et directives rendus par le Conseil de charia.¹

La responsabilité de s'assurer que le Groupe de la BID mène ses activités conformément aux règles et principes de la charia relève de la Direction. Quant au Conseil de charia, sa responsabilité se limite à exprimer une opinion indépendante, fondée sur notre audit des activités du Groupe de la BID et de vous en soumettre un rapport.

Notre audit a porté sur l'examen des documents et procédures unifiées utilisés par le Groupe de la Banque dans divers types de transactions.

Nous avons planifié et exécuté notre audit afin d'obtenir les éléments et justifications pertinents et parvenir à l'assurance raisonnable que le Groupe de la BID n'a pas enfreint les règles et principes de la charia.

¹ Membres du Conseil de charia : S.É. Dr Hussein Hamed Sayed Hassan (Président), S.É. Dr Abdusattar Abu Ghuddah (Vice-Président), S.É. cheikh Abdullah S. M. Al Meneea, S.É. Cheikh Muhammad Taqi Usmani, S.É. Dr Mohamed Raougui, S.É. Dr Muhammad Syafii Antonio, S.É. Ayatu Allah Shaik Mohammad Ali Taskhiri.



OPINION

1. Le Groupe de la BID a pris les mesures nécessaires pour exécuter les contrats préparés et passés en revue par le Conseil de charia.
2. L'affectation des gains et pertes aux comptes d'investissement répond au principe adopté par le Conseil de charia conformément aux règles et principes de la charia.
3. Les gains résultant de transactions ou de sources non-autorisées par la charia sont reversés dans un compte spécial destiné à des œuvres de bienfaisance.
4. Le Groupe de la BID n'est pas soumis à zakat car ses avoirs font partie des biens publics ou des biens waqf, ou proviennent d'institutions ne l'ayant pas mandaté à l'effet de s'acquitter de zakat. Par conséquent, la zakat est de la seule responsabilité de ces institutions.

Nous prions Allah, le Tout-Puissant, de guider le Groupe de la BID sur le droit chemin au service de l'oumma.

Wassalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh

Éminence Dr Mohamed Raougui
Pour le Conseil de charia

Aboubacar Salihou Kanté
Chef par intérim
Section de Conformité à la Charia du Groupe
de la BID

Djeddah, 18 radjab 1442 (2 mars 2021)







RAPPORT DE LA DIRECTION SUR L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE EXTERNE

La Direction de la Banque islamique de développement (la « BID » ou la « Banque ») est responsable de la préparation, de la présentation fidèle et de l'intégrité générale des états financiers de la Banque, des Fonds fiduciaires et des Fonds d'affectation spéciale. Les états financiers de la Banque, des Fonds fiduciaires et des Fonds d'affectation spéciale sont préparés conformément aux normes de comptabilité financière de l'Organisation de Comptabilité et d'Audit pour les Institutions Financières Islamiques (OCAIFI).

Les états financiers ont été vérifiés par un cabinet d'audit indépendant, en l'occurrence Ernst & Young (EY), qui a bénéficié d'un accès illimité à tous les registres financiers et aux données qui s'y rapportent. La Direction estime que toutes les informations communiquées au commissaire aux comptes dans le sillage de l'audit sont valides et appropriées. Les rapports du commissaire aux comptes sont joints aux états financiers vérifiés.

La Direction est responsable de la mise au point et du maintien de contrôles internes efficaces à l'égard de l'information financière externe, et ce conformément aux principes comptables. Le système de contrôle interne prévoit des mécanismes de suivi et des mesures qui sont prises pour pallier les manques identifiés. Les contrôles internes à l'égard de l'information financière font l'objet d'examen et de tests continus assurés par la Direction et l'Audit interne. Ils sont également révisés à mesure qu'il est nécessaire. La Direction estime que de tels contrôles renforcent l'intégrité et la fiabilité des états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, le contrôle interne à l'égard de l'information financière pourrait ne pas empêcher ou détecter les inexactitudes. De surcroît, l'efficacité d'un système de contrôle interne peut évoluer dans le temps. C'est pourquoi un système de contrôle interne efficace ne peut fournir qu'une assurance raisonnable et non absolue en ce qui concerne la préparation et la présentation des états financiers.

Le Conseil des Directeurs exécutifs (CDE) de la Banque a créé le Comité d'Audit pour l'aider dans, entre autres, son rôle de contrôle afin d'assurer la pertinence des politiques et pratiques comptables et l'efficacité des contrôles internes de la Banque, de ses Fonds fiduciaires et Fonds d'affectation spéciale. Composé de membres sélectionnés du Conseil des Directeurs exécutifs, le Comité d'Audit accompagne le CDE dans ses responsabilités de contrôle concernant les états financiers et le processus de communication de l'information financière au sein de la BID, les procédures d'audit interne et externe et les principales constatations. Le Comité d'Audit tient des réunions périodiques avec la Direction pour examiner et assurer le suivi des questions qui revêtent une importance des points de vue financier, comptable et de l'audit. Le commissaire aux comptes et les auditeurs internes tiennent des réunions régulières avec le Comité d'Audit pour discuter de l'adéquation des contrôles internes à l'égard de l'information financière et de toute autre question sur laquelle ledit comité devrait se pencher.

L'évaluation par la Banque de l'efficacité des contrôles internes a été axée sur des critères énoncés dans le « Cadre de contrôle interne intégré » (2013) publié par le Comité des organisations de tutelle de la Commission Treadway (COSO). Forte des résultats de l'évaluation effectuée, la Direction affirme que la Banque, les Fonds d'affectation spéciale et les Fonds fiduciaires ont observé des contrôles internes efficaces à l'égard de leurs informations financières communiquées dans les états financiers arrêtés au 31 décembre 2020. La Direction n'a connaissance d'aucune faiblesse importante du contrôle, capable de jeter un doute sur la fiabilité des états financiers de l'exercice 2020.

En plus de fournir une opinion d'audit sur la fidélité des états financiers de l'exercice 2020, le commissaire aux comptes a procédé à une évaluation indépendante de l'efficacité du contrôle interne de la Banque, des Fonds d'affectation spéciale et des Fonds fiduciaires à l'égard de leurs informations financières arrêtées au 31 décembre 2020. Son opinion à ce sujet est présentée séparément dans le présent rapport annuel.

Dr. Bandar M.H Hajjar
Président de la BID

Please supply signature

Dr. Zamir Iqbal
Vice-Président des Finances &
Chargé en Chef des Finances

ANNEXE 2B

RAPPORT COSO DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

RAPPORT INDÉPENDANT D'ASSURANCE RAISONNABLE SUR L'EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Excellences MM. le Président et les Membres du Conseil des Gouverneurs

Banque islamique de développement

Djeddah

Royaume d'Arabie saoudite

PORTÉE

Nous avons été mandatés par la Banque islamique de développement (« la Banque » ou « la BID ») pour fournir une assurance raisonnable quant à l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière arrêtée au 31 décembre 2020, sur la base des critères établis dans le document « Cadre de référence 2013 – Contrôle interne », (« le Cadre » ou « le Cadre du COSO ») élaboré par le Comité des organisations de tutelle de la Commission Treadway et est internationalement reconnu et l'un des plus largement acceptés et adoptés.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION

La Direction est responsable de la mise en œuvre et du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en œuvre et le maintien d'un contrôle interne pour l'établissement et la présentation fidèle d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de conventions comptables appropriées ; et la détermination d'estimations comptables raisonnables eu égard aux circonstances.

NOTRE INDÉPENDANCE ET CONTRÔLE DE QUALITÉ

Nous nous sommes conformés aux exigences d'indépendance et autres exigences éthiques du Code de déontologie à l'usage des comptables professionnels publié par le Conseil des normes internationales de déontologie comptable, qui repose sur les principes fondamentaux d'intégrité, d'objectivité, de compétence professionnelle et de diligence, de confidentialité et de comportement professionnel.

Le cabinet applique la Norme internationale de contrôle de qualité 1 et, en conséquence, maintient un système complet de contrôle de qualité, comprenant des politiques et des procédures documentées relatives au respect des exigences éthiques, des normes professionnelles et des exigences légales et réglementaires applicables.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES INDÉPENDANT

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière en nous fondant sur nos procédures.

Nous avons effectué notre mission conformément à la norme internationale sur les missions d'assurance (ISAE) 3000 [Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Financial Information (missions d'assurance autres que les missions d'audit ou d'examen limité d'informations financières historiques)] publiée par le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance. Cette norme exige que nos procédures soient planifiées et exécutées de manière à obtenir une assurance raisonnable que, à tous égards importants, un contrôle interne efficace de l'information financière a été maintenu.

Une mission d'assurance raisonnable comprend l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne de l'information financière, l'évaluation du risque qu'une faiblesse importante existe, ainsi que l'exécution de tests et l'évaluation de la conception et de l'efficacité du fonctionnement du contrôle interne, en fonction du risque évalué. Elle comprend également la mise en œuvre de tout autre procédure jugée nécessaire. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder raisonnablement notre opinion.



LIMITES INHÉRENTES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à l'établissement des états financiers à des fins de publication conformément aux principes comptables généralement admis. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité comprend les politiques et procédures qui (1) se rapportent à la tenue de registres suffisamment détaillés, reflétant avec précision et justesse les transactions et les cessions d'actifs de l'entité ; (2) fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont comptabilisées de manière à permettre l'établissement d'états financiers conformes aux principes comptables généralement admis, et que les recettes et les dépenses de l'entité ne sont effectuées que conformément aux autorisations de la Direction de l'entité ; et (3) fournissent une assurance raisonnable quant à la prévention ou à la détection en temps opportun de l'acquisition, de l'utilisation ou de la cession non autorisées des actifs de l'entité, qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peut prévenir ni déceler les inexactitudes. En outre, les projections de toute évaluation de l'efficacité sur des périodes futures sont exposées au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou d'une détérioration du niveau de conformité aux politiques ou procédures.

OPINION

À notre avis, la Banque a maintenu, à tous égards importants, des contrôles internes efficaces à l'égard de l'information financière arrêtée au 31 décembre 2020, selon les critères établis par le Cadre du COSO.

OBSERVATION

Nous attirons l'attention sur les points suivants qui ne sont pas des faiblesses importantes, mais des domaines à améliorer nécessitant l'attention de la Direction :

- Un cadre formel de planification de la relève est essentiel pour la continuité des opérations de la Banque.
- L'attribution de rôles et de responsabilités clairs en matière de gestion du risque de fraude, tant du point de vue de l'appropriation que du contrôle, est indispensable.
- Un mécanisme de divulgation des cadeaux reçus et/ou offerts par les employés doit être mis en place pour garantir le respect de la politique de la BID en la matière, afin de maintenir la transparence dans la conduite des activités et des opérations de passation de marchés.



Pour Ernst & Young

Ahmed I. Reda

Expert-comptable agréé
Agrément n° 356

6 juillet 2021
26 dhou el-kiada 1442

Djeddah



ANNEXE 2C

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT – RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL
ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Excellences, MM. le Président et les membres du Conseil des Gouverneurs,
Banque islamique de développement
Djeddah
Royaume d'Arabie saoudite

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

OPINION

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints des Ressources ordinaires en capital de la Banque islamique de développement (la « Banque ») qui comprennent le bilan au 31 décembre 2020, le compte de résultat, l'état des variations des fonds propres et les flux de trésorerie au titre de l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes jointes aux états financiers, notamment le résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers donnent à tous égards une image fidèle de la situation financière de la Banque au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2020, de ses résultats, de ses flux de trésorerie et des variations des fonds propres, conformément aux normes comptables de l'Organisation de Comptabilité et d'Audit pour les Institutions Financières Islamiques (OCAIFI).

A notre avis, la Banque s'est pliée durant la période sous revue aux règles et principes de la charia telles que définies par le Conseil de charia du Groupe.

FONDEMENT DE L'OPINION

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes comptables applicables aux institutions financières islamiques de l'OCAIFI et aux normes internationales d'audit (« ISA »). Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites en détail sous le titre « Responsabilités du Commissaire aux comptes » dans la section intitulée « Audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants vis-à-vis de la Banque, conformément aux Code de déontologie des comptables et auditeurs professionnels de l'OCAIFI (Code de l'OCAIFI), Code du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (Code du CNIDC), et aux exigences déontologiques pour l'audit des états financiers en vigueur localement. Nous avons rempli notre mission dans le respect de ces exigences et des codes de l'OCAIFI et du CNIDC. Nous estimons que les preuves recueillies suite à l'audit sont suffisantes et appropriées pour étayer notre opinion.

QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT

Les questions clés de l'audit sont celles qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans la vérification des états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2020. Elles ont été traitées de manière globale dans le cadre de notre audit des états financiers et dans l'expression de notre opinion. Nous n'exprimons pas une opinion séparée sur ces questions. Pour chaque question présentée ci-après, nous expliquons notre approche par rapport au contexte.

Nous nous sommes acquittés des responsabilités définies à la section de notre rapport intitulée « Responsabilités du Commissaire aux comptes dans l'audit des états financiers », et par rapport à ces questions. Par conséquent, notre audit a porté sur l'exécution des procédures définies pour l'évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris celles utilisées pour les questions ci-dessous, constituent le fondement de notre opinion sur les états financiers.



QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT	TRAITEMENTS DES QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT
PROVISION POUR PERTES DE CRÉDIT ANTICIPÉES SUR LES ACTIFS DE TRÉSORERIE ET LES ACTIFS DE PROJET Au 31 décembre 2020, les actifs de trésorerie bruts et les actifs de projet de la Banque s'élevaient à 7 493 millions DI et 15 900 millions DI respectivement, sur lesquels des provisions pour pertes de crédit anticipées (ECL) respectives de 16,4 millions DI et 380,6 millions DI ont été constituées. Nous avons estimé qu'il s'agissait là d'un point essentiel de l'audit, étant donné que la détermination de l'ECL repose en grande partie sur le jugement de la Direction et que cela a un impact considérable sur les états financiers de la Banque. En outre, la pandémie à coronavirus a exacerbé les incertitudes quant aux perspectives économiques en particulier, nécessitant un niveau de jugement plus élevé dans la détermination de l'ECL. Notre jugement a reposé essentiellement sur : 1. Le classement des expositions en catégories 1, 2 et 3 selon : (a) qu'elles présentent une augmentation importante du risque de crédit (SICR) depuis le départ ; et (b) qu'elles sont individuellement dépréciées ou en défaut. La Banque a utilisé d'autres formes de jugements pour répertorier les emprunteurs et estimer la probabilité d'expositions présentant une SICR. 2. Les hypothèses utilisées dans le modèle ECL pour déterminer la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (PCD) et l'exposition en cas de défaut (ECD), y compris, mais sans s'y limiter, l'évaluation de la situation financière de la contrepartie, les flux de trésorerie anticipés, la définition et l'intégration d'hypothèses prospectives, de facteurs macroéconomiques et de scénarios connexes, ainsi que des pondérations des probabilités. 3. La nécessité de procéder à des ajustements post-modèles en s'appuyant sur le jugement d'experts en matière de crédit pour refléter tous les facteurs de risque pertinents qui pourraient ne pas être pris en considération dans le modèle ECL.	● La Banque a adopté et appliqué les exigences et orientations de la norme FAS 30 « Dépréciation, perte de crédit et engagements onéreux » publiée par l'OCAIFI et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, pour évaluer les ECL sur les actifs de trésorerie et de projet. ● Nous avons cherché à mieux comprendre la manière dont la Direction évalue la dépréciation des actifs de trésorerie et de projet, notamment le modèle de notation interne de la Banque, la politique de provision pour dépréciation et la méthodologie de modélisation ECL, y compris les améliorations apportées à la lumière de la pandémie à coronavirus. ● Nous avons évalué la mise au point ainsi que l'application des principaux mécanismes de contrôle et testé leur efficacité opérationnelle (notamment les contrôles généraux et les contrôles des applications informatiques) sur : ○ les systèmes et applications informatiques sur lesquels repose le modèle ECL ; ○ le processus de modélisation, notamment la gouvernance dans le suivi du modèle et de sa <i>validation (le cas échéant)</i>, y compris l'approbation des principales hypothèses et des ajustements post-modèles, au besoin ; ○ le classement des emprunteurs à différents stades et la détection rapide de SICR, ainsi que la détermination des expositions en défaut/individuellement dépréciées ; et ○ l'intégrité des données introduites dans le modèle ECL. ● Pour un échantillon de contreparties, nous avons évalué : ○ les notations internes déterminées par la Direction sur la base du modèle de notation interne de la Banque, évalué ces notations par rapport aux conditions du marché externe et aux informations disponibles sur le secteur visé en tenant compte des incidences de la pandémie à coronavirus, ainsi que leur conformité à celles utilisées dans le modèle ECL ; ○ l'échelonnement selon la Direction ; et ○ les calculs de l'ECL par la Direction.

ANNEXE 2C

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT – RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

(suite)

QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT	TRAITEMENTS DES QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT
L'application de ces jugements, notamment à la lumière de la pandémie, a exacerbé les incertitudes par rapport aux estimations et au risque d'audit afférent dans le calcul des ECL au 31 décembre 2020. <i>Voir la note 3 du résumé des principales méthodes comptables pour la dépréciation des actifs de trésorerie et des actifs de projet, y compris la divulgation des jugements, estimations et hypothèses comptables essentiels relatifs aux pertes de valeur des actifs de trésorerie et de projet, ainsi que la méthode d'évaluation de la dépréciation utilisée par la Banque ; la note 14 sur la divulgation de la dépréciation des actifs de trésorerie et de projet ; et la note 31 pour les détails de l'analyse de la qualité du crédit et les hypothèses et facteurs clés pris en considération dans la détermination de l'ECL.</i>	● Nous avons testé l'adéquation des critères appliqués par la Banque pour déterminer la SICR et établir les expositions « en défaut » ou « individuellement dépréciées », ainsi que leur classement à différents stades. En outre, pour un échantillon d'expositions, nous avons évalué la pertinence du classement de la Banque en fonction de l'échelonnement, notamment pour les contreparties situées dans les pays membres vulnérables touchés par la pandémie à coronavirus. ● Nous avons évalué les facteurs qualitatifs pris en considération par la Banque pour comptabiliser les ajustements post-modèles, en cas de limitations des données ou du modèle. A chaque fois que ces ajustements ont été appliqués, nous les avons évalués, de même que le processus de gouvernance qui les entoure. ● Nous avons évalué le bien-fondé des hypothèses sous-jacentes utilisées par la Banque dans le modèle ECL, notamment celles dites prospectives, compte tenu de l'incertitude et de la volatilité des contextes économiques en raison de la pandémie à coronavirus. ● Nous avons testé l'exhaustivité et l'exactitude des données sous-tendant les calculs de l'ECL au 31 décembre 2020. ● A chaque fois que cela s'est avéré nécessaire, nous avons fait appel à nos experts pour nous aider à examiner les calculs du modèle, à évaluer les données interdépendantes et à déterminer la vraisemblance des hypothèses utilisées dans le modèle ECL, notamment en ce qui concerne les variables macroéconomiques, les scénarios macroéconomiques prévus et les pondérations de probabilité, ainsi que les hypothèses utilisées pour les ajustements postérieurs au modèle (le cas échéant). ● Nous avons évalué la pertinence des informations fournies dans les états financiers.



QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT	TRAITEMENTS DES QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT
ÉVALUATION DES INVESTISSEMENTS NON NÉGOCIÉS SUR UN MARCHÉ ACTIF Les investissements classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« FVOCI ») comprennent à la fois des instruments de dette et de capitaux propres. Ces instruments sont évalués à leur juste valeur, et les variations de juste valeur non réalisées correspondantes comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. La juste valeur de ces instruments financiers est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui impliquent souvent l'exercice du jugement de la Direction et l'utilisation d'hypothèses et d'estimations. Des incertitudes demeurent pour les instruments qui ne sont pas négociés sur un marché actif (c'est-à-dire non cotés) et pour lesquels les techniques de modélisation internes s'appuient sur : ● Des données d'évaluation observables significatives (investissements de niveau 2) ; et ● Des données d'évaluation non observables significatives (investissements de niveau 3). L'incertitude de l'estimation est particulièrement élevée pour les investissements de niveau 3. Les interruptions d'activité et les impacts économiques de la pandémie à coronavirus ont exacerbé le degré d'incertitude de l'estimation de la juste valeur des investissements non cotés. Le volume des investissements non cotés de la Banque au 31 décembre 2020 était de 92,8 millions DI. L'évaluation des investissements non cotés de la Banque dans les catégories de niveau 2 et 3 a donc été considérée comme une question clé de l'audit, étant donné le degré de complexité de l'évaluation de ces investissements et l'importance des jugements et des estimations faits par la Direction. Voir la note 3 des états financiers sur les principales méthodes comptables qui explique la méthode d'évaluation des investissements utilisée par la Banque, ainsi que les jugements et estimations fondamentaux.	Nous avons évalué la mise au point ainsi que l'application des principaux mécanismes de contrôle et testé leur efficacité opérationnelle sur : ● Les processus utilisés par la Direction pour effectuer l'évaluation des investissements classés comme FVOCI qui ne sont pas négociés sur un marché actif ; et ● L'intégrité des données du portefeuille d'investissement détenu. Nous avons évalué les techniques d'évaluation, les données et le bien-fondé des hypothèses utilisées par la Direction pour évaluer les placements FVOCI et FVIS. Nous avons testé l'évaluation d'un échantillon d'investissements FVOCI non négociés sur un marché actif. Dans le cadre de ces procédures de vérification, nous avons mesuré les principales données utilisées dans l'évaluation telles que les données d'entités comparables et les escomptes de liquidité, en les comparant à des données externes. Nous avons évalué la pertinence de l'information sur la hiérarchie des instruments financiers et examiné les informations relatives à l'OCAIFI.

ANNEXE 2C

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT – RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

(suite)

AUTRES INFORMATIONS FIGURANT DANS LE RAPPORT ANNUEL 2020 DE LA BANQUE

Les « Autres informations » s'entendent de celles incluses dans le Rapport annuel 2020 de la Banque, autres que les états financiers et le rapport du Commissaire aux comptes. La Direction est responsable des « Autres informations » contenues dans le Rapport annuel. Le Rapport annuel 2020 de la Banque doit être mis à notre disposition après la date de soumission du rapport du Commissaire aux comptes.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les « Autres informations » et nous ne donnons aucune garantie par rapport à celles-ci.

S'agissant de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de lire les « Autres informations » visées ci-dessus lorsqu'elles sont disponibles, et ce faisant, établir si elles sont substantiellement en contradiction avec les états financiers ou les informations que nous avons obtenues au moyen de l'audit, ou si elles constituent de fausses déclarations significatives.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers et l'engagement de la Banque à mener ses activités conformément aux règles et principes de la charia relèvent de la responsabilité du Conseil des Directeurs exécutifs de la Banque et de ses responsables chargés de la gouvernance.

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers, conformément aux normes comptables de l'OCAIFI et en accord avec les mécanismes de contrôle interne qu'elle juge nécessaires pour l'élaboration d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes résultant de fraude ou d'erreur.

Dans la préparation des états financiers, la Direction est responsable de l'évaluation de la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de la communication, selon le cas, des questions liées à son exploitation et de l'utilisation de la base de continuité d'exploitation en comptabilité, sauf si elle a l'intention de liquider la Banque, de cesser ses opérations, ou n'a pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Les responsables de la gouvernance sont tenus de superviser le processus de communication d'informations financières de la Banque.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DANS L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Notre objectif consiste à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont dans leur ensemble exempts d'anomalies significatives résultant de fraude ou d'erreur, et à émettre un rapport d'audit où figure notre opinion. L'assurance raisonnable est un haut niveau d'assurance, mais elle ne garantit pas que l'audit effectué conformément aux normes d'audit pour les institutions financières islamiques de l'OCAIFI et aux normes internationales d'audit saura toujours détecter une anomalie significative lorsque celle-ci existe. Des anomalies peuvent résulter de fraude ou d'erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans leur ensemble, elles peuvent raisonnablement avoir une incidence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des états financiers.

Dans le cadre d'une vérification conformément aux normes d'audit pour les institutions financières islamiques émises par l'OCAIFI et les normes internationales d'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons une attitude professionnelle pendant toute la durée de l'audit. Nous :

- Identifions et évaluons les risques que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci soient le résultat de fraude ou d'erreur, concevons et effectuons des procédures d'audit sensibles à de tels risques, et obtenons des éléments probants suffisants et adéquats pour étayer notre opinion; le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant de fraude est plus élevé que celui d'une anomalie due à une erreur, car la fraude peut impliquer un acte de connivence, de falsification, des omissions délibérées, de fausses déclarations, et le non-respect du contrôle interne.
- Obtenons une compréhension du contrôle interne relatif à l'audit pour mettre en place des procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;
- Évaluons la pertinence des politiques comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables, ainsi que les informations y afférentes présentées par la Direction ;



- Décidons de la pertinence de l'utilisation faite par la Direction de la base de continuité d'exploitation en comptabilité, à la lumière des éléments probants obtenus, de l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous arrivons à la conclusion qu'il existe une incertitude significative, nous sommes tenus, dans notre rapport, d'attirer l'attention sur les informations présentées à cet égard dans les états financiers ou, si de telles informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions se fondent sur les éléments probants obtenus à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions ultérieures peuvent induire la cessation d'exploitation de la Banque.
- Évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, notamment les informations présentées, et si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents d'une manière qui permet une présentation fidèle.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance concernant entre autres l'étendue prévue, le calendrier et les résultats importants de l'audit, y compris des lacunes significatives dans le système de contrôle interne que nous détectons au cours de notre audit.

Nous soumettons également aux responsables de la gouvernance une déclaration selon laquelle nous avons respecté les exigences déontologiques en ce qui concerne l'indépendance, et communiquons avec eux sur toutes les relations et autres questions qui peuvent raisonnablement être considérées comme susceptibles de compromettre notre indépendance, et le cas échéant, sur les garanties pertinentes.

A la lumière des questions abordées avec les responsables de la gouvernance, nous décidons de celles ayant été de la plus haute importance dans l'audit des états financiers au titre de l'exercice sous revue et qui constituent donc des questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si la loi ou les règles interdisent leur publication ou, dans de très rares circonstances, nous estimons qu'une question quelconque ne devrait pas être présentée dans notre rapport car le contraire aurait des conséquences néfastes susceptibles de l'emporter sur l'intérêt d'une telle publication.



Pour Ernst & Young

Ahmed I. Reda

Expert-comptable agréé

Agrément n° 356

6 juillet 2021

26 dhou el-kiada 1442

Djeddah



ANNEXE 2C

RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2020

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dinars islamiques)

	Notes	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Espèces et quasi-espèces	4	363 923	854 174
Placements mourabaha de marchandises	5	5 320 823	4 424 022
Placements en soukook	6	1 466 183	1 724 211
Financement mourabaha	7	325 892	343 698
Actifs de trésorerie		7 476 821	7 346 105
Actifs istisna		7 955 365	7 378 187
Moudaraba restreinte		732 834	849 606
Vente à tempérament		2 225 787	1 906 569
Actifs idjara		2 826 878	2 845 652
Prêts (qard)		1 779 003	1 781 830
Actifs de projets		15 519 867	14 761 844
Placements en actions	15	454 723	541 130
Investissements dans des entités associées	16	728 904	756 875
Autres investissements		55 394	55 161
Actifs de placements		1 239 021	1 353 166
Biens immobiliers, équipements et immobilisations incorporelles		53 754	53 464
Autres éléments d'actif	17	132 474	59 310
Actif total		24 421 937	23 573 889
Passifs			
Soukook émis	18	14 307 777	12 181 904
Passifs au titre de financement mourabaha de marchandises	19	308 962	1 613 652
Montants exigibles au titre de wikala	20	347 221	361 763
Autres éléments de passif	21	343 416	351 315
Passif total		15 307 376	14 508 634
Fonds propres			
Capital libéré		5 940 601	5 785 122
Réserves		3 057 744	3 139 738
Revenu net de l'exercice		116 216	140 395
Fonds propres, total		9 114 561	9 065 255
Passifs et fonds propres, total		24 421 937	23 573 889
Comptes d'investissement restreint	29	78 190	80 921

Les notes de 1 à 36 font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE 2C

RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL COMPTE DE RESULTAT EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dinars islamiques)



	Notes	Exercice clos au 31 décembre 2020	Exercice clos au 31 décembre 2019
Revenu/(perte) de :			
Placements mourabaha de marchandises		71 666	108 017
Placements en soukook		57 587	60 095
Financement mourabaha		10 752	13 037
Actifs de trésorerie		140 005	181 149
Actifs istisna		260 822	244 784
Moudaraba restreinte		25 160	32 444
Vente à tempérament		71 097	63 687
Actifs idjara, nets d'amortissement		68 346	83 762
Prêts (qard)		9 658	11 836
Actifs de projets		435 083	436 513
Placements en actions		8 148	18 078
Investissements dans des entités associées		(10 560)	(29 418)
Autres investissements		1 173	864
Actifs de placements		(1 239)	(10 476)
Pertes de change		(1 253)	(2 452)
Gains de swap		13 522	10 365
Autres		6 661	6 684
Autres revenus		18 930	14 597
Revenu total		592 779	621 783
Coûts de financement	18, 19, 20, 21	(277 702)	(296 195)
Charges liées à la perte de valeur	14	(29 769)	(28 739)
Revenu net avant déduction des charges d'exploitation		285 308	296 849
Dépenses administratives	2 5	(163 145)	(148 271)
Perte de valeur / amortissement des immobilisations, équipements et immobilisations incorporelles		(5 947)	(8 183)
Total charges d'exploitation		(169 092)	(156 454)
Revenu net de l'exercice		116 216	140 395

Les notes de 1 à 36 font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE 2C

RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL VARIATION DES FONDS PROPRES EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dinars islamiques)

	Notes	Capital libéré	Réserves				Total réserves	Revenu net	Fonds propres, total
			Réserve générale	Réserve de juste valeur	Prestations définies et assurance maladie	Autres réserves			
Solde au 1^{er} janvier 2019		5 595 416	2 878 346	255 381	(47 554)	(25 347)	3 060 826	83 903	8 740 145
Augmentation du capital libéré	23	189 706	-	-	-	-	-	-	189 706
Variations nettes de la juste valeur des investissements		-	-	70 281	-	-	70 281	-	70 281
Pertes actuarielles liées aux pensions de retraites	22	-	-	-	(60 642)	-	(60 642)	-	(60 642)
et à l'assurance maladie	21	-	-	-	-	(541)	(541)	-	(541)
Réserve de comptabilité de couverture	16	-	-	-	-	(1 497)	(1 497)	-	(1 497)
Revenu net de l'exercice		-	-	-	-	-	-	140 395	140 395
Transfert à la réserve générale	24	-	83 903	-	-	-	83 903	(83 903)	-
Allocation pour subventions	24	-	(12 592)	-	-	-	(12 592)	-	(12 592)
Solde au 31 décembre 2019		5 785 122	2 949 657	325 662	(108 196)	(27 385)	3 139 738	140 395	9 065 255
Ajustement pour pertes de crédit - FAS 30		-	(64 263)	-	-	-	(64 263)	-	(64 263)
Solde révisé au 1^{er} janvier 2020 après ajustement pour FAS 30		5 785 122	2 885 394	325 662	(108 196)	(27 385)	3 075 475	140 395	9 000 992
Augmentation du capital libéré	23	155 479	-	-	-	-	-	-	155 479
Variations nettes de la juste valeur des investissements		-	-	(46 658)	-	-	(46 658)	-	(46 658)
Pertes actuarielles liées aux pensions de retraites et à l'assurance maladie	22	-	-	-	(45 169)	-	(45 169)	-	(45 169)
Réserve de comptabilité de couverture	21	-	-	-	-	(3 026)	(3 026)	-	(3 026)
Part dans les mouvements de la provision pour investissement dans des entités associées	16	-	(20 443)	-	-	(31 974)	(52 417)	-	(52 417)
Revenu net de l'exercice		-	-	-	-	-	-	116 216	116 216
Transfert à la réserve générale	24	-	140 395	-	-	-	140 395	(140 395)	-
Allocation pour subventions	24	-	(10 856)	-	-	-	(10 856)	-	(10 856)
Solde au 31 décembre 2020		5 940 601	2 994 490	279 004	(153 365)	(62 385)	3 057 744	116 216	9 114 561

Les notes de 1 à 36 font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE 2C

RESSOURCES ORDINAIRES EN CAPITAL FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dinars islamiques)



	Notes	Exercice clos au 31 décembre 2020	Exercice clos au 31 décembre 2019
Flux de trésorerie des opérations			
Revenu net de l'exercice		116,216	140,395
Ajustement des éléments hors trésorerie :			
Dépréciation / amortissement		5,947	8,183
Perte des investissements dans des entités associées		10,560	29,418
Pertes de crédit des actifs financiers		29,769	28,739
Gains de juste valeur non matérialisés sur soukook		(5,154)	(5,694)
Amortissement d'autres revenus		(567)	(567)
Pertes de change		1,253	2,452
Pertes/ (Gains) sur vente de placements en actions		3,928	(902)
Revenu d'exploitation avant variations des actifs et passifs opérationnels		161,952	202,024
Variations des actifs et passifs opérationnels :			
Actifs istisna		(703,639)	(713,360)
Moudaraba restreinte		83,683	28,792
Vente à tempérament		(350,049)	(316,162)
Actifs idjara		(67,330)	(126,903)
Prêts (qard)		18,366	26,504
Autres éléments d'actif		(59,238)	11,680
Autres éléments de passif		(50,339)	(154,069)
Placements mourabaha de marchandises		(1,050,771)	(230,297)
Financement mourabaha		11,517	(38,793)
Liquidités nettes utilisées pour les activités d'exploitation		(2,005,848)	(1,310,584)
Flux de trésorerie des activités de placements			
Acquisition de placements en soukook		(164,289)	(227,568)
Gains sur cession/rachat de placements en soukook		368,305	171,388
Acquisition de prises de participation		-	(8,349)
Produits des sorties de placements en actions et d'autres investissements		34,734	3,821
Acquisition d'autres placements		(12,852)	(5,348)
Acquisition/augmentation de la part dans les entités associées		(48,618)	(66,744)
Dividendes provenant d'entités associées		577	1,328
Produits de remboursement de capital/cession d'investissement dans des entités associées	16	2,947	33,442
Entrées au titre des biens immobiliers, équipements et immobilisations incorporelles		(6,237)	(4,999)
Liquidités nettes générées par/ (utilisées pour) les activités d'investissement		174,567	(103,029)
Augmentation du capital libéré		155,479	189,706
Allocation pour subventions	24	(10,856)	(12,592)
Produit d'émission de soukook		3,991,039	3,372,412
Rachat de soukook		(1,491,011)	(2,899,552)
Passifs au titre de financement mourabaha de marchandises		(1,308,676)	833,095
Rachat des montants exigés au titre de wikala		(86)	(28,946)
Liquidités nettes provenant des activités de financement		1,335,889	1,454,123
Variation nette des espèces et quasi-espèces		(495,392)	40,510
Différence de change sur espèces et quasi-espèces		5,141	(1,861)
Espèces et quasi-espèces en début d'exercice		854,174	815,525
Espèces et quasi-espèces en fin d'exercice	4	363,923	854,174

Les notes de 1 à 36 font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE 3

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT – FONDS WAQF DES RESSOURCES DU COMPTE SPÉCIAL
(FONDS WAQF DE LA BID)
ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Excellences, MM. le Président et les membres du Conseil des Gouverneurs

Fonds waqf des ressources du compte spécial - Banque islamique de développement
Djeddah
Royaume d'Arabie saoudite

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Nous avons vérifié le bilan du Fonds waqf des ressources du compte spécial de la Banque islamique de développement au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2020, l'état des activités, l'état des variations des actifs nets et des flux de trésorerie au titre de l'exercice clos à cette date. Les états financiers et l'engagement du Fonds à mener ses activités conformément aux prescriptions de la charia, relèvent de la responsabilité de sa Direction. Notre responsabilité consiste à donner une opinion sur les états financiers à la lumière de notre audit.

L'audit a été effectué conformément aux normes édictées par l'Organisation de Compatibilité et d'Audit pour les Institutions Financières Islamiques (OCAIFI). Ces normes requièrent la planification et la réalisation de l'audit de sorte à obtenir une assurance raisonnable que les comptes ne contiennent pas d'inexactitude significative. Un audit comprend l'examen, sur la base des éléments justificatifs, des montants et des informations figurant dans les états financiers. Un audit comprend également une évaluation des méthodes comptables appliquées ainsi que des estimations faites par la Direction, outre une évaluation de la présentation générale des comptes annuels. Nous estimons que notre audit nous donne une base raisonnable pour former une opinion.

OPINION

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du Fonds au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2020, des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie, conformément aux règles et principes de la charia arrêtés par le Conseil de charia de la Banque islamique de développement, et aux normes comptables de l'OCAIFI.



Pour Ernst & Young

Ahmed I. Reda

Expert-comptable agréé
Agrément n° 356

30 mai 2021
18 chaoual 1442

Djeddah



ANNEX 3

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT – FONDS WAQF DES RESSOURCES DU COMPTE SPÉCIAL BILAN EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dollars des États-Unis).



	Notes	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Actif			
Actifs de trésorerie			
Espèces et quasi-espèces	5	105 951	62 631
Placements mourabaha de marchandises	6	240 521	237 526
Placements en soukuk	7	91 146	100 945
Mourabaha syndiquée	8	2 651	4 471
Actifs de placements			
Projets de vente à tempérament	9	5 276	5 261
Idjara syndiquée	10	2 983	2 890
Capitaux propres	11	27 119	31 259
Placements auprès de fonds	12	68 644	93 519
Entités	13	154 522	157 609
Prêts (qard)	14	178 331	180 585
Autres éléments d'actif		14 115	19 961
Immobilisations		24 321	25 889
Actif total		915 580	922 546
Passif			
Produits à recevoir et autres éléments de passif	15	96 317	57 463
Passif total		96 317	57 463
Actif net		819 263	865 083
Constitué de			
Montant principal du Fonds waqf		1 069 852	1 071 460
Assistance spéciale		(428 920)	(386 962)
Compte spécial des pays membres les moins avancés (PMMA)		178 331	180 585
Total des fonds		819 263	865 083

Les notes de 1 à 32 font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE 3

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DES RESSOURCES DU COMPTE SPÉCIAL BILAN DES ACTIVITES ET ETATS DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020

(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dollars des États-Unis)

	Notes	2020				2019
		Montant principal du Fonds waqf	Assistance spéciale	Compte spécial des PMMA	Total	Total
Etat des activités						
Revenu/(perte) de :						
Actifs de trésorerie						
Placements mourabaha de marchandises					4 716	3 158
Placements en soukook	7				4 365	5 584
Actifs de placements						
Idjara syndiquée					24	906
Placements auprès de fonds					1 291	1 048
Entités	13				1 509	9 546
Autres					2 805	4 295
					14 710	24 537
Gains de change					2 531	437
Revenu avant déduction des charges liées à la perte de valeur					17 241	24 974
Charges liées à la perte de valeur	17				(9 370)	(6 456)
Revenu net		-	-	-	7 871	18 518
Allocation du revenu net		1 574	6 297	-	-	-
Dons pour l'assistance spéciale		-	-	-	-	7 066
Subvention d'assistance technique relative à la finance islamique à partir des ROC de la BID		-	2 174	-	2 174	362
Revenu non conforme à la charia transférée des ROC-BID		85	341	-	426	435
Contributions à partir des ROC-BID aux subventions d'assistance technique et au programme de bourses d'études	18	-	14 894	-	14 894	17 466
Revenu avant déduction des frais relatifs aux subventions et programmes		1 659	23 706	-	25 365	43 847
Subventions pour des causes	19	-	(28 055)	-	(28 055)	(28 465)
Charges relatives aux programmes	19	-	(20 706)	-	(20 706)	(25 653)
Déficit net de l'exercice		1 659	(25 055)	-	(23 396)	(10 271)
Etat des variations des actifs nets						
Actifs nets au 1er janvier		1 071 460	(386 962)	180 585	865 083	938 857
Excédent/(déficit) net de l'exercice		1 659	(25 055)	-	(23 396)	(10 271)
Passif au titre du régime de retraite	16	-	(6 088)	-	(6 088)	(7 947)
Juste valeur et autres réserves		(3 267)	(13 069)	-	(16 336)	471
Réallocation à partir du compte spécial des PMMA au Fonds pour les programmes d'assistance spéciale		-	2 254	(2 254)	-	-
Contribution au Fonds fiduciaire STI	20	-	-	-	-	(50 000)
Conversion de devises		-	-	-	-	(6 027)
Actifs nets au 31 décembre 2020		1 069 852	(428 920)	178 331	819 263	865 083

Les notes de 1 à 32 font partie intégrante des états financiers.

ANNEXE 3

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT - FONDS WAQF DES RESSOURCES DU COMPTE SPÉCIAL BILAN DES ACTIVITES ET ETATS DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2020



(Sauf indication contraire, tous les montants sont en milliers de dollars des États-Unis).

	Note	2020	2019
Flux de trésorerie des opérations			
Déficit net de l'exercice		(23 396)	(10 271)
Ajustements pour rapprochement du déficit net et des liquidités nettes utilisées pour les activités d'exploitation			
Dépréciation		1 569	1 732
Provision pour perte de valeur	17	9 370	6 456
Part nette gains/(perte) dans les entités associées		2 345	(5 983)
Gain sur cession de placements auprès d'entités associées		(338)	(134)
Variations du déficit au titre du régime de retraite	16	(6 088)	(7 947)
Devises		2 827	(6 419)
Variations des actifs et passifs opérationnels			
Mourabaha syndiquée		1 820	18
Projets de vente à tempérament		(15)	(906)
Idjara syndiquée		(93)	15 726
Prêts (qard)		2 254	11 414
Autres éléments d'actif		5 847	(8 234)
Produits à recevoir et autres éléments de passif		38 854	(3 905)
Liquidités nettes (utilisées)/ provenant des opérations		34 956	(8 453)
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Variations nettes des placements en marchandises		(2 995)	(61 720)
Entrées au titres des placements en soukook	7	-	(12 000)
Rachat de placements en soukook	7	9 337	20 853
Entrées sur des prises de participation	11	(1 285)	-
Entrées sur investissements dans des fonds	12	(36)	(11 405)
Cession d'investissements dans des fonds	12	2 263	8 567
Dividendes provenant d'entités associées	13	1 080	1 478
Liquidités nettes provenant/ (utilisées pour) des activités d'investissement		8 364	(54 227)
Flux de trésorerie des activités de financement			
Contribution au Fonds fiduciaire STI	20	-	(50 000)
Liquidités utilisées pour des activités de financement		-	(50 000)
Variation nette des espèces et quasi-espèces		43 320	(112 680)
Espèces et quasi-espèces au 1er janvier		62 631	175 311
Espèces et quasi-espèces au 31 décembre	5	105 951	62 631

ANNEXE 4

CONSEIL DES DIRECTEURS EXÉCUTIFS ET REPRÉSENTATION
1 JANVIER 2020 - 31 DÉCEMBRE 2020

Nom	Nationalité	Pays représenté(s)
M. Abdul Ghani Ahmad Mohamed Al-Ftissi	Libye	Libye
M. Bulent Aksu	Turquie	Turquie
M. Abbas Memar Nejad	Iran	Iran
M. Abdulghaffar Al Awadhi	Koweït	Koweït
S.E Dr. Hamad Sulaiman Al Bazai	Arabie Saoudite	Arabie Saoudite
Mme. Nada Massoud	Égypte	Égypte
M. Khalaf Sultan Al Dhaheri	Émirats arabes unis	Émirats arabes unis
M. Bader Ahmad Al-Emadi	Qatar	Qatar
M. Mohammed Gambo Shuaibu	Nigeria	Nigeria
M. Fredrick Twesiime	Ouganda	Ouganda, Tchad, Gabon, Djibouti, Comores, Mozambique, Somalie
M. Abdoulie Jallow	Gambie	Sénégal, Burkina-Faso, Niger, Mali, Gambie, Togo
M. Péma Guilavogui	Guinée	Bénin, Guinée, Guinée-Bissau, Sierra Leone, Cameroun, Côte D'Ivoire
Mme. Faouzia Zaaboul	Maroc	Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie
Mme. Zeina Toukan	Jordanie	Jordanie, Syrie, Iraq, Palestine, Liban
M. Sami Mohamed Hameed	Bahreïn	Yémen, Soudan, Oman, Bahreïn
Mme. Fatima Yasmin	Bangladesh	Afghanistan, Pakistan, Bangladesh, Maldives
M. Ahmad Jefri Abd Rahman	Brunei Darussalam	Indonésie, Malaisie, Brunei, Suriname, Guyana
M. Bakhodir Alikhanov	Ouzbékistan	Azerbaïdjan, Albanie, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan, Kazakhstan, République kirghize

ANNEXE 5A

SOUSCRIPTION AU CAPITAL-ACTIONS DE LA BID (ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020)



N°	Pays	Etat consolidé des souscriptions au capital-actions							
		Nombre d'actions (Unités)	Montant en millions DI				Ventilation de la part du capital appelée		
			Libérées	Exigibles	Total	% du total	Libérées	Arriérés	Non-échues
1	Arabie saoudite	1 189 680	2 135,9	9 761,0	11 896,8	23,50%	1 459,2	0,0	676,6
2	Libye	477 166	856,7	3 915,0	4 771,7	9,43%	462,6	122,7	271,4
3	Iran	417 463	749,5	3 425,2	4 174,6	8,25%	504,1	7,9	237,4
4	Émirats arabes unis	379 949	682,1	3 117,4	3 799,5	7,51%	464,8	0,0	217,3
5	Nigeria	387 452	695,6	3 178,9	3 874,5	7,66%	253,8	59,3	382,4
6	Qatar	363 236	653,0	2 979,3	3 632,4	7,18%	436,7	0,0	216,4
7	Égypte	357 965	641,9	2 937,7	3 579,7	7,07%	420,0	0,0	221,9
8	Koweït	350 000	880,9	2 619,1	3 500,0	6,92%	614,1	0,0	266,8
9	Turquie	326 384	585,3	2 678,6	3 263,8	6,45%	376,2	6,7	202,4
10	Algérie	128 559	230,5	1 055,1	1 285,6	2,54%	152,9	0,0	77,7
11	Pakistan	128 559	230,5	1 055,1	1 285,6	2,54%	147,8	3,1	79,7
12	Indonésie	113 795	204,2	933,8	1 138,0	2,25%	144,3	0,0	59,9
13	Malaisie	82 308	147,6	675,5	823,1	1,63%	96,6	0,0	51,0
14	Bangladesh	50 996	91,4	418,5	510,0	1,01%	59,8	0,0	31,6
15	Maroc	25 669	46,0	210,7	256,7	0,51%	30,1	0,0	15,9
16	Yémen	25 862	46,2	212,4	258,6	0,51%	24,8	5,4	16,0
17	Soudan	23 295	41,8	191,1	233,0	0,46%	13,9	14,7	13,2
18	Jordanie	21 976	39,5	180,3	219,8	0,43%	27,0	0,0	12,5
19	Oman	14 255	25,6	117,0	142,6	0,28%	16,7	0,0	8,8
20	Sénégal	14 781	26,5	121,3	147,8	0,29%	9,4	8,8	8,4
21	Irak	13 505	24,2	110,8	135,1	0,27%	15,8	0,0	8,4
22	Brunei	12 836	23,0	105,3	128,4	0,25%	15,3	0,0	7,7
23	Cameroun	12 836	23,0	105,3	128,4	0,25%	12,0	3,0	8,0
24	Burkina-Faso	9 017	23,0	67,2	90,2	0,18%	15,1	0,0	7,9
25	Niger	9 017	23,0	67,2	90,2	0,18%	7,3	7,8	8,0
26	Ouganda	6 895	12,4	56,5	69,0	0,14%	12,1	0,3	(0,0)
27	Bahreïn	7 245	13,0	59,5	72,5	0,14%	8,5	0,0	4,5
28	Kazakhstan	5 400	9,8	44,2	54,0	0,11%	6,4	0,0	3,4
29	Azerbaïdjan	5 092	9,1	41,8	50,9	0,10%	6,1	0,0	3,1
30	Mali	5 092	9,1	41,8	50,9	0,10%	6,0	0,0	3,1
31	Gabon	5 458	27,4	27,2	54,6	0,11%	15,4	2,5	9,5
32	Guinée	4 585	23,0	22,8	45,9	0,09%	13,2	1,8	8,0
33	Liban	3 577	9,1	26,6	35,8	0,07%	6,0	0,0	3,2
34	Mauritanie	3 577	9,1	26,6	35,8	0,07%	5,6	0,4	3,2
35	Tunisie	7 158	18,3	53,3	71,6	0,14%	12,2	0,0	6,1
36	République kirghize	2 584	4,6	21,2	25,8	0,05%	2,9	0,1	1,6
37	Mozambique	2 584	4,6	21,2	25,8	0,05%	2,9	0,2	1,6
38	Maldives	2 584	4,6	21,2	25,8	0,05%	3,0	0,0	1,6
39	Gambie	2 584	4,6	21,2	25,8	0,05%	2,6	0,4	1,6
40	Tadjikistan	1 816	4,6	13,5	18,2	0,04%	3,0	0,0	1,6
41	Bénin	5 823	10,5	47,8	58,2	0,12%	7,0	0,2	3,3
42	Togo	1 816	4,6	13,5	18,2	0,04%	2,6	0,4	1,6
43	Sierra Leone	1 816	4,6	13,5	18,2	0,04%	2,6	0,5	1,6
44	Palestine	1 955	9,9	9,7	19,6	0,04%	5,7	4,1	0,0
45	Syrie	1 849	9,3	9,2	18,5	0,04%	5,0	1,1	3,2
46	Ouzbékistan	1 344	3,7	9,7	13,4	0,03%	2,9	0,0	0,8
47	Côte-d'Ivoire	1 302	3,6	9,5	13,0	0,03%	3,6	0,0	0,0
48	Comores	1 302	3,6	9,5	13,0	0,03%	0,6	2,2	0,8
49	Tchad	977	4,9	4,9	9,8	0,02%	4,7	0,3	0,0
50	Afghanistan	993	5,0	4,9	9,9	0,02%	5,0	0,0	0,0
51	Suriname	923	4,6	4,6	9,2	0,02%	2,8	0,2	1,6
52	Albanie	923	4,6	4,6	9,2	0,02%	2,8	0,2	1,6
53	Somalie	496	2,5	2,5	5,0	0,01%	2,5	0,0	0,0
54	Turkménistan	496	2,5	2,5	5,0	0,01%	2,5	0,0	0,0
55	Guinée-Bissau	496	2,5	2,5	5,0	0,01%	2,2	0,3	0,0
56	Djibouti	496	2,5	2,5	5,0	0,01%	1,6	0,9	0,0
57	Guyana	250	2,5	0,0	2,5	0,005%	0,6	0,0	1,9
	Déficit, net	*	*	*	*	0,00%	(0,010)	0,000	0,009
	Total partiel	5 026 049	9 371,9	40 888,6	50 260,5	99,30%	5 940,6	255,6	3 175,7
	Offertes pour souscription	35 357	0,0	353,6	353,6	0,70%	*	*	*
	Total général	5 061 406	9 371,9	41 242,2	50 614,1	100,00%	5 940,6	255,6	3 175,7

NOTE : Le total peut présenter un certain décalage vu que les chiffres sont arrondis.

ANNEXE 5B

DROITS DE VOTE (ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020)

N°	Pays	Droits de vote	
		Nombre de votes	% des droits de vote
1	Arabie saoudite	1 122 516	23,83%
2	Libye	438 258	9,30%
3	Iran	393 428	8,35%
4	Émirats arabes unis	358 715	7,61%
5	Nigeria	343 778	7,30%
6	Qatar	342 100	7,26%
7	Égypte	336 272	7,14%
8	Koweït	323 818	6,87%
9	Turquie	305 974	6,49%
10	Algérie	121 291	2,57%
11	Pakistan	120 781	2,56%
12	Indonésie	108 307	2,30%
13	Malaisie	77 705	1,65%
14	Bangladesh	48 333	1,03%
15	Maroc	24 578	0,52%
16	Yémen	24 219	0,51%
17	Soudan	20 999	0,45%
18	Jordanie	21 227	0,45%
19	Oman	13 872	0,29%
20	Sénégal	13 564	0,29%
21	Irak	13 168	0,28%
22	Brunei	12 567	0,27%
23	Cameroun	12 237	0,26%
24	Burkina-Faso	8 722	0,19%
25	Niger	7 942	0,17%
26	Ouganda	7 362	0,16%
27	Bahreïn	7 296	0,15%
28	Kazakhstan	5 565	0,12%
29	Azerbaïdjan	5 287	0,11%
30	Mali	5 277	0,11%
31	Gabon	4 763	0,10%
32	Guinée	4 105	0,09%
33	Liban	3 761	0,08%
34	Mauritanie	3 719	0,08%
35	Tunisie	7 047	0,15%
36	République kirghize	2 914	0,06%
37	Mozambique	2 908	0,06%
38	Maldives	2 924	0,06%
39	Gambie	2 882	0,06%
40	Tadjikistan	2 155	0,05%
41	Bénin	5 973	0,13%
42	Togo	2 117	0,04%
43	Sierra Leone	2 108	0,04%
44	Palestine	2 042	0,04%
45	Syrie	1 921	0,04%
46	Ouzbékistan	1 763	0,04%
47	Côte-d'Ivoire	1 802	0,04%
48	Comores	1 501	0,03%
49	Tchad	1 452	0,03%
50	Afghanistan	1 493	0,03%
51	Suriname	1 242	0,03%
52	Albanie	1 241	0,03%
53	Somalie	996	0,02%
54	Turkménistan	996	0,02%
55	Guinée-Bissau	967	0,02%
56	Djibouti	909	0,02%
57	Guyana	562	0,01%
	Déficit, net	*	*
	Total partiel	4 711 421	100,00%
	Offertes pour souscription	*	*
	Total général	4 711 421	100,00%

NOTE : Total may not add up due to rounding.



ANNEXES 6A-9B

Annexe 6a : Annexe 6a : Répartition par secteur des approbations nettes des ROC selon les pays (2020) (millions USD)	112
Annexe 6B : Répartition par secteur des approbations nettes des ROC selon les pays (1395H-2020) (millions USD)	113
Annexe 7A : Approbations nettes du Groupe de la BID par pays et entité (millions DI)	114
Annexe 7B : Approbations nettes du Groupe de la BID par pays et entité (millions USD)	115
Annexe 8 : Opérations cumulées du Groupe de la BID selon le mode de financement le plus utilisé (millions USD)	116
Annexe 9A : Approbations par entité et mode de financement (millions DI)	117
Annexe 9B : Approbations par entité et mode de financement (millions USD)	118

ANNEXE 6A

RÉPARTITION PAR SECTEUR DES APPROBATIONS NETTES DES ROC SELON LES PAYS (2020)¹

(millions USD)

Pays	Agriculture	Éducation	Énergie	Santé	Industrie & Mines	Technologie de l'information et de la communication	Transport	Eau, Assainissement et Services urbains	Autres ²	Total
Afghanistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Albanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Azerbaïdjan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bahreïn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bangladesh	0,0	0,0	0,0	20,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0
Bénin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burkina-Faso	0,0	0,0	0,0	18,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,2
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	148,3	0,0	0,0	148,3
Comores	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Côte-d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Djibouti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Égypte	0,0	0,0	220,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	220,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gambie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,0
Guyana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	0,0	0,0	0,0	261,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	261,7
Iran	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Irak	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Jordanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,0	10,0
Kazakhstan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Koweït	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République kirghize	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0	0,0	0,0	20,0
Liban	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Malaisie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maldives	0,0	0,0	0,0	20,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	20,6
Mali	0,0	0,0	0,0	19,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,5
Mauritanie	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,0
Maroc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mozambique	0,0	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28,0
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Oman	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pakistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Palestine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Qatar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arabie saoudite	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,8	0,0	1,6	19,5
Sierra Leone	0,0	0,0	0,0	10,0	0,0	0,0	10,0	40,0	0,0	60,0
Somalie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Soudan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République du Suriname	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Syrie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tadjikistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Togo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tunisie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,7	100,7
Turkménistan	0,0	0,0	60,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	60,0
Émirats arabes unis	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ouganda	0,0	35,0	0,0	0,0	0,0	0,0	210,0	0,0	0,0	245,0
Ouzbékistan	200,0	0,0	0,0	80,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	280,0
Yémen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BID-57	212,0	35,0	280,0	469,3	0,0	0,0	406,7	40,0	112,4	1 555,5

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2020 (5 djoumada I 1441)

² Autres incluent la finance, l'administration publique, l'immobilier et les activités liées au commerce.

SOURCE: Département de Recherche économique et des Statistiques

ANNEXE 6B

RÉPARTITION PAR SECTEUR DES APPROBATIONS NETTES DES ROC SELON LES PAYS (1395H-2020G)¹

(millions USD)



Pays	Agriculture	Éducation	Énergie	Santé	Industrie & Mines	Technologie de l'information et de la communication	Transport	Eau, Assainissement et Services urbains	Autres ²	Total
Afghanistan	10,0	0,0	16,5	0,0	0,0	0,0	114,2	0,0	0,0	140,7
Albanie	37,9	0,0	0,0	17,3	0,0	0,0	476,1	26,9	22,1	580,3
Algérie	50,5	0,0	146,5	0,0	71,1	0,0	31,4	112,9	5,4	417,7
Azerbaïdjan	112,7	0,0	497,0	19,3	0,0	0,0	45,5	264,9	10,8	950,2
Bahreïn	0,0	0,0	535,5	0,0	24,7	0,0	144,7	460,7	97,8	1 263,3
Bangladesh	152,9	91,9	827,2	166,3	152,5	104,0	107,9	124,4	5,2	1 732,2
Bénin	48,3	65,3	153,4	101,9	0,0	26,5	306,8	22,1	5,0	729,1
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,2	6,2
Burkina-Faso	247,4	67,9	147,4	44,1	27,7	0,0	391,3	67,6	1,7	995,1
Cameroun	300,1	46,1	52,2	112,0	0,0	0,0	480,6	54,4	7,5	1 052,9
Tchad	122,6	51,4	47,9	23,9	3,8	0,0	528,6	50,8	6,4	835,4
Comores	1,0	0,0	0,0	0,0	1,8	0,0	7,6	0,0	0,0	10,4
Côte-d'Ivoire	90,7	253,3	0,0	46,2	0,0	0,0	544,5	465,7	0,0	1 400,4
Djibouti	7,3	17,1	19,3	105,1	0,0	55,3	69,9	0,0	0,7	274,7
Égypte	48,8	25,0	1 832,0	53,8	87,0	0,0	25,6	50,7	79,5	2 202,3
Gabon	0,0	18,2	0,0	4,5	0,0	60,0	342,4	57,8	0,0	483,0
Gambie	67,1	27,5	58,6	11,5	28,0	27,3	55,4	9,9	1,9	287,3
Guinée	138,1	40,1	210,5	97,9	8,4	0,0	300,8	92,9	8,7	897,4
Guinée-Bissau	0,3	0,0	0,0	12,0	0,4	0,0	1,5	0,0	0,0	14,2
Guyana	0,0	0,0	34,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	34,6
Indonésie	919,3	1 039,2	374,6	404,8	40,7	11,3	447,1	100,0	204,4	3 541,3
Iran	558,0	54,9	604,1	166,7	319,4	0,0	74,3	1 227,2	10,0	3 014,5
Irak	0,0	0,0	0,0	20,5	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	26,0
Jordanie	5,4	66,2	258,7	195,1	182,5	23,8	164,0	7,8	20,5	923,9
Kazakhstan	143,0	0,0	0,0	11,5	0,0	9,0	315,6	9,5	140,0	628,5
Koweït	0,0	0,0	4,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,3	58,5
République kirghize	36,3	0,0	95,2	4,9	8,0	0,0	131,5	15,0	0,0	290,8
Liban	0,0	241,5	30,0	168,3	0,0	12,5	269,1	579,3	0,0	1 300,6
Libye	22,3	0,0	101,9	0,0	112,5	22,0	58,3	0,0	0,0	317,0
Malaisie	6,2	196,9	0,0	79,5	2,0	0,0	175,4	0,0	45,0	505,0
Maldives	0,0	0,0	0,0	39,2	0,0	0,0	65,6	17,1	13,7	135,4
Mali	295,9	17,4	323,0	32,9	38,7	0,0	193,5	114,3	0,0	1 015,8
Mauritanie	119,3	45,6	202,5	21,9	99,2	0,0	165,5	134,3	3,8	792,0
Maroc	235,1	5,1	1 011,2	111,3	31,9	16,0	825,4	430,0	6,2	2 672,2
Mozambique	37,6	25,6	309,2	39,4	0,0	0,0	30,7	0,0	0,0	442,4
Niger	131,2	76,3	146,9	47,6	7,8	8,0	147,3	19,4	6,3	590,9
Nigeria	98,2	96,3	1,1	162,6	0,0	50,0	80,0	146,0	7,8	642,0
Oman	357,8	134,0	252,8	10,5	142,4	0,0	546,9	590,1	0,0	2 034,7
Pakistan	32,0	88,5	1 115,6	385,0	177,3	0,0	482,5	4,9	100,7	2 386,7
Palestine	0,0	29,5	11,4	31,8	1,2	0,0	5,0	0,0	0,5	79,4
Qatar	0,0	0,0	0,0	49,1	29,3	0,0	0,0	225,0	0,0	303,4
Arabie saoudite	0,0	0,0	233,5	6,0	770,0	0,0	100,0	42,5	156,8	1 308,8
Sénégal	324,5	66,2	381,8	67,4	21,0	0,0	900,4	515,4	24,7	2 301,4
Sierra Leone	95,9	11,2	10,4	40,5	9,1	24,5	29,6	54,1	0,0	275,4
Somalie	0,0	2,0	0,5	0,0	0,0	0,0	7,5	3,0	5,2	18,2
Soudan	383,8	67,0	152,0	57,2	82,7	0,0	60,1	103,2	41,6	947,5
République du Suriname	0,0	41,1	41,3	43,5	0,0	0,0	26,0	0,0	0,0	151,9
Syrie	26,7	0,0	280,7	25,0	15,0	0,0	0,0	52,2	9,1	408,8
Tadjikistan	50,5	62,0	122,5	33,0	0,0	0,0	91,1	11,3	1,0	371,2
Togo	19,4	42,5	26,0	17,0	0,0	0,0	135,4	43,9	0,0	284,3
Tunisie	183,3	84,9	1 251,6	63,7	176,2	0,0	9,0	226,5	27,9	2 023,1
Turquie	17,5	219,8	751,0	498,5	152,1	0,0	1 178,7	67,0	952,7	3 837,3
Turkménistan	0,0	5,3	410,0	25,6	0,0	288,1	414,2	0,0	0,0	1 143,1
Émirats arabes unis	0,0	0,0	110,0	53,2	105,2	0,9	60,0	0,0	9,9	339,1
Ouganda	116,1	80,7	235,1	28,1	6,6	0,0	448,0	5,6	12,1	932,3
Ouzbékistan	645,6	77,0	203,1	399,6	20,0	0,0	348,0	92,9	45,0	1 831,2
Yémen	105,2	56,4	53,2	10,2	0,7	0,0	46,7	29,9	18,5	320,7
BID-57	6 402,0	3 636,8	13 683,1	4 166,7	2 962,4	739,4	12 007,0	6 728,9	2 176,5	52 502,6

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2020 (5 djoumada I 1441)

² Autres incluent la finance, l'administration publique, l'immobilier et les activités liées au commerce.

SOURCE: Département de Recherche économique et des Statistiques

ANNEXE 7A

APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID PAR PAYS ET ENTITÉ¹

(millions DI)

Pays	Approbations nettes par entité en 2020					Part dans les approbations nettes depuis la création (%)
	ROC-BID	SID	SIFC	Autres ²	Total	
Afghanistan	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,1
Albanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	2,1
Azerbaïdjan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Bahrein	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	1,1
Bangladesh	14,4	6,9	592,3	11,9	625,5	14,4
Bénin	0,0	0,0	36,0	0,0	36,0	0,6
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burkina-Faso	12,6	0,0	68,6	10,3	91,6	2,0
Cameroun	0,0	0,0	161,7	0,0	161,7	1,4
Tchad	107,5	0,0	0,0	0,1	107,7	0,6
Comores	0,0	0,0	72,3	0,5	72,8	0,3
Côte-d'Ivoire	0,0	0,0	6,2	0,0	6,2	1,2
Djibouti	0,0	0,0	97,2	2,5	99,7	0,9
Égypte	155,9	0,0	574,5	0,1	730,5	8,7
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Gambie	0,0	0,0	31,2	0,2	31,4	0,6
Guinée	0,0	0,0	0,0	11,4	11,4	0,7
Guinée-Bissau	8,6	0,0	0,0	2,1	10,7	0,0
Guyana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	184,7	13,9	55,5	0,5	254,7	3,8
Iran	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Irak	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Jordanie	7,1	0,0	0,0	0,4	7,5	1,9
Kazakhstan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1
Koweït	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
République kirghize	14,6	0,0	0,0	0,0	14,6	0,3
Liban	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
Malaisie	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,6
Maldives	28,0	6,9	90,3	0,0	125,2	0,9
Mali	14,2	0,0	57,9	2,4	74,4	1,2
Mauritanie	8,4	0,0	55,5	0,0	64,0	1,1
Maroc	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	4,5
Mozambique	20,3	0,0	0,0	0,0	20,3	0,4
Niger	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,6
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	1,0
Oman	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	1,4
Pakistan	0,0	5,6	506,8	0,0	512,4	9,0
Palestine	0,0	0,0	0,0	53,0	53,0	0,3
Qatar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Arabie saoudite	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	3,5
Sénégal	14,2	9,4	151,4	12,1	187,1	2,5
Sierra Leone	43,6	0,0	0,0	0,0	43,6	0,2
Somalie	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,1
Soudan	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	1,1
République du Suriname	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Syrie	0,0	0,0	0,0	0,6	0,6	0,4
Tadjikistan	0,0	0,0	8,3	0,0	8,3	0,4
Togo	0,0	0,0	32,9	0,0	32,9	0,4
Tunisie	0,0	0,0	393,5	0,4	393,9	3,4
Turquie	74,1	13,9	159,7	0,1	247,8	8,3
Turkménistan	43,1	0,0	0,0	0,0	43,1	0,8
Émirats arabes unis	0,0	0,0	0,0	1,9	1,9	0,8
Ouganda	179,0	0,0	0,0	7,7	186,7	0,7
Ouzbékistan	194,4	17,4	54,2	0,5	266,4	1,5
Yémen	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,7
Pays non-membres	0,0	0,0	3,5	6,2	9,6	0,6
Projets régionaux	17,4	138,9	69,4	8,6	234,2	3,3
Approbations nettes	1 142,0	212,9	3 279,0	136,7	4 770,5	100

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2020 (16 djoumada I 1442)

² Composés du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), du Système de financement des exportations (EFS), du Portefeuille des banques islamiques (IBP), des Fonds SID, du FSID, du Programme des opérations de financement des importations (ITFO), des Opérations d'assistance spéciale (SAO), des Fonds fiduciaires et du Fonds waqf.

SOURCE: Département de Recherche économique et des Statistiques

ANNEXE 7B

APPROBATIONS NETTES DU GROUPE DE LA BID PAR PAYS ET ENTITÉ¹

(millions USD)



Pays	Approbations nettes par entité en 2020					Part dans les approbations nettes depuis la création (%)
	ROC-BID	SID	SIFC	Autres ²	Total	
Afghanistan	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,1
Albanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	1,9
Azerbaïdjan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8
Bahrein	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	1,1
Bangladesh	20,0	10,0	853,0	16,3	899,3	14,7
Bénin	0,0	0,0	51,8	0,0	51,8	0,6
Brunei	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burkina-Faso	18,2	0,0	98,9	14,5	131,5	2,0
Cameroun	0,0	0,0	232,8	0,0	232,8	1,4
Tchad	148,3	0,0	0,0	0,2	148,5	0,6
Comores	0,0	0,0	104,1	0,7	104,9	0,3
Côte-d'Ivoire	0,0	0,0	8,9	0,0	8,9	1,2
Djibouti	0,0	0,0	140,0	3,5	143,5	0,9
Égypte	220,0	0,0	827,5	0,1	1 047,6	8,7
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Gambie	0,0	0,0	45,0	0,3	45,3	0,6
Guinée	0,0	0,0	0,0	16,3	16,3	0,7
Guinée-Bissau	12,0	0,0	0,0	3,0	15,0	0,0
Guyana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	261,7	20,0	80,0	0,7	362,4	3,8
Iran	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1
Irak	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Jordanie	10,0	0,0	0,0	0,6	10,6	1,8
Kazakhstan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1
Koweït	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
République kirghize	20,0	0,0	0,0	0,0	20,0	0,3
Liban	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
Malaisie	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,6
Maldives	20,6	10,0	130,0	0,0	160,6	0,9
Mali	19,5	0,0	83,3	3,3	106,1	1,2
Mauritanie	12,0	0,0	80,0	0,0	92,0	1,2
Maroc	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	4,6
Mozambique	28,0	0,0	0,0	0,0	28,0	0,4
Niger	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,6
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0
Oman	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	1,3
Pakistan	0,0	8,0	730,0	0,0	738,0	8,8
Palestine	0,0	0,0	0,0	73,9	73,9	0,3
Qatar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Arabie saoudite	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	3,6
Sénégal	19,5	13,6	218,0	16,7	267,8	2,5
Sierra Leone	60,0	0,0	0,0	0,0	60,0	0,3
Somalie	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,1
Soudan	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	1,1
République du Suriname	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Syrie	0,0	0,0	0,0	0,9	0,9	0,4
Tadjikistan	0,0	0,0	12,0	0,0	12,0	0,4
Togo	0,0	0,0	47,4	0,0	47,4	0,4
Tunisie	0,0	0,0	566,8	0,5	567,3	3,3
Turquie	100,7	20,0	230,0	0,1	350,8	8,1
Turkménistan	60,0	0,0	0,0	0,0	60,0	0,8
Émirats arabes unis	0,0	0,0	0,0	2,6	2,6	0,8
Ouganda	245,0	0,0	0,0	10,6	255,6	0,7
Ouzbékistan	280,0	25,0	78,0	0,7	383,7	1,6
Yémen	0,0	0,0	0,0	0,6	0,6	0,7
Pays non-membres	0,0	0,0	5,0	8,4	13,4	0,6
Projets régionaux	25,0	200,0	100,0	11,7	336,7	3,3
Approbations nettes	1 580,5	306,6	4 722,6	190,1	6 799,8	100

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2020 (16 djoumada I 1442)

² Composés du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), du Système de financement des exportations (EFS), du Portefeuille des banques islamiques (IBP), des Fonds SID, du FSID, du Programme des opérations de financement des importations (ITFO), des Opérations d'assistance spéciale (SAO), des Fonds fiduciaires et du Fonds waqf.

SOURCE: Département de Recherche économique et des Statistiques

ANNEXE 8

OPÉRATIONS CUMULÉES DU GROUPE DE LA BID SELON LE MODE DE FINANCEMENT LE PLUS UTILISÉ ¹

Pays	Financement de projets			Opérations d'assistance technique			Financement de commerce			Opérations d'assistance spéciale			Total général ²		
	N°	M, DI	M, USD	N°	M, DI	M, USD	N°	M, DI	M, USD	N°	M, DI	M, USD	N°	M, DI	M, USD
Afghanistan	9	97,1	140,7	12	1,7	2,6	0	0,0	0,0	17	9,1	12,5	38	107,9	155,8
Albanie	28	382,8	587,9	6	1,4	2,0	2	4,8	7,2	3	0,4	0,5	39	389,4	597,6
Algérie	28	331,3	444,7	12	1,7	2,3	347	1 932,5	2 493,0	7	4,4	5,6	394	2 270,0	2 945,7
Azerbaïdjan	34	664,7	1 012,4	18	2,7	3,9	18	107,2	160,8	3	1,4	2,0	73	776,1	1 179,1
Bahreïn	45	888,2	1 311,1	22	2,4	3,5	25	255,9	375,4	0	0,0	0,0	92	1 146,6	1 690,0
Bangladesh	103	1 377,1	2 017,8	39	68,4	95,1	300	13 735,6	20 129,8	15	47,1	61,4	457	15 228,2	22 304,1
Bénin	54	547,5	783,6	21	3,5	4,9	10	113,1	159,9	1	1,3	1,4	86	665,3	949,9
Brunei	2	7,2	9,9	1	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	3	7,2	9,9
Burkina-Faso	101	726,6	1 047,0	36	10,9	15,3	33	1 390,1	1 960,4	7	7,9	8,6	177	2 135,6	3 031,3
Cameroun	67	753,7	1 081,4	15	1,5	2,2	17	723,0	1 011,1	3	1,3	1,7	102	1 479,6	2 096,4
Tchad	63	611,8	899,3	36	4,5	6,3	4	30,2	42,3	11	10,0	11,2	114	656,5	959,0
Comores	6	11,2	13,9	24	9,8	14,1	30	281,1	393,5	3	1,0	1,1	63	303,1	422,6
Côte-d'Ivoire	46	983,7	1 422,4	9	0,8	1,1	11	292,9	415,7	5	0,9	1,2	71	1 278,3	1 840,6
Djibouti	43	233,9	337,8	24	3,0	4,3	28	730,1	1 023,0	11	1,7	2,4	106	968,8	1 367,5
Égypte	79	1 597,0	2 381,5	27	4,0	5,7	228	7 590,5	10 844,1	8	1,7	2,4	342	9 193,1	13 233,7
Gabon	18	325,5	483,0	3	0,2	0,3	1	18,8	25,2	0	0,0	0,0	22	344,5	508,5
Gambie	53	223,1	329,8	31	3,5	4,9	54	444,7	641,6	3	1,5	1,6	141	672,7	978,0
Guinée	99	724,8	1 010,5	40	13,8	19,8	6	38,4	48,8	8	6,5	8,6	153	783,6	1 087,7
Guinée-Bissau	6	14,7	20,2	12	2,0	2,7	3	13,1	17,0	3	1,1	1,3	24	30,9	41,2
Guyana	2	24,8	34,6	7	0,3	0,4	0	0,0	0,0	3	0,4	0,5	12	25,5	35,6
Indonésie	118	2 507,6	3 633,8	32	4,2	6,2	168	1 516,4	2 173,9	5	3,6	5,4	323	4 031,8	5 819,4
Iran	64	2 135,7	3 187,6	21	1,9	2,7	327	2 136,8	3 057,7	10	10,9	15,1	422	4 285,2	6 263,1
Irak	3	23,5	26,0	9	0,6	0,9	59	319,3	369,1	14	4,6	6,4	85	348,1	402,5
Jordanie	60	694,6	973,7	31	3,7	5,3	339	1 316,0	1 780,8	1	0,2	0,3	431	2 014,5	2 760,0
Kazakhstan	20	462,7	672,5	19	2,1	3,0	24	655,5	979,0	5	1,3	1,9	68	1 121,7	1 656,4
Koweït	11	72,2	106,8	25	1,9	2,8	23	555,4	814,0	3	5,5	7,3	62	635,0	930,9
République kirghize	37	256,6	372,3	20	4,0	5,9	6	25,1	36,0	7	1,7	2,4	70	287,4	416,6
Liban	60	950,6	1 362,9	10	0,8	1,2	9	152,1	212,1	19	7,4	10,6	98	1 111,0	1 586,9
Libye	17	265,6	366,0	8	2,5	3,6	15	320,1	419,9	6	3,4	4,9	46	591,7	794,3
Malaisie	31	394,4	563,6	25	1,9	2,7	85	261,6	361,4	5	8,5	11,4	146	666,4	939,2
Maldives	30	141,9	184,7	9	1,1	1,6	24	785,3	1 116,0	3	0,6	0,8	66	928,9	1 303,1
Mali	99	801,1	1 141,5	29	5,9	8,4	23	474,3	674,6	11	14,7	16,5	162	1 296,1	1 841,0
Mauritanie	88	606,3	896,2	44	6,6	9,2	29	578,6	835,2	7	9,5	11,1	168	1 201,0	1 751,7
Maroc	65	1 853,0	2 724,3	50	7,2	10,2	127	2 934,0	4 173,4	4	1,1	1,5	246	4 795,4	6 909,4
Mozambique	24	325,2	461,1	14	2,1	3,3	5	48,3	70,0	6	2,4	2,5	49	378,0	536,9
Niger	75	468,5	669,7	49	55,2	80,6	24	144,2	189,8	18	10,3	12,5	166	678,1	952,6
Nigeria	26	478,0	706,0	20	12,2	17,0	32	522,5	768,7	28	5,5	7,5	106	1 018,1	1 499,1
Oman	39	1 468,3	2 034,7	8	1,3	1,9	2	3,7	5,0	2	0,4	0,5	51	1 473,7	2 042,0
Pakistan	84	1 756,9	2 601,7	29	21,9	30,5	288	7 725,7	10 642,1	11	9,7	13,2	412	9 514,2	13 287,5
Palestine	23	66,9	95,8	92	177,5	249,1	3	4,0	6,0	44	42,8	55,6	162	291,2	406,5
Qatar	10	210,4	324,3	1	0,1	0,1	6	33,8	54,1	0	0,0	0,0	17	244,3	378,5
Arabie saoudite	84	1 241,9	1 844,7	44	4,1	5,9	306	2 443,5	3 629,7	3	0,2	0,3	437	3 689,8	5 480,6
Sénégal	122	1 700,6	2 452,9	39	6,0	8,6	60	932,2	1 303,2	7	13,3	14,5	228	2 652,1	3 779,3
Sierra Leone	46	235,4	342,5	24	8,6	12,2	4	18,1	26,0	4	2,6	3,5	78	264,8	384,2
Somalie	5	14,7	18,2	16	8,3	12,4	4	35,9	46,2	56	32,7	48,0	81	91,6	124,8
Soudan	96	796,8	1 176,4	39	27,4	38,7	38	328,1	462,6	21	21,2	25,5	194	1 173,5	1 703,2
République du Suriname	16	121,3	171,3	13	0,9	1,3	4	47,6	67,0	3	0,1	0,2	36	169,9	239,8
Syrie	30	328,2	453,2	10	3,2	4,9	27	135,1	169,3	19	6,2	8,8	86	472,7	636,1
Tadjikistan	38	290,0	415,3	24	4,1	5,9	17	137,4	199,0	6	0,8	1,1	85	432,3	621,3
Togo	27	214,5	304,3	6	1,4	2,0	14	250,5	355,9	2	1,3	1,5	49	467,7	663,7
Tunisie	71	1 434,1	2 082,8	25	4,9	7,2	174	2 132,8	2 954,3	4	3,2	4,2	274	3 575,0	5 048,6
Turquie	99	2 723,9	3 887,6	36	1,6	2,3	401	6 022,4	8 355,6	8	16,6	21,3	544	8 764,4	12 266,7
Turkménistan	13	790,5	1 143,1	4	0,8	1,1	1	6,4	10,0	1	0,2	0,3	19	797,8	1 154,6
Émirats arabes unis	23	319,2	451,1	21	6,6	9,8	35	494,0	706,9	0	0,0	0,0	79	819,9	1 167,9
Ouganda	41	699,1	1 007,4	31	4,0	5,8	8	49,3	66,2	8	2,7	3,6	88	755,1	1 082,9
Ouzbékistan	38	1 253,1	1 854,4	16	1,9	2,7	36	374,6	539,1	6	1,0	1,3	96	1 630,6	2 397,5
Yémen	58	346,9	509,1	25	16,6	23,5	44	379,0	451,2	11	21,8	29,7	138	764,3	1 013,5
Pays non-membres	31	195,9	277,9	17	4,7	7,2	26	235,0	362,8	1 009	216,3	299,4	1 083	652,0	947,3
Projets régionaux	52	1 355,3	1 924,9	788	922,3	1 360,2	11	601,3	852,0	325	581,8	879,8	1 176	3 460,7	5 016,9
Approbations nettes	2 760	40 528,3	58 791,8	2 118	1 478,2	2 149,6	3 945	62 838,3	89 044,8	1 813	1 163,7	1 654,5	10 636	106 008,6	151 640,7
Approbations brutes	3 367	49 661,1	71 899,9	2 320	1 734,4	2 526,3	4 158	64 524,8	91 368,9	2 030	1 268,4	1 802,0	11 875	117 188,6	167 597,2

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2020 (16 djoumada I 1442)

² Les chiffres n'incluent pas les opérations annulées (sauf indication contraire) et portent sur le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), le Système de financement des exportations (EFS), le Portefeuille des banques islamiques (IBP), les Fonds SID, le FSID, le Programme des opérations de financement des importations (ITFO), les Opérations d'assistance spéciale (SAO), les Fonds fiduciaires et le Fonds waqf.

SOURCE: Département de Recherche économique et des Statistiques

ANNEXE 9A

APPROBATIONS PAR ENTITÉ ET MODE DE FINANCEMENT (1395H-2020)¹

(millions DI)



	2017	2018	2019	2020	Total général ²
A, ROC-BID					
Prêt	144,2	52,9	76,4	102,1	5 080,1
Capitaux propres	103,3	29,5	12,3	18,5	1 314,9
Crédit-bail	533,4	9,1	141,1	155,9	7 523,2
Vente à tempérament	846,8	713,7	825,7	814,4	7 460,4
Lignes de financement combinées	0,0	0,0	0,0	0,0	238,6
Partage de bénéfices (moucharaka)	0,0	0,0	0,0	0,0	112,2
Istisna	343,6	68,2	165,6	51,1	14 414,7
Moudaraba	0,0	0,0	0,0	0,0	730,4
Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total partiel	1 971,2	873,4	1 221,0	1 142,0	36 874,5
B, SID					
Capitaux propres	8,5	6,6	13,8	9,4	967,5
Crédit-bail	76,2	32,4	0,0	6,9	487,3
Vente à tempérament	0,0	0,0	0,0	0,0	84,2
Istisna	0,0	0,0	47,0	5,6	76,1
Moudaraba	0,0	0,0	10,8	0,0	10,8
Commerce (mourabaha)	506,2	301,3	35,0	190,9	2 267,3
Total partiel	590,9	340,2	106,7	212,9	3 893,2
C, SIFC					
Mourabaha	2 818,7	3 632,0	4 204,0	3 279,0	37 210,9
D, Autres					
Fonds SID	34,6	29,0	0,0	0,0	674,5
FIBA	41,1	7,5	56,0	16,7	316,2
Autonomisation économique	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7
STI	0,0	0,0	4,7	0,1	4,8
Opérations d'assistance spéciale	5,0	4,5	3,2	2,0	617,8
FSID	31,9	73,2	34,5	31,0	589,3
Fonds fiduciaires	79,9	69,0	95,9	76,5	2 155,8
Fonds waqf	6,1	14,5	8,9	9,6	528,5
Commerce avant-SIFC (EFS, IBP, ITFO)	0,0	0,0	0,0	0,0	23 142,4
Total partiel	198,6	197,8	203,2	136,7	28 030,0
Total général	5 579,4	5 043,4	5 734,9	4 770,5	106 008,6
Mémo:					
E, Opérations de la SIACE durant les 5 derniers exercices et total des opérations depuis la création (millions DI)					
	2017	2018	2019	2020	Total général ²
Nouveaux engagements	2 509,8	3 477,7	3 449,1	2 728,5	34 610,7
Affaires assurées	5 285,5	6 492,9	7 856,6	6 846,2	51 387,0
Ressources et Financements ROC-BID (à la clôture de l'exercice)					
	2017	2018	2019	2020	
Actif, total	19 676,0	22 047,4	23 573,9	24 424,0	
Revenu, brut (mois amortissement idjara) ³	575,5	537,7	621,8	592,2	
Revenu, net	197,0	83,9	140,4	115,6	
Réserves générales	2 700,2	2 878,3	2 949,7	2 997,1	
Réserve à juste valeur	334,7	255,3	325,7	279,0	
Capital souscrit	50 187,9	50 225,3	50 225,3	50 260,5	
Budget administratif approuvé*	138,8	163,8	159,3	154,4	
Budget administratif effectif*	133,6	145,3	139,3	141,9	

* y compris les fonds fiduciaires (El-Qods et El-Aqsa)

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2020 (16 djoumada I 1442)

² Approbations cumulées depuis la création en 1395

³ Le revenu brut est ajusté par rapport à l'amortissement de sorte que les chiffres rapportés soient facilement rapprochés des états financiers vérifiés.

SOURCE: Département de Recherche économique et des Statistiques

Les taux de change des différents exercices sont:
 2017 1 DI = 1 42413 USD 2018 1 DI = 1 39079 USD
 2019 1 DI = 1 38283 USD 2020 1 DI = 1 44027
 1395H-2020 1 DI = 1 43046 USD (approximativement)

ANNEXE 9B

APPROBATIONS PAR ENTITÉ ET MODE DE FINANCEMENT (1395H-2020)¹

(millions USD)

	2017	2018	2019	2020	Total général ²
A. ROC-BID					
Prêt	200,7	74,0	105,4	134,4	7 147,2
Capitaux propres	147,1	41,0	17,0	26,6	1 919,1
Crédit-bail	742,2	12,6	195,7	220,0	10 960,6
Vente à tempérament	1 184,5	1 001,4	1 140,0	1 139,2	10 598,5
Lignes de financement combinées	0,0	0,0	0,0	0,0	344,3
Partage de bénéfices (moucharaka)	0,0	0,0	0,0	0,0	168,3
Istisna	467,6	93,0	235,9	60,2	21 342,4
Moudaraba	0,0	0,0	0,0	0,0	1 060,0
Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Total partiel	2 742,1	1 222,0	1 694,0	1 580,5	53 540,6
B. SID					
Capitaux propres	12,1	9,2	19,1	13,6	1 433,1
Crédit-bail	108,5	45,0	0,0	10,0	710,8
Vente à tempérament	0,0	0,0	0,0	0,0	125,2
Istisna	0,0	0,0	65,0	8,0	105,4
Moudaraba	0,0	0,0	15,0	0,0	15,0
Commerce (mourabaha)	720,9	419,0	48,4	275,0	3 229,6
Total partiel	841,5	473,2	147,5	306,6	5 619,1
C. SIFC					
Mourabaha	4 014,2	5 051,4	5 813,4	4 722,6	54 064,7
D. Autres					
Fonds SID	49,2	40,3	0,0	0,0	992,2
FIBA	56,4	10,7	77,8	23,1	458,0
Autonomisation économique	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0
STI	0,0	0,0	6,4	0,1	6,6
Opérations d'assistance spéciale	7,0	6,3	4,5	2,8	828,7
FSID	45,1	101,7	47,8	43,7	858,4
Fonds fiduciaires	110,0	96,9	132,8	106,0	3 092,3
Fonds waqf	8,6	20,3	12,6	13,5	765,7
Commerce avant-SIFC (EFS, IBP, ITFO)	0,0	0,0	0,0	0,0	31 413,4
Total partiel	276,2	276,2	282,0	190,1	38 416,3
Total général	7 874,0	7 022,8	7 936,9	6 799,8	151 640,7
Mémo:					
E. Opérations de la SIACE durant les 5 derniers exercices et total depuis la création (millions USD)					
	2017	2018	2019	2020	Grand Total ²
Nouveaux engagements	3 574,3	4 836,7	4 769,5	3 929,8	50 229,8
Affaires assurées	7 527,2	9 030,3	10 864,3	9 860,4	73 512,0

¹ Les données présentées dans le tableau ont été recueillies au 31 décembre 2020 (16 djoumada I 1442)

² Approbations cumulées depuis la création en 1395

SOURCE: Recherche économique et des Statistiques

NOTES

This image shows a single sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

NOTES

[illegible]



**AUTONOMISER LES PERSONNES
POUR UN AVENIR DURABLE**

**FAVORISER L'INNOVATION, LES
PARTENARIATS, LA FINANCE
ISLAMIQUE ET LES CHÂÎNES
DE VALEUR**

NOUS CONTACTER

Islamic Development Bank
8111 King Khaled St
Al Nuzlah Yamania

Unit 1 Jeddah 22332-2444
Kingdom of Saudi Arabia

 (+966-12) 6361400

 (+966-12) 6366871

 idbarchives@isdb.org

 www.isdb.org

PILIERS D'ACTIVITÉS DE LA BID

-  CRÉER DES PARTENARIATS
-  AJOUTER DE LA VALEUR
-  METTRE L'ACCENT SUR LA SCIENCE,
LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION
-  PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT
À L'ÉCHELLE MONDIALE
-  RENFORCER LA
COLLABORATION



NOUS VISITER

 isdbgroup  isdb_group  isdb_stories

 company/islamic-development-bank

 channel/UC4IRLKYmzVz3BcA26bp_83w